
Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée générale des actionnaires — L'expansion des crédits bancaires en 1966 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

L'activité économique belge, dans son ensemble, a encore marqué un progrès certain en 1966, mais celui-ci n'a pas été uniforme tout au long de l'année.

Pendant les premiers mois, l'accélération de la demande de biens et de services qui s'était manifestée dans la seconde moitié de l'année précédente, s'est poursuivie. Le nombre des entreprises dont l'activité est limitée par une insuffisance des commandes diminuait; dans l'industrie et le commerce, un mouvement de stockage s'observait en raison, notamment, de la hausse, prévue, de prix intérieurs et de celle, en cours, sur les marchés mondiaux de certaines matières premières; la masse des paiements effectués au moyen de monnaie scripturale était de 12 p.c. supérieure au premier trimestre de 1966 à ce qu'elle avait été pendant la même période de 1965. L'évolution des cours mondiaux de certaines matières, la majoration, à dater du 1^{er} janvier, des impôts indirects et l'alourdissement des charges salariales entraînaient les prix de gros des produits industriels vers le haut; les prix de détail continuaient à augmenter. L'expansion de la production, la reconstitution des stocks, les achats de denrées étrangères provoqués par la mauvaise récolte de 1965 et le relèvement des prix de produits

importés étaient les principaux facteurs d'un accroissement de la valeur des importations; celui-ci déterminait une détérioration de la balance des transactions courantes qui se soldait, pour le premier trimestre de 1966, par un léger déficit, alors qu'elle avait été en excédent pendant l'année 1965.

Dans le courant de 1966, cependant, la reprise de la demande s'est progressivement atténuée; après le creux saisonnier, le ralentissement du rythme d'expansion s'est confirmé dans de nombreuses industries manufacturières. Tous les secteurs de l'économie n'en ont pas également été atteints; dans l'industrie de la construction, notamment, la tendance est restée soutenue.

Ce changement des perspectives d'ensemble résulte, pour une bonne part, de l'affaiblissement des tensions dans divers pays étrangers, dont la politique désinflationniste porte ses fruits. Il est accentué par les problèmes structurels avec lesquels sont confrontées, en dehors des charbonnages, plusieurs industries belges qui doivent faire face, en plus, à une accélération du progrès technologique, à un renforcement de la concurrence internationale en même temps qu'à un alourdissement des coûts intérieurs. Il s'explique, aussi, par la détério-

ration des conditions d'activité qui affecte les secteurs, telle la sidérurgie, où est apparu, comme dans de nombreux pays étrangers, un déséquilibre entre des capacités d'offre rapidement accrues et des possibilités d'écoulement plus lentes à se développer.

Le fléchissement de l'expansion s'est reflété sur le marché de l'emploi, sans toutefois que le pourcentage de chômage s'approche d'un niveau critique.

L'évolution de la demande, le repli apparu dans les cours mondiaux de certaines matières premières et les mesures de blocage des prix appliquées par le Gouvernement ont eu pour effet d'arrêter le mouvement de hausse des prix de gros des produits industriels.

Malgré la détente conjoncturelle dans les derniers mois de 1966, le pourcentage d'accroissement des importations est resté supérieur à celui des exportations. Dès lors, le déficit de la balance des transactions courantes a persisté : pour l'ensemble des onze premiers mois, il a été de 4,2 milliards, alors que, pendant la même période de 1965, un surplus de 8,1 milliards avait été enregistré.

Quant aux mouvements des capitaux des entreprises et particuliers, leur solde positif est revenu de 5,5 milliards, pendant les onze premiers mois de 1965, à 2,4 milliards pour la période correspondante de 1966, par suite, notamment, de l'évolution des achats nets de valeurs mobilières étrangères; ces placements, qui avaient été plutôt réduits au cours des deux années précédentes, ont repris plus d'ampleur, notamment en raison de l'attrait des rendements offerts sur les marchés extérieurs. Les opérations financières avec l'étranger ont influencé les cours sur le marché libre des changes, qui se sont situés à un niveau plus élevé qu'en 1965.

Au total, la balance des transactions courantes et les mouvements de capitaux dont il vient d'être question se sont donc soldés par un déficit. L'incidence que celui-ci aurait pu exercer sur les réserves de la Banque a été palliée par les emprunts en devises de l'Etat.

La couverture du déficit de trésorerie de l'Etat est restée difficile. Cependant, les besoins nets de financement de ce dernier sont revenus de 22,1 milliards en 1965 à 17,1 milliards en 1966.

Comme les décaissements à charge du budget extraordinaire et du Fonds des Routes sont

estimés à 33,6 milliards, soit 2,3 milliards de plus que l'année précédente, la diminution de l'impasse est imputable aux opérations résultant de l'exécution du budget ordinaire, dont les recettes ont été favorablement influencées par la majoration, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966, de divers impôts indirects.

Bien que l'augmentation de la dette publique ait de la sorte été moindre qu'en 1965, elle a encore nettement excédé les facultés que le Trésor a d'emprunter, dans le marché, sous la forme d'émissions publiques d'obligations; les ressources nettes que ces emprunts intérieurs ont apportées à l'Etat ont diminué de 8 milliards de 1965 à 1966. Aussi le Trésor a-t-il continué à solliciter le marché monétaire; ses placements de certificats à court terme dans ce marché et l'accroissement des avoirs en comptes de chèques postaux lui ont procuré, au total, 2 milliards de liquidités, contre 9,6 milliards en 1965, montant exceptionnel en période de haute conjoncture. Pour couvrir le solde de ses besoins, l'Etat a dû augmenter son recours aux marchés étrangers; celui-ci, qui avait diminué de 4,8 milliards l'année précédente, s'est accru de 4,9 milliards; en vue de réduire l'incidence de ce mode de financement sur la création de liquidités par la Banque, une partie des devises ainsi empruntées a été vendue sur le marché libre des changes.

La demande de crédits des entreprises et particuliers a été très pressante. Beaucoup d'entreprises se sont efforcées de suppléer, en empruntant, au manque de ressources propres, dû à l'évolution des bénéfices industriels; les firmes étrangères ont développé leurs nouveaux investissements en Belgique et, partant, leurs recours aux intermédiaires financiers.

L'accroissement des crédits accordés par les seuls organismes monétaires aux entreprises et particuliers est passé de 8,2 milliards au cours des trois premiers trimestres de 1965 à 11,3 milliards au cours des mêmes trimestres de 1966. L'incidence de cette progression plus rapide sur la création de monnaie a été plus que compensée par la détérioration de la balance des opérations avec l'étranger.

Compte tenu des autres facteurs qui l'ont influencée, l'augmentation du stock monétaire a été de 3,9 milliards pendant les neuf premiers mois de 1966, alors qu'elle avait atteint 9 milliards pour la même période de 1965.

Dans le même temps, la constitution en Belgique, par les particuliers et l'ensemble des entreprises non financières de toute nature, d'actifs financiers sous toutes les formes qu'il a été possible de recenser, est revenue de 48,2 à 46,5 milliards. Cette diminution est attribuable à la progression moins rapide des encaisses monétaires; l'accroissement des actifs quasi monétaires a été sensiblement le même au cours des deux périodes et les acquisitions nettes d'obligations et bons de caisse de toutes catégories ont augmenté.

L'offre sur les marchés intérieurs de fonds a été assez étroite pendant la première moitié de l'année. Elle était défavorablement influencée par la préférence d'une partie du public pour les placements en valeurs réelles, par les dépenses de stockage de certaines entreprises et, en outre, par les placements à l'étranger déjà mentionnés.

Dès lors, les apports de fonds ont été relativement insuffisants en face des besoins encore importants du Trésor et de la demande accrue des entreprises et particuliers. Des tensions sont, en conséquence, apparues sur les marchés financiers intérieurs.

*
**

La Banque a entériné, par un relèvement de ses taux d'intérêt, la hausse qui résultait des tensions sur les marchés de fonds. S'opposer à la tendance, en favorisant une création plus abondante de liquidités, au risque de provoquer un renouveau des pressions inflationnistes et d'aggraver le déficit de la balance des paiements courants, eût été vain puisque, en tout état de cause, le maintien d'une très forte disparité entre les taux intérieurs et les taux étrangers aurait élargi le mouvement d'exportation de capitaux belges; à ce moment, en effet, les marchés européens étaient particulièrement sollicités, entre autres, parce que les Etats-Unis s'efforçaient d'y réduire leurs apports nets en même temps que l'évolution de leur propre marché attirait des capitaux étrangers:

Aussi la Banque a-t-elle, le 2 juin, majoré de 0,50 p.c. tous les taux d'escompte et d'avances; le taux d'escompte pour les traites acceptées domiciliées en banque a ainsi été porté de 4,75 à 5,25 p.c.

Le 27 octobre, le taux des avances sur effets publics émis à maximum 130 jours a été relevé

de 5,75 à 6 p.c. pour être ajusté au taux des certificats à quatre mois émis par adjudication, qui avait franchi le niveau de 5,75 p.c.

Sans doute la hausse des taux n'était-elle pas de nature à restreindre dans une mesure appréciable la demande de fonds et, en particulier, celle du Trésor, qui n'est pas influencée par le coût. Mais, du côté de l'offre, l'amélioration de la rémunération des placeurs a provoqué un élargissement dans la seconde moitié de l'année.

Diverses hausses ont plus particulièrement contribué à ce résultat, notamment celles qui ont amélioré le rendement des obligations et bons de caisse émis par les organismes publics de crédit, celui des emprunts d'Etat et les taux d'intérêt des dépôts à terme.

L'action de ce mouvement des taux sur l'offre de fonds a, sans doute, été renforcée par des modifications du régime fiscal des revenus mobiliers, dont les modalités ont accentué le privilège déjà accordé aux dépôts d'épargne ordinaire.

La meilleure rémunération des prêteurs a attiré, sur le marché, des fonds qui eussent sinon été thésaurisés ou exportés. L'augmentation des encaisses en billets, qui était encore de 8,8 milliards à la fin de juin 1966 par rapport à la même date de 1965, est revenue au 30 novembre à 4,6 milliards; la moyenne mensuelle des achats de valeurs mobilières étrangères, qui avait été de 0,6 milliard au premier semestre, n'a plus atteint que 0,4 milliard pendant les cinq mois suivants.

Au contraire, les souscriptions aux émissions continues des organismes publics de crédit ont atteint des montants nettement plus élevés, les émissions publiques d'emprunts, par l'Etat notamment, ont, depuis septembre, rencontré davantage la faveur des placeurs et la constitution de dépôts à terme s'est accélérée:

Après avoir été orientés à la hausse pendant la plus grande partie de l'année, les taux de rendement des fonds d'Etat ont évolué de façon moins nette au dernier trimestre.

En revanche, la détente qui paraît s'être amorcée vers la fin de 1966 sur les marchés internationaux de fonds à court terme, ne s'est pas étendue au marché monétaire belge; où les taux, particulièrement sensibles, ont continué à hausser jusqu'à l'échéance de décembre, malgré l'évolution conjoncturelle.

*
**

Les modifications que la Banque a apportées, le 2 juin, à ses taux d'escompte et d'avances ont entraîné un renchérissement du coût des crédits aux entreprises et particuliers. Elles ont, par conséquent, été dans le même sens que les mesures prises en vue de modérer l'offre de ces crédits.

La nécessité de telles mesures est apparue en raison des développements survenus dans les premiers mois de l'année.

Certes, la hausse des prix qui se produisait à cette époque était attribuable à l'augmentation des prix de revient, qui ne peuvent pas être influencés directement par la politique monétaire; mais il était à craindre que l'action de ce facteur ne fût facilitée et n'en vint même à être renforcée par une accélération excessive de la demande, si celle-ci était supportée par une distribution trop abondante de crédits aux entreprises et particuliers.

Or, les crédits ouverts par les banques, les institutions publiques et les caisses d'épargne privées avaient été nettement plus importants à partir du deuxième trimestre de 1965, de sorte que les facilités disponibles en fin d'année étaient devenues fort élevées. Le mouvement s'est poursuivi au premier trimestre de 1966; les ouvertures de crédit dans les banques ont augmenté de 9,3 milliards, contre 6,2 milliards durant la période correspondante de 1965, tandis que les crédits nouveaux consentis par les institutions publiques ont atteint 5,6 milliards, contre 5,2 milliards et ceux consentis par les caisses d'épargne privées 2,7 milliards, contre 2,3 milliards.

Confrontant l'évolution conjoncturelle et le développement du recours au crédit, la Banque a décidé de recommander aux banques de respecter une limitation précise dans l'accroissement de leurs crédits. Une norme quantitative similaire avait existé de janvier 1964 à juillet 1965. Elle avait alors été suspendue, mais la Banque avait demandé aux banques de continuer à s'imposer une discipline de modération. Cette demande avait été réitérée en décembre.

Le 27 avril, la Banque a invité les banques à limiter l'accroissement des crédits utilisés, par rapport à leur encours au 31 décembre 1965, à 6 p.c. pour le premier semestre et à 12 p.c. pour l'année entière.

La limite a été fixée en tenant compte, d'une part, des prélèvements estimés sur crédits d'investissement et, d'autre part, des perspectives

de l'activité ainsi que des hausses de prix déjà acquises pour 1966. Elle n'a donc pas imposé une restriction proprement dite, mais a marqué la marge d'augmentation qui devait permettre le financement, sans excès inflationniste, des transactions qui contribueraient à l'expansion économique que l'on prévoyait.

La norme s'appliquait au total des crédits de chaque banque, à qui il incombait d'arrêter les critères suivant lesquels elle organiserait la limitation de l'augmentation des encours utilisés. La Banque a toutefois insisté pour que l'effort de modération porte par priorité sur les crédits finançant des transactions immobilières et plus particulièrement la construction, sur ceux finançant directement ou indirectement des ventes à tempérament et des prêts personnels, ainsi que sur les crédits destinés à la constitution de stocks spéculatifs. En raison des changements en cours dans la structure industrielle, elle a également rendu les banques attentives au risque que comporte l'utilisation de crédits par des entreprises dont la rentabilité se révèle définitivement compromise à défaut d'une réorganisation profonde des conditions d'exploitation. Elle a enfin exprimé le souhait que les crédits finançant des investissements productifs, et plus particulièrement des projets de rationalisation, ne soient limités qu'en dernier lieu.

Par ailleurs, la Banque a recommandé aux banques d'assurer leur liquidité, quel que soit l'état de la conjoncture, et, à cette fin, de surveiller attentivement l'évolution des crédits pour lesquels il n'existe que des possibilités de mobilisation limitées et de veiller à ne financer les crédits à moyen et long terme qu'avec des moyens d'action à terme appropriés.

Parallèlement à la fixation par la Banque de normes quantitatives valant pour les crédits bancaires, des limitations ont été appliquées dans le secteur public du crédit où des plafonds ont été imposés par le Ministre des Finances aux différentes institutions.

Les caisses d'épargne privées et les compagnies d'assurance sur la vie ont continué à être associées à la politique de modération du crédit.

Les données actuellement disponibles indiquent que ces dispositions d'encadrement du crédit ont été, dans l'ensemble, efficaces. Dans le cas des banques, l'expansion des crédits soumis aux recommandations de la Banque a atteint 4,4 p.c. pour le premier semestre, res-

tant en deçà de la norme de 6 p.c. fixée pour cette période. Elle s'est cependant accélérée à partir du troisième trimestre.

En raison de la persistance de tensions sur les marchés financiers, du déficit des transactions courantes avec l'étranger et du caractère assez diversifié de l'évolution conjoncturelle, les normes d'expansion des crédits bancaires n'ont pu être supprimées ou atténuées en cours d'année. A la fin de juin, la Banque a cependant fait savoir qu'elle accepterait des dépassements individuels des limites s'ils étaient justifiés par des prélèvements sur les crédits d'investissement qui sont assortis de la garantie ou d'un subside de l'Etat.

A la fin de l'année, le choix des politiques à mettre en œuvre en 1967 a été particulièrement délicat, en raison de la présence simultanée de certains déséquilibres intérieurs et extérieurs et de plusieurs signes de repli conjoncturel.

Il est clair, cependant, qu'une économie qui dépend du reste du monde comme celle de la Belgique ne pourrait échapper à une récession venant de l'extérieur, en menant une politique anticyclique d'expansion du crédit intérieur.

En outre, l'expérience enseigne que les crédits bancaires continuent en général à se développer au-delà du point de retournement conjoncturel : ils n'accusent un changement d'orientation qu'avec un décalage de plusieurs mois. Ce qu'il faut prévenir au cours de ces périodes de fin d'essor, c'est que les entreprises cèdent à la tendance à s'endetter exagérément, ce qui pourrait entraîner une détérioration de la qualité des actifs bancaires et accentuer l'action des facteurs de retournement de la conjoncture.

L'accélération de l'expansion des crédits bancaires qui s'est produite à partir du troisième trimestre de 1966 méritait, à cet égard, de retenir l'attention.

Le maintien de la limitation, très souple d'ailleurs, de cette expansion se recommandait, dès lors, même si le tassement conjoncturel devait se poursuivre au début de 1967.

Dans l'hypothèse, plus défavorable encore, où l'affaiblissement de la conjoncture s'accélérerait, le fléchissement de la demande de crédit viderait de son contenu la recommandation fixant une norme quantitative à l'expansion de l'offre. Les autorités monétaires apparaîtraient peut-être comme inutilement prudentes,

mais leur décision n'aurait aucun effet dommageable pour l'économie.

Il en serait tout autrement si les appréhensions actuelles ne se confirmaient pas, alors que la politique de limitation aurait été abandonnée. Or, même si les symptômes d'un ralentissement de l'expansion économique se font plus nombreux, il subsiste des tensions dans le système des coûts et des prix intérieurs et sur les marchés financiers. Le risque d'une réapparition des pressions inflationnistes ne peut être exclu, surtout que certains pays européens et, plus particulièrement, la République Fédérale d'Allemagne envisagent, dès à présent, d'appliquer des mesures de relance, alors que des développements inflationnistes persistent aux Etats-Unis et que la conjoncture est encore favorable en France et en Italie, même si elle y est devenue plus hésitante.

Dans ces conditions, la Banque a maintenu en vigueur une limitation des accroissements de crédit pour les six premiers mois de 1967. Le 28 décembre 1966, elle a invité les banques à limiter, au 30 juin 1967, l'encours utilisé des crédits à 118 p.c. du montant atteint au 31 décembre 1965. La norme fixée doit, comme précédemment, être respectée par chaque banque individuellement.

Toutefois, certains assouplissements ont été apportés au dispositif de limitation. C'est ainsi que l'accroissement de l'encours utilisé des crédits d'investissement a été formellement mis « hors quota », pourvu que ces crédits bénéficient ou aient bénéficié de la garantie ou d'un subside de l'Etat ou soient financés conjointement par les banques et par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. La même exception vaut pour les acceptations bancaires représentatives d'exportations.

Tout en laissant aux banques la responsabilité d'arrêter les critères suivant lesquels chacune organisera la limitation de l'augmentation des encours utilisés, la Banque leur a rappelé qu'elles devaient se montrer sélectives dans l'octroi des crédits et veiller à assurer leur propre liquidité.

*
**

Les mesures de politique conjoncturelle doivent, pour atteindre pleinement leurs objectifs, être suffisamment nombreuses et suffisamment

variées. La politique monétaire perd de son efficacité si elle est seule à agir. Bien plus, elle perd sa souplesse si la politique budgétaire va en sens opposé, nécessitant la mise en œuvre de contraintes monétaires plus rigoureuses.

Comme dans plusieurs pays étrangers, la situation à cet égard laisse à désirer en Belgique.

Depuis l'exercice 1958, le budget ordinaire n'a pu être clôturé qu'une seule fois en boni. En effet, si ce budget a le plus souvent été présenté en équilibre, les réalisations se sont écartées, parfois très sensiblement, des prévisions : sauf en 1964, les dépenses supplémentaires ont été supérieures aux plus-values de recettes.

Quant aux dépenses extraordinaires, les engagements nouveaux ont été réduits ou étalés en 1964, eu égard à l'évolution de la conjoncture; pendant l'année 1965, un freinage modéré en matière d'investissements publics a été maintenu. La progression des dépenses à charge du budget extraordinaire et du Fonds des Routes s'est, de ce fait, ralentie au cours des dernières années; elle s'est cependant poursuivie, notamment en 1966.

Au total, entre 1958 et 1962, le déficit de trésorerie résultant de l'exécution des budgets ordinaire et extraordinaire s'est réduit, ainsi que cela se recommandait durant une période d'essor. Mais il a, depuis lors, régulièrement dépassé le niveau atteint en 1962, malgré la persistance de la haute conjoncture.

Or, c'est ce solde budgétaire total qui devrait varier en fonction des impératifs d'une politique anticyclique. Sans doute la distinction entre budget ordinaire et budget extraordinaire est-elle traditionnelle en Belgique, mais, comme le Ministre des Finances l'a récemment souligné à la Société Royale d'Economie Politique, il conviendrait d'y renoncer. D'un point de vue économique global, les dépenses extraordinaires constituent une demande de biens et de services au même titre que les dépenses ordinaires.

Au surplus, la composition des dépenses n'est pas indifférente. Pour que le budget exerce l'action anticyclique souhaitable, sans qu'il soit nécessaire de restreindre les dépenses d'infrastructure qu'exige le développement économique, il importe d'agir sur les dépenses courantes, de façon à dégager une épargne suf-

fisante de l'Etat. Le niveau de celle-ci revêt une importance particulière pour la continuation de la croissance équilibrée.

Au cours des dernières années, lorsque cette épargne de l'Etat a été positive, elle n'a jamais représenté qu'une fraction minime de ses investissements civils.

Enfin, si la totalité des dépenses en capital de l'Etat n'est pas couverte par son épargne, encore faut-il que l'écart soit financé avec des moyens appropriés. Un financement à court terme trop important présente, à cet égard, de sérieux inconvénients et, en particulier, rend le Trésor plus vulnérable aux brusques fluctuations des marchés de fonds. En tout état de cause, un financement monétaire devrait être évité en période de tensions inflationnistes; or, depuis 1963, ce financement a atteint chaque année des montants élevés.

La nécessité d'adapter le déficit de trésorerie global à l'état de la conjoncture et de le financer correctement a été rappelée récemment par une recommandation du Conseil de Ministres de la Communauté Economique Européenne, concernant les lignes directrices de la politique conjoncturelle en 1967.

*
**

Les éléments internes de la situation conjoncturelle ne sont pas les seules données dont la Banque ait à tenir compte. Responsable ultime de la liquidité extérieure de l'économie, elle doit, tout autant, se préoccuper du risque d'un déséquilibre important des paiements avec l'étranger. Un tel déséquilibre pourrait provenir d'une détérioration de la balance des transactions courantes, qui d'après les derniers chiffres disponibles reste en déficit, mais il pourrait aussi résulter de déplacements de fonds vers l'étranger, que facilite l'interdépendance, devenue plus grande, des marchés financiers internationaux. Cette interdépendance limite, par conséquent, les choix possibles entre les objectifs de la politique monétaire.

D'une façon plus générale, la Banque se doit, dans ses décisions de politique, de considérer l'ensemble des évolutions en cours dans le reste du monde, car elles influencent toutes fortement les données intérieures.

On ne saurait trop souligner cette perméabilité de l'économie nationale aux impulsions venant de l'extérieur : elle transparait au tra-

vers de tous les mouvements conjoncturels qui se sont produits en 1966 et qui ont été décrits ci-avant. Qu'il s'agisse des prix de gros des produits industriels ou agricoles, voire des salaires, qu'il s'agisse des taux d'intérêt, qu'il s'agisse même de l'activité économique générale, les fluctuations observées reflètent, en grande partie, les changements survenus à l'étranger.

Cette dépendance, dans laquelle la Belgique se trouve, limite incontestablement l'autonomie d'action des autorités monétaires. Leur rôle, dans une économie ouverte et de petite dimension, est essentiellement de veiller, dans le domaine qui leur est propre, à ce que les données purement internes de l'économie ne provoquent pas un déséquilibre autonome; la faculté d'atténuer les fluctuations importées demeure le plus souvent réduite.

La politique monétaire ne peut pas agir non plus sur les données structurelles. Ainsi, la solution des problèmes auxquels sont confrontées actuellement diverses industries ne pourrait être trouvée dans un assouplissement de la distribution du crédit. Certes, il s'agit de ques-

tions majeures; le Comité National d'Expansion Economique leur a récemment consacré ses travaux; la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique examine, de son côté, les améliorations aux mécanismes financiers qui pourraient contribuer à leur solution. Mais si la qualité de l'organisation industrielle est essentielle pour le développement de l'économie nationale, pour sa compétitivité et, partant, à long terme, pour la valeur de la monnaie, les mesures qui peuvent la favoriser ne sont pas du ressort des autorités monétaires.

Ces dernières œuvrent essentiellement en courte période. Dans celle-ci, les mesures nécessaires doivent être prises dès qu'elles s'avèrent indispensables. Adoptées tardivement dans les phases de tension, elles devraient revêtir un caractère beaucoup plus restrictif et pourraient compromettre la croissance. En toutes circonstances, la Banque doit veiller à adapter étroitement sa politique aux orientations nouvelles dès qu'elles apparaissent clairement et à exercer de la sorte une action de stabilisation.

L'EXPANSION DES CREDITS BANCAIRES EN 1966

Au début du printemps de 1966, après un examen approfondi de la situation économique et financière et à la lumière des derniers développements constatés dans l'évolution des ouvertures et des utilisations de crédit, la Banque avait décidé de remettre en vigueur une limitation quantitative précise de l'expansion des crédits bancaires.

La recommandation adressée à cette fin aux banques, le 27 avril dernier, invitait les banques à limiter l'accroissement des crédits, par rapport à l'encours au 31 décembre 1965, à 6 p.c. au premier semestre de 1966 et à 12 p.c. pour l'ensemble de l'année 1966. Comme précédemment, il s'agissait des encours utilisés de crédits d'escompte (y compris les crédits dits d'encaissement), de caisse et d'acceptation, à l'exclusion des crédits de caisse à l'étranger. Les limites précitées devaient être respectées non seulement par l'ensemble des banques, mais également par chaque banque individuellement.

L'application des normes d'expansion n'excluait toutefois pas une certaine souplesse. En premier lieu, la Banque s'était déclarée disposée à ne pas considérer comme contraires à ses directives les accroissements d'encours au-delà des pourcentages fixés, pour autant qu'il puisse être justifié par les établissements en cause que leur dépassement résultait uniquement de prélèvements sur les crédits d'investissement ci-après : crédits bénéficiant ou ayant bénéficié de la garantie et/ou de subsides de l'Etat et crédits octroyés « hors quota », avec l'accord de la Banque, pendant la période du 16 avril au 14 juillet 1965. En outre, la Banque avait déclaré qu'elle se dispenserait d'intervenir dans tous les cas où, en valeur absolue, l'accroissement des crédits d'une banque demeurerait inférieur à 10 millions pendant le premier semestre et à 20 millions pour l'ensemble de

l'année 1966. Enfin, un régime particulier avait été prévu pour les banques de création récente et pour les banques qui, par suite d'une modification importante de leur structure financière, peuvent être assimilées à des banques de création récente; en raison des conditions spécifiques d'exploitation de telles banques, où le rythme de croissance des crédits, mesuré en grandeur relative, peut être très supérieur à la moyenne, la Banque leur avait recommandé de limiter l'expansion de leurs crédits de manière telle que l'encours utilisé ne dépasse pas, au 31 décembre 1966, un montant égal à huit fois le montant de leurs fonds propres à la date du 31 décembre 1965 ou, pour les banques créées pendant l'année 1966, du début de leur activité en Belgique. Cette limite de huit fois les fonds propres avait été fixée en se référant au rapport qui existait, à la fin de décembre 1965, pour l'ensemble des banques entre, d'une part, leurs fonds propres et, d'autre part, l'encours utilisé de leurs crédits aux entreprises et particuliers.

Ainsi qu'il a été indiqué dans le *Bulletin* de juillet 1966, l'encours utilisé des crédits n'avait augmenté, au 30 juin 1966, que de 4,3 p.c. depuis le 31 décembre 1965; la Banque n'a donc pas, comme elle avait exprimé l'intention de le faire en cas de dépassement, par l'ensemble des banques, du pourcentage fixé, demandé l'application du coefficient de réserve monétaire.

Quant à l'expansion, pour l'ensemble de l'année 1966, des crédits auxquels s'appliquait la recommandation de modération du 27 avril 1966, des données, encore provisoires, sont à présent disponibles. On notera que cette expansion ne peut être calculée directement au départ de la situation globale des banques publiée dans le *Moniteur belge*, et ce pour deux raisons principales.

La première est que la surveillance de la Banque porte sur les crédits octroyés à l'origine par les banques, alors que les situations globales publiées constituent des totalisations des crédits nourris par les banques. Même en ajoutant aux rubriques du bilan relatives aux crédits le montant, donné en note, des

« effets réescomptés », on ne dégage pas le total exact des crédits octroyés à l'origine; par cette ajoute, en effet, on pêche, d'une part, par sous-estimation, parce que le montant publié en note ne comprend pas les effets réescomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique et les insti-

Tableau I.

Crédits d'escompte ¹, de caisse et d'acceptation accordés à leur origine par les banques
(à l'exclusion des crédits de caisse à l'étranger)

Périodes	Crédits autorisés	Crédits utilisés	Variations des crédits utilisés par période		Variations cumulées
	(à fin de période, milliards de francs)	(milliards de francs)	(milliards de francs)	(en pour cent par rapport au montant à la fin de l'année précédente)	
1958	n.d.	59,8			
1959	n.d.	63,4	+ 3,6	+ 6,0	
1960	n.d.	69,7	+ 6,3	+ 10,0	
1961	n.d.	80,9	+ 11,2	+ 16,1	
1962	166,0	93,5	+ 12,6	+ 15,6	
1963	195,2	111,9	+ 18,4	+ 19,7	
1964 1 ^{er} trimestre	n.d.	117,0	+ 5,1	+ 4,5	+ 4,5
2 ^e trimestre	n.d.	121,3	+ 4,3	+ 3,9	+ 8,4
3 ^e trimestre	n.d.	122,7	+ 1,4	+ 1,2	+ 9,6
4 ^e trimestre	210,9	125,7	+ 3,7 ²	+ 3,3 ²	+ 12,9 ²
1965 1 ^{er} trimestre	217,1	126,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,8
2 ^e trimestre	225,8	132,8	+ 6,1	+ 4,8	+ 5,6
3 ^e trimestre	234,1	135,7	+ 2,9	+ 2,3	+ 7,9
4 ^e trimestre	248,0	147,2	+ 11,5	+ 9,1	+ 17,0
1966 1 ^{er} trimestre	257,3	149,2	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,3
2 ^e trimestre	262,6	153,6	+ 4,4	+ 3,1	+ 4,3
3 ^e trimestre	270,9	159,1	+ 5,5	+ 3,8	+ 8,2
4 ^e trimestre	277,8	169,9 ³	+ 10,8 ³	+ 7,2 ³	+ 15,4 ³

¹ Y compris les crédits dits d'encaissement.

² Y compris 0,7 milliard de crédits de caisse transférés aux crédits d'aval en novembre 1964.

³ Y compris le montant des effets échus au 31 décembre 1966 mais ne pouvant être encaissés qu'en janvier 1967.

n.d. Chiffres non disponibles.

p Chiffres provisoires.

tutions publiques de crédit, et, d'autre part, par surestimation, parce qu'une partie des effets placés initialement auprès des institutions publiques de crédit retrouvent ensuite preneur dans le système bancaire, de sorte qu'ils sont déjà compris dans le portefeuille d'« effets commerciaux ».

La seconde raison majeure tient au fait que les crédits de caisse à l'étranger ⁽¹⁾ sont compris dans la rubrique « Débiteurs divers » du bilan mais, au contraire, exclus des encours auxquels s'appliquent les normes d'expansion des crédits.

Le calcul des données exactes relatives à l'évolution de ces encours implique donc une série de corrections, notamment au moyen de

statistiques extra-comptables, et requiert, dès lors, de plus longs délais que ceux qu'exige l'établissement, par simple totalisation, des situations globales des banques.

En comparant l'encours de la fin de décembre 1966 à celui du 31 décembre 1965, on constate que les crédits soumis globalement aux normes quantitatives d'expansion ont accusé une augmentation apparente de 22,7 milliards, soit 15,4 p.c. Toutefois, comme le 31 décembre 1966 était un samedi, en vertu de la loi du 3 juin 1959 qui assimile le samedi à un jour férié pour ce qui concerne la présentation à l'encaissement des effets de commerce, les effets venant à échéance le dernier jour de l'an n'ont pu être encaissés comme ils l'eussent été si l'échéance de fin d'année s'était placée un jour ouvrable. Dès lors, l'encours apparent des crédits utilisés au 31 dé-

(1) Avances de caisse à des particuliers résidant à l'étranger et à des entreprises n'ayant pas de siège d'exploitation en Belgique.

cembre 1966 présente un gonflement fortuit à concurrence du montant des effets qui n'ont pu être encaissés et enregistrés comme tels dans les comptabilités bancaires que le 2 janvier 1967. Afin de permettre l'élimination de

ce facteur perturbateur, la Banque avait demandé, par lettre circulaire adressée en décembre dernier à toutes les banques, de lui faire connaître les montants sur lesquels porterait, pour chacune d'elles, le gonflement

Tableau II.

Financement des crédits octroyés à leur origine par les banques ¹

A fin de période	Crédits logés dans les banques de dépôts		Crédits logés dans d'autres institutions	
	(milliards de francs)	(en pour cent du total)	(milliards de francs)	(en pour cent du total)
1958	41,5	69	18,3	31
1959	42,9	68	20,5	32
1960	50,1	72	19,6	28
1961	58,6	72	22,3	28
1962	67,9	73	25,6	27
1963	88,0	79	23,9	21
1964 1 ^{er} trimestre	90,5	77	26,5	23
2 ^e trimestre	93,6	77	27,7	23
3 ^e trimestre	97,3	79	25,4	21
4 ^e trimestre	102,2	81	23,5	19
1965 1 ^{er} trimestre	104,1	82	22,6	18
2 ^e trimestre	106,5	80	26,3	20
3 ^e trimestre	111,8	82	23,9	18
4 ^e trimestre	115,1	78	32,1	22
1966 1 ^{er} trimestre	121,4	81	27,8	19
2 ^e trimestre	123,2	80	30,4	20
3 ^e trimestre	131,2	82	27,9	18
4 ^e trimestre	136,5	80	33,4	20

¹ Crédits d'escompte (y compris les crédits dits d'encaissement), de caisse et d'acceptation, à l'exclusion des crédits de caisse à l'étranger.

accidentel précité. La totalisation des relevés reçus dégage un montant global de 4,3 milliards (¹).

Après déduction de ces 4,3 milliards, l'expansion rectifiée des crédits en 1966 ressort à 18,4 milliards, soit 12,5 p.c. de l'encours utilisé au 31 décembre 1965. Dans l'appréciation de ce résultat, il convient de tenir compte d'un triple correctif.

D'une part, les banques créées après le 1^{er} janvier 1962 et celles dont la structure financière a subi, après cette date, une modification fondamentale, n'étaient pas, en fait, tenues au respect d'une limite d'expansion de 12 p.c. en 1966, puisque la limitation de

l'accroissement de l'encours de leurs crédits avait été fixée par référence à un critère particulier, à savoir les fonds propres.

D'autre part, en vertu des dispositions d'application, rappelées ci-avant, l'accroissement constaté en 1966 doit être interprété à la lumière des justifications pouvant être fournies par les différents établissements : prélèvements sur certains crédits d'investissement et augmentations inférieures, en chiffres absolus, à 20 millions.

Enfin, un certain nombre de crédits, enregistrés dans les comptabilités bancaires, ne répondent pas à la notion de crédits octroyés à leur origine par les banques, telle qu'elle a été précisée notamment dans la circulaire n° 66/2 du 1^{er} juin de la Commission bancaire. Lorsque les conditions énoncées dans cette circulaire sont remplies, certains crédits d'investissement à moyen et long terme mobilisés auprès de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, sont réputés être accordés

(¹) Ce chiffre est sensiblement plus important que ceux qui ont été avancés précédemment pour les mois se terminant un samedi, un dimanche ou un jour férié. Cet écart provient, d'une part, de ce qu'il s'agit, dans le cas présent, d'une échéance de fin d'année et, d'autre part, du fait qu'au moyen d'un relevé spécial, on a pu obtenir cette fois des renseignements sur un ensemble de rubriques pouvant être affectées par le gonflement accidentel, alors qu'à défaut d'un tel relevé, seules les variations fortuites de rubriques spécifiques concernant les effets à l'encaissement peuvent être isolées de façon approximative.

à leur origine par ces institutions et non par les banques. Il s'agit donc d'une troisième catégorie de crédits d'investissement, dont les accroissements d'encours peuvent, comme c'est le cas pour les crédits accordés sous un régime « hors quota » en 1965 et pour les crédits

bénéficiant ou ayant bénéficié de la garantie et/ou de subsides de l'Etat, justifier une expansion, en 1966, des utilisations au-delà de 12 p.c.

Compte tenu de ces précisions, on peut rendre compte comme suit de l'accroisse-

Tableau III.

**Pourcentages d'accroissement, en 1966, des crédits d'escompte ¹,
de caisse et d'acceptation accordés à leur origine par les banques
(à l'exclusion des crédits de caisse à l'étranger)**

	Banques de création récente et assimilées	15 banques dites principales	Autres banques	Ensemble des banques
Accroissement brut	58,4	14,0	9,8	15,4
Gonflement fortuit au 31 décembre 1966	1,6	3,3	—	2,9
Accroissement net	56,8	10,7	9,8	12,5
Accroissement des crédits d'investissement pouvant justifier un dépassement des normes d'expansion ²	5,6	1,7	—	1,6
Accroissement à rapprocher de la norme de 12 p.c.		9,0	9,8	10,9

¹ Y compris les crédits dits d'encaissement.

² Données partielles, la Banque ne disposant pas, à ce sujet, d'informations complètes pour toutes les banques.

ment des crédits en 1966 (après élimination du gonflement fortuit) :

1. Pour l'ensemble des banques : 18,4 milliards ou 12,5 p.c.; dans ce total, les banques de création récente et assimilées interviennent pour 3,3 milliards ou 2,3 p.c. et les autres banques, pour 15,1 milliards ou 10,2 p.c.

2. Pour les banques de création récente ou assimilées, le taux d'expansion propre est de 56,8 p.c.; il est évidemment fortement influencé par le fait que plusieurs banques n'ont commencé leur activité qu'en 1965 ou en 1966 et n'avaient donc, à la fin de décembre 1965, qu'un encours de crédits faible ou nul. Dans l'ensemble, et compte tenu de ce qui a été dit ci-avant concernant les prélèvements sur certains crédits d'investissement, les banques de création récente ou assimilées ont, en général, observé de manière satisfaisante les directives qui leur avaient été données.

3. Pour l'ensemble des autres banques, soumises au régime normal, c'est-à-dire à la

norme d'expansion de 12 p.c., l'accroissement des crédits en 1966 s'inscrit à 10,6 p.c.

Par groupes de banques, les résultats sont les suivants :

a) dans les quinze banques dites principales, à savoir celles qui, au 30 juin 1947, détenaient plus de 250 millions de dépôts, le taux d'expansion s'est chiffré à 10,7 p.c.; il descend à 9 p.c. si on déduit les prélèvements sur les crédits d'investissement qui pouvaient justifier un dépassement du plafond de 12 p.c.;

b) dans les banques autres que les quinze banques dites principales et que les établissements de création récente ou assimilés, l'encours des crédits utilisés, qui n'atteint qu'un peu plus de 10 p.c. des utilisations auprès des quinze banques dites principales, a augmenté de 9,8 p.c.; ce pourcentage traduit un effort de modération d'autant plus réel que c'est dans ce groupe que sont classées toutes les banques pour lesquelles l'accroissement des crédits utilisés pouvait dépasser le taux de 12 p.c. tout en demeurant inférieur à 20 millions.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de janvier 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

PLOUVIER W., Problemen van de industrie-financiering. (*Tijd, Anvers, XLII, n° 4, 27 janvier 1967, pp. 13-17.*)

RAEMAEEKERS J., La réglementation des ventes, des prêts et des prêts personnels à tempérament. (*Edition de la Revue de la Banque, Bruxelles, 1966, 222 p.*)

SILANCE L., Prêts hypothécaires par intervention. (*Revue pratique du Notariat belge, Bruxelles, XCII, n° 2526, 10-20-30 décembre 1966, pp. 394-406.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

de MIOMANDRE E., La Banque Nationale de Belgique. (*Bruylant, Bruxelles, 1966, 205 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

La bourse des actions en Belgique en 1966. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 3, 21 janvier 1967, pp. 17-23.*)

Le marché belge des obligations en 1966. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 2, 14 janvier 1967, pp. 9-13.*)

Les marchés boursiers au début de 1967. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 2, 13 janvier 1967, pp. 1-7.*)

Les marchés internationaux d'obligations en 1966. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 1, 7 janvier 1967, pp. 1-5.*)

VANDEPUTTE R., L'avenir des institutions publiques de crédit. (*Res Publica, Bruxelles, VIII, n° 4, 1966, pp. 396-404.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Le précompte mobilier à partir du 1^{er} janvier 1967. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 152, décembre 1966, pp. 20-22.*)

MAES A., La fiscalité belge est-elle économiquement rationnelle? (*Répertoire fiscal, Bruxelles, n°s 10-11-12, octobre-novembre-décembre 1966, pp. 255-270.*)

PARISIS A., Au-delà de l'équilibre. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLI, n° 148, décembre 1966, pp. 195-207.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BRABANT A., Les immeubles sont-ils encore rentables? (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, XI, n° 6, novembre-décembre 1966, pp. 25-33.*)

L'épargne dans la recherche économique contemporaine. (*Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Actes du Congrès du centenaire, 1865-1965, 16-19 novembre 1965, Bruxelles, 1966, 314 p.*)

NEUMAN H., La politique des investissements en Belgique. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XIII, n° 12, décembre 1966, pp. 1149-1161.*)

6. DEMOGRAPHIE

COSSEE de MAULDE G., Où en est la population belge? (*La Revue Nouvelle, Tournai, XLV, n° 1, 15 janvier 1967, pp. 56-62.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Accord national 1967-1968. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, numéro spécial, 23 janvier 1967, pp. 43-61.*)

BOLLE de BAL M., Collaboration dans l'entreprise et modes de rémunération. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 12, décembre 1966, pp. 901-909.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 1, janvier 1967, pp. 55-61.*)

VAN MEERHAEGHE M., De prijzencommissie. (*Vita, Bruxelles, XXIII, n° 22, 31 décembre 1966, pp. 949-956.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

DELEECK H., De kwantitatieve evolutie van de arbeidsgroep. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 12, décembre 1966, pp. 1041-1048.*)

LOBET E., Le reclassement des handicapés. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VIII, n°s 11-12, novembre-décembre 1966, pp. 1126-1145.*)

MARON A., Les chances de reclassement social des handicapés. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVII, n° 10, octobre 1966, pp. 1251-1262.*)

9. SECURITE SOCIALE

HIERNAUX W., Les bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VIII, nos 11-12, novembre-décembre 1966, pp. 1221-1236.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

AERTS L., De Belgische economie in 1966. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XI, n° 4, 4^e trimestre 1966, pp. 412-431.*)

DE NEEFF J., De Brabantse economie gisteren, vandaag en morgen. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, n° 4, décembre 1966, pp. 33-41.*)

MICHEL V., Une politique de renouveau wallon. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 10, 15 décembre 1966, pp. 813-826.*)

NEIRYNCK M., De XIX^e eeuw in België. (suite) (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 12, décembre 1966, pp. 1049-1071.*)

Programme de développement et d'aménagement des régions du Centre, de Charleroi et de la Basse-Sambre. (*Socorec, Ministère des Travaux publics, Bruxelles, 1966, 274 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

HONS A., De elektriciteitssector : een experiment van sociaal-economische organisatie. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XI, n° 4, 4^e trimestre 1966, pp. 376-400.*)

L'industrie textile. 1. Le coton, la laine, le lin, le jute. (*Kredietbank, Bruxelles, 1966, 57 p.*)

SCHOONBROODT J., Une étape dans l'évolution du malaise sidérurgique belge : l'installation prochaine d'une commission de concertation. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 10, 15 décembre 1966, pp. 813-826.*)

VERVIER J., La recherche scientifique en Belgique. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 1, 15 janvier 1967, pp. 30-40.*)

12. TRANSPORTS

PUTZEYS A., Le canal Albert, voie d'eau essentielle pour l'industrie sidérurgique liégeoise. (*Le Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 63, janvier 1967, pp. 13-22.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

CALLAGHAN J., Interview with Mr. James Callaghan, Chancellor of the Exchequer (Britain's Thinking in the Liquidity Talks). (*The Banker, Londres, CXVII, n° 491, janvier 1967, pp. 8-15.*)

CEDEL A., La crise du système monétaire international. (*Economie et Humanisme, Caluire, n° 172, janvier-février 1967, pp. 14-39.*)

CHRISTIE H., Euro-dollars and the Balance of Payments. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 491, janvier 1967, pp. 34-45.*)

DEBONO A. & HENRY Cl., Dialogue autour des problèmes monétaires internationaux. (*Economie et Humanisme, Caluire, n° 172, janvier-février 1967, pp. 40-49.*)

DE JONG F. J., Het vraagstuk van de internationale liquiditeiten. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XV, n° 4, décembre 1966, pp. 3-9.*)

FREY L., La liquidità internazionale e i problemi di finanziamento dello sviluppo dei paesi arretrati. (*Rivista Internazionale di Scienze Sociali, Milan, LXXV, n° 1, janvier-février 1967, pp. 20-34.*)

LAULAN Y., Le Fonds Monétaire International et les pays sous-développés. (*Tiers-Monde, Paris, VII, n° 27, juillet-septembre 1966, pp. 581-592.*)

OSSOLA R., Création de nouvelles réserves monétaires internationales : pourquoi, quand, comment ? (*La Revue de Paris, Paris, n° 11, 1966, pp. 102-110.*)

RIOUST de LARGENTAYE J., De la liquidité internationale. (*Tiers-Monde, Paris, VII, n° 27, juillet-septembre 1966, pp. 463-480.*)

SCITOVSKY T., A New Approach to International Liquidity. (*The American Economic Review, Menasha-Wisconsin, LVI, n° 5, décembre 1966, pp. 1212-1220.*)

SHONFIELD A., Towards an International Currency. (*International Affairs, Londres, XLIII, n° 1, janvier 1967, pp. 39-50.*)

The Challenge of International Finance. (*New-York, McGraw-Hill, 1966, XXXVII + 1017 p.*)

TRIFFIN R., International Monetary Reform. (*Economic Bulletin for Latin America, New-York, XI, n° 1, avril 1966, pp. 10-41.*)

VAN WENSVEEN D.M.N., Hoe werkt zo'n nieuw internationaal reservemiddel ? (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XV, n° 4, décembre 1966, pp. 11-14.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BLANCPAIN J.P., Aspects économiques du partenariat atlantique. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 12, décembre 1966, pp. 856-864.*)

BRAUN A. & autres, Droit des ententes de la C.E.E. (*Larcier, Bruxelles, 1967, 446 p.*)

CAMPET Ch., Le Traité de Rome et les distorsions économiques d'origine fiscale. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, nos 10-11-12, octobre-novembre-décembre 1966, pp. 271-278.*)

DICHGANS H., Rapport sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne. (*Parlement Européen, Strasbourg, Document n° 138, 28 novembre 1966, pp. 2-27.*)

HEISE B., Les possibilités d'une « harmonisation sociale » des régimes d'assurance sociale dans les Etats membres de la Communauté Economique Européenne. (*Droit social, Paris, n° 11, novembre 1966, pp. 580-589.*)

HEISE B., Sozialpolitik in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. (*Schwartz, Göttingen, 1966, VIII + 305 p.*)

La fusion des Communautés Européennes au lendemain des accords de Luxembourg. (*Colloque organisé à Liège les 27, 28 et 29 avril 1966, Faculté de Droit de l'Université de Liège, Liège, 1967, 281 p.*)

La recherche dans l'Europe des Six. (*Problèmes économiques, Paris, n° 993, 12 janvier 1967, pp. 11-12.*)

MITZAKIS M. G., Investissements étrangers dans le Marché commun. (*Banque, Paris, XLII, n° 247, janvier 1967, pp. 19-23.*)

SEGRE C., The Future of the European Capital Market. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 491, janvier 1967, pp. 54-60.*)

SILJ A., L'industrie européenne face à la concurrence internationale. (*Centre de Recherches européennes, Lausanne, 1966, 113 p.*)

The European Unit of Account. (*Kredietbank, Bruxelles, 1967, 116 p.*)

VAN GERVEN W., Principes du droit des ententes de la Communauté Economique Européenne. (*Bruylant, Bruxelles, 1966, XII + 369 p.*)

VERHEIRSTRAETEN A., De systemen van nationale boekhouding in de Lid-Staten van de E.E.G. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XI, n° 4, 4^e trimestre 1966, pp. 401-411.*)

17. DIVERS

COETSIER P., Organismen voor medezeggenschap in de onderneming. Een socio-psychologisch onderzoek. (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1966, 289 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 16 janvier 1967

modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Moniteur du 21 janvier 1967, p. 554).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 15 décembre 1966

approuvant le texte d'un nouvel article 22 du règlement fixant les conditions générales des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 19 janvier 1967, p. 482).

Article unique. — L'addition au règlement fixant les conditions générales des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, d'un nouvel article 22, dont le texte est publié à la suite du présent arrêté, est approuvée.

Règlement fixant les conditions générales des opérations

Art. 22. — Les sociétés fédérales et locales de crédit à l'outillage sont tenues de placer leurs fonds propres et leurs disponibilités :

soit en crédits à l'outillage;
soit en biens meubles ou immeubles, y compris du matériel, destinés à l'usage de leurs services administratifs;
soit en bons de caisse ou obligations de la C.N.C.P.;
soit en dépôts confiés à la C.N.C.P. ou aux associations de crédit agréées par elle;
soit autrement, moyennant accord préalable de la C.N.C.P.

Lesdites sociétés peuvent aussi acquérir des biens meubles ou immeubles qui leur ont été donnés en garantie ou qui font partie du patrimoine de leurs débiteurs ou de leurs cautions.

Sans préjudice à l'article 15 du règlement d'ordre intérieur du crédit à l'outillage artisanal et à l'ar-

ticle 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1955, les sociétés locales devront obtenir l'autorisation préalable de leur fédérale pour le placement de leurs moyens financiers et se conformer à ses instructions en cette matière.

Arrêté royal du 21 décembre 1966

portant approbation de modifications des statuts de la Société Nationale du Logement (Moniteur du 18 janvier 1967, p. 461).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 24 décembre 1966

contenant le budget des Pensions pour l'exercice 1967. Erratum (Moniteur du 28 janvier 1967, p. 853).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1966

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 janvier 1967, p. 3).

Arrêtés ministériels des 28 décembre 1966 et 13 janvier 1967

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 5 et 21 janvier 1967, pp. 51 et 561).

Loi du 28 décembre 1966

contenant le budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1967 (Moniteur du 13 janvier 1967, p. 315).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes à la gendarmerie (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.672.958.000 francs.

Loi du 31 décembre 1966

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1966 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1965 et antérieurs (Moniteur du 25 janvier 1967, p. 667).

Loi du 31 décembre 1966

modifiant la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Moniteur du 28 janvier 1967, p. 851).

Arrêté royal du 11 janvier 1967

fixant les plafonds des revenus de certaines personnes physiques admises au bénéfice de l'intervention financière de l'Etat au chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (Moniteur du 26 janvier 1967, p. 788).

Arrêté royal du 11 janvier 1967

modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes (Moniteur du 27 janvier 1967, p. 825).

Arrêté royal du 12 janvier 1967

modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1964 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte : a) de sociétés agréées par la Société Nationale du Logement; b) de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ou de ses sociétés agréées; c) de communes ou de commissions d'assistance publique (Moniteur du 27 janvier 1967, p. 828).

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 23 janvier 1967**

relatifs à l'émission de l'emprunt 1967-1972-1978 (Moniteur du 25 janvier 1967, p. 741).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,75 p.c. l'an à partir du 6 février 1967 jusqu'au 18 septembre 1972;

7 p.c. l'an à partir du 19 septembre 1972 jusqu'au 18 septembre 1978.

Les intérêts sont payables le 19 septembre des années 1967 à 1978.

Les intérêts afférents à la période du 6 février au 18 septembre 1967 inclus, sont fixés à 42 francs, 210 francs, 419 francs, 1.046 francs et 4.182 francs pour les obligations respectivement de 1.000, 5.000, 10.000, 25.000 et 100.000 francs.

.....
Les obligations non amorties avant le 19 septembre 1978 sont remboursables à cette date à 101 p.c. de leur valeur nominale.

.....
Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 19 septembre 1972.

..*

.....
Art. 3. — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....
Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

.....
La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 23 janvier 1967**

relatifs à l'émission de l'emprunt 7 p.c. 1967 à 15 ans (Moniteur du 25 janvier 1967, p. 743).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 7 p.c. l'an à partir du 6 février 1967.

.....
Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

..*

.....
Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net pour 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....
Art. 6. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation le 6 février 1977 ou à toute échéance d'intérêt suivante (...) tout ou partie des obligations restant à amortir.

.....
Art. 10. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

.....
La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

4. — AGRICULTURE

Arrêtés ministériels du 11 janvier 1967

prorogeant les arrêtés ministériels du 27 juillet 1966 relatifs à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment destiné à certaines fins ainsi que de froment utilisé pour la fabrication des biscottes, biscuits, pâtes alimentaires et aliments diététiques (Moniteur du 21 janvier 1967, p. 565).

6. — TRAVAIL

Arrêtés royaux du 5 janvier 1967

dérigeant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 150 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, et modifiant les articles 165, 166, 169, et 171 du même arrêté (Moniteur du 7 janvier 1967, p. 131).

Loi du 16 janvier 1967

modifiant la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (Moniteur du 21 janvier 1967, p. 554).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 28 décembre 1966
relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 janvier 1967, p. 3).

**Arrêtés ministériels
des 28 décembre 1966 et 13 janvier 1967**
relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 5 et 21 janvier 1967, pp. 51 et 561).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 24 décembre 1966
portant rajustement des tarifs téléphoniques intérieurs (Moniteur du 7 janvier 1967, p. 124).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1966
réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 28 janvier 1967, p. 859).

Arrêtés royaux du 20 décembre 1966
portant modification des tarifs postaux des services intérieur et international (Moniteur du 7 janvier 1967, p. 125).

Arrêtés royaux du 11 janvier 1967
portant relèvement des taxes télégraphiques intérieures et accessoires (Moniteur du 19 janvier 1967, p. 488).

Arrêté royal du 19 janvier 1967

abrogeant l'arrêté royal du 2 février 1966 diminuant le prix de certaines spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 27 janvier 1967, p. 830).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 19 décembre 1966
modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1961 portant certaines mesures d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique (Moniteur du 4 janvier 1967, p. 2).

Arrêté royal du 30 décembre 1966
fixant le montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés (Moniteur du 6 janvier 1967, p. 95).

Arrêté royal du 22 décembre 1966
complétant l'arrêté royal du 14 avril 1965 assimulant à des pensions belges des pensions étrangères en exécution de l'article 38, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 25 janvier 1967, p. 749).

Arrêté royal du 5 janvier 1967
modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963, portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 12 janvier 1967, p. 294).

Loi du 11 janvier 1967

modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (Moniteur du 14 janvier 1967, p. 355).

Arrêté royal du 11 janvier 1967

fixant, pour les années 1966, 1967 et 1968, la dotation annuelle à charge de l'Etat prévue par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 24 janvier 1967, p. 587).

Arrêté ministériel du 12 janvier 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 11 février 1965 déterminant les activités du Fonds national

de reclassement social des handicapés et les catégories de handicapés, qui bénéficient d'une priorité (Moniteur du 24 janvier 1967, p. 603).

Arrêtés royaux du 18 janvier 1967

modifiant les arrêtés royaux du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge; du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers; du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés; du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963; du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité; du 6 mai 1963 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 25 janvier 1967, p. 751).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission
du 1^{er} décembre 1966 (67/25/C.E.E.)**

portant octroi d'un contingent tarifaire à l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise pour le ferro-silicium (Journal officiel du 12 janvier 1967, p. 49).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistiques et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1952	1958	1964	1965
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.251	9.328	9.428	9.499
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.948	5.996	6.022
dont : Hommes	»	2.902	2.923	2.950	2.984	2.998
Femmes	»	2.948	2.983	2.998	3.012	3.024
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.568	3.589	3.622	3.660
dont : Agriculture	»	423	240	230	216	206
Industries extractives	»	191	105	102	102	97
Industries manufacturières	»	1.311	1.259	1.267	1.289	1.291
Bâtiments et construction	»	197	264	276	282	286
Transports	»	243	240	245	250	243
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.383	1.404	1.427	1.476
Chômeurs complets	»	92	77	65	56	61

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
<i>Total ...</i>	<i>215,9</i>	<i>235,4</i>	<i>243,4</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,0</i>	<i>331,7</i>	<i>373,7</i>	<i>412,1</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales ¹	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>108,1</i>	<i>111,4</i>	<i>110,7</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>136,6</i>	<i>148,9</i>	<i>161,6</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
<i>Total ...</i>	<i>59,7</i>	<i>62,0</i>	<i>62,3</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,6</i>	<i>74,0</i>	<i>76,5</i>	<i>80,1</i>
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,3	8,7	7,8	7,6	9,1	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
7. Intérêt de la dette publique	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
Revenu national net au coût des facteurs ...	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,8	613,1	665,1
8. Amortissements	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,8	687,4	744,8
9. Impôts indirects	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
10. Subsidés	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

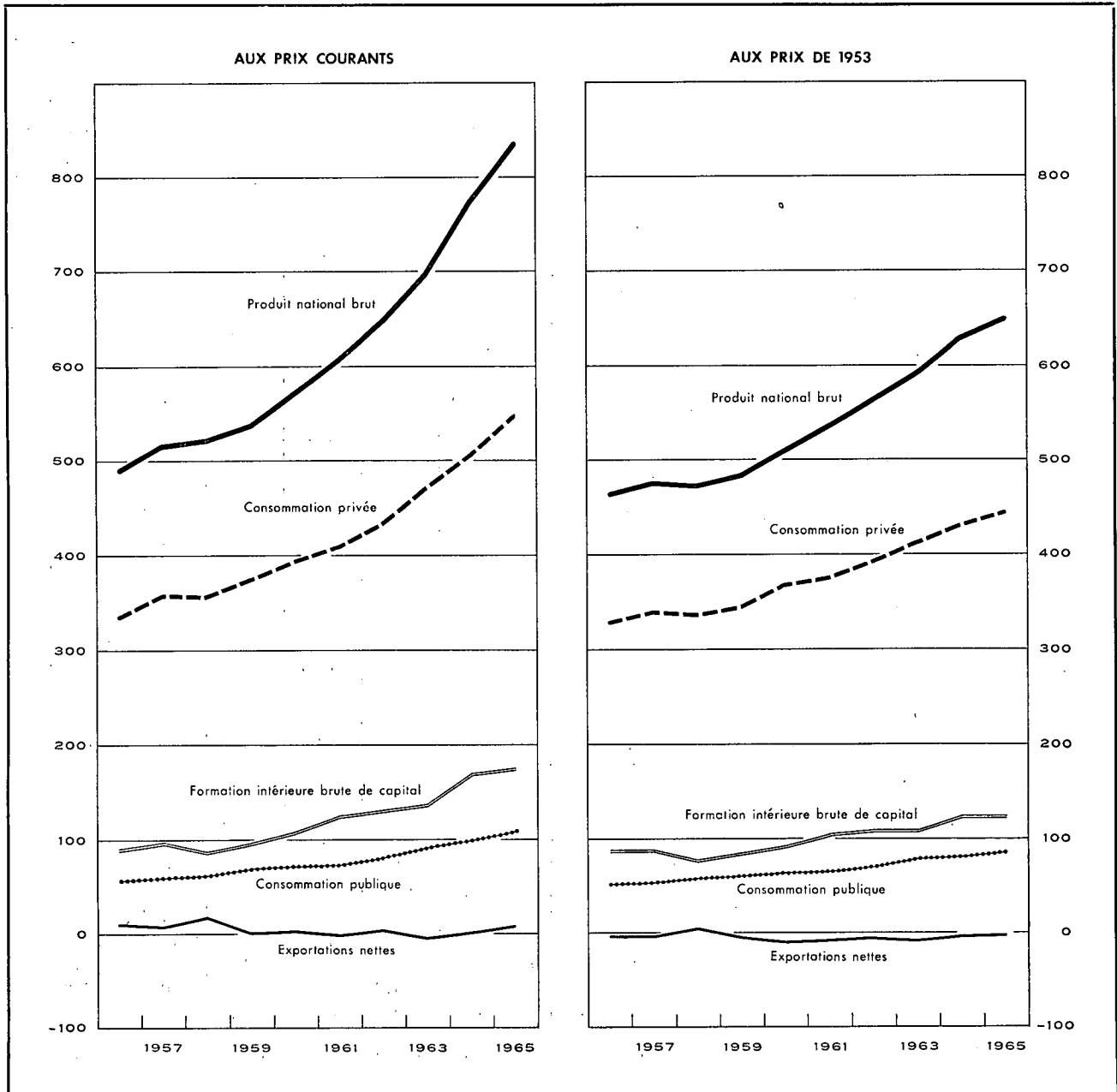
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénommées ailleurs .	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	643,6	691,8	770,2	832,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabac	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
<i>Total ...</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,4</i>	<i>507,1</i>	<i>548,0</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
<i>Total ...</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>107,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banque, assurances	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
<i>Total ...</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>137,1</i>	<i>168,5</i>	<i>174,2</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T.	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
Total ...	112	116	115	117	125	127	133	140	146	151
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
Total ...	101	101	109	114	121	123	134	149	156	164
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
Total ...	128	128	111	125	136	154	161	159	183	181
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	136,1	142,4	151,9	156,9

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1964 3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1965 1 ^{er} trimestre	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 ^e trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	108,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
1965 Mai	106,0	58,4	109,2	108,0	116,5	137,9	129,1	104,1	92,2	114,4	
Juin	105,9	57,1	109,0	107,6	116,6	135,2	128,4	104,6	92,7	115,5	
Juillet	105,9	55,8	108,9	105,7	114,7	137,2	128,3	103,7	92,2	117,3	
Août	105,8	54,7	109,3	106,6	116,5	136,0	128,6	103,7	92,9	115,7	
Septembre	106,4	54,7	109,9	106,5	118,5	134,4	130,1	106,6	93,1	116,7	
Octobre	106,6	54,8	110,2	105,5	118,7	141,8	128,6	105,9	93,0	116,2	
Novembre	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,3	113,9	
Décembre	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période ¹	Chômeurs contrôlés (milliers) ²			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois ³		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics ²	Demandes d'emploi ^{4 5}	Offres d'emploi ⁴	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 ⁶	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	6,4	21,9	13,1	6,7
1965 2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	6,2	26,5	11,3	5,0
1965 Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7	1.493	15,3	5,0	5,4	22,8	16,9	7,1
Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	6,0
Décembre	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	7,9	32,6	8,4	4,0

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

³ Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}{\text{Nombre de journées perdues par mois}}$

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

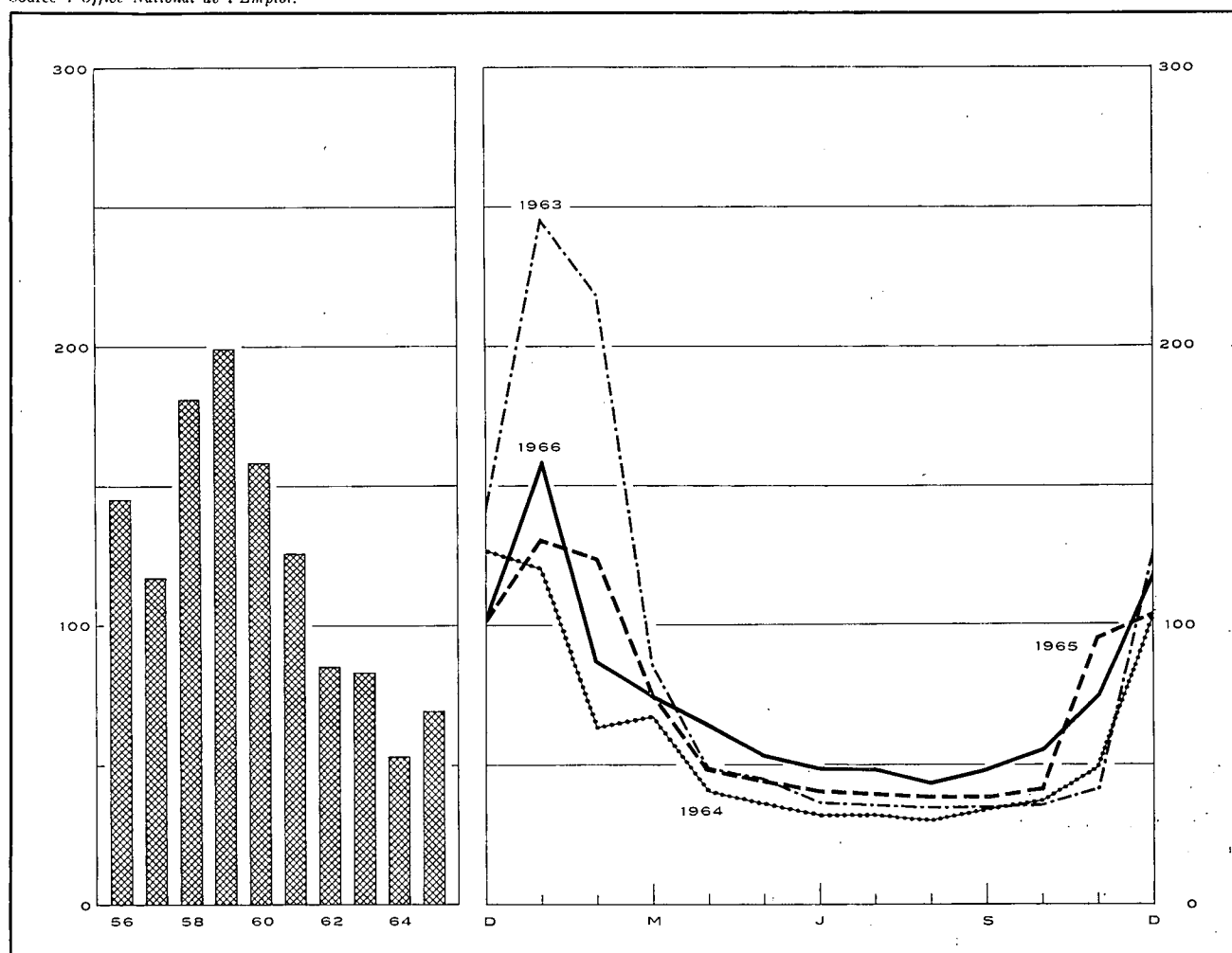
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	65
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	54
1962	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	49
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	49
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	44
1965	69	111	45	39	78	Septembre	35	34	39	48
1966	74	111	56	47	82	Octobre	36	37	42	56
						Novembre	42	49	96	75
						Décembre	127	102	104	119

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

1 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966 est
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	296	270	273	256	252	246	262	266	249
dont : froment	219	200	203	206	209	200	216	227	214
seigle	69	62	63	44	39	41	42	36	30
Céréales non panifiables	240	255	252	263	260	255	239	254	257
Plantes industrielles	94	88	96	92	93	94	106	95	91
Plantes racines et tuberculifères	141	134	131	120	116	114	103	98	97
Légumes cultivés pour la graine	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies	811	816	819	821	829	825	815	810	808
Divers	125	137	129	136	128	134	135	125	135
Total ...	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658	1.646
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	779	789	773	722	835	759	900	853	
Autres céréales	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	
Betteraves sucrières	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	
Lin (graines et paille)	170	124	214	196	231	240	283	190	
Chicorée à café	56	43	55	60	37	47	68	46	
Pommes de terre	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.767
dont : vaches laitières	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.016
Porcs	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.948
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	412	424	441	429	462	458	429	461	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

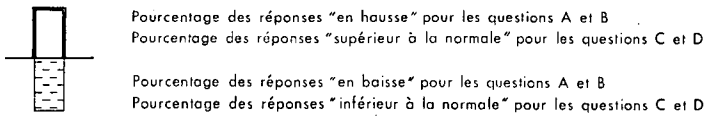
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Aiglefin	445	374	232	262	285	300	221	281	233
Cabillaud	662	834	653	689	698	868	728	630	1.124
Plie	427	451	381	390	291	346	424	322	294
Sole	289	315	257	350	314	347	631	201	268
Raie	356	337	342	323	328	310	298	319	280
Hareng	254	201	260	528	409	273	153	134	112
Crevettes	84	64	89	39	80	48	76	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

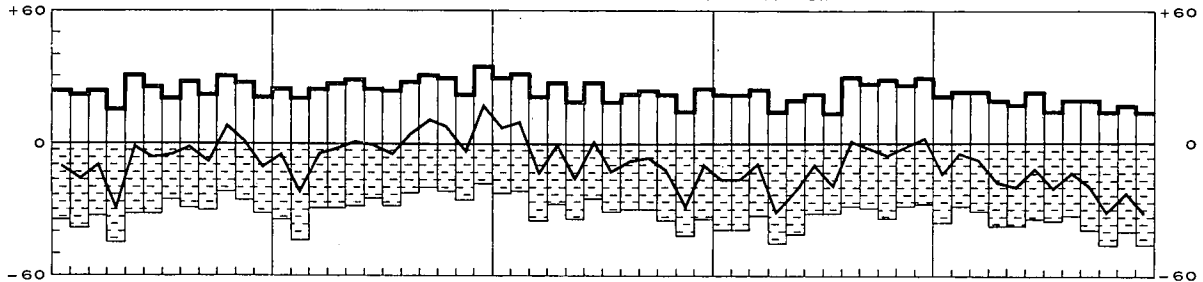
IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

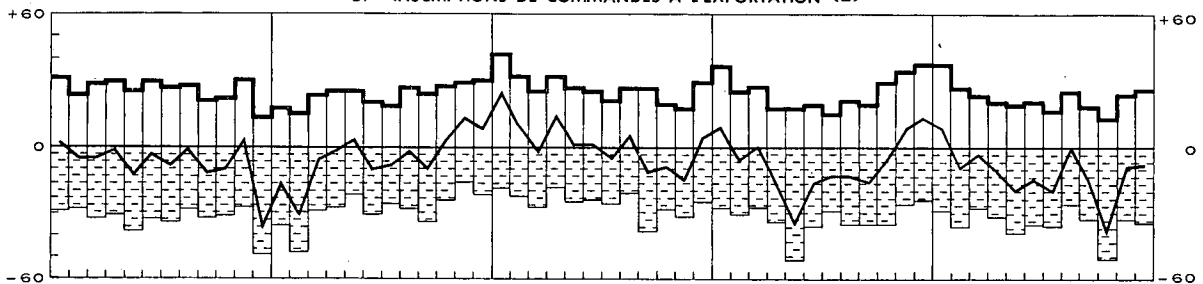


{ Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B
 { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

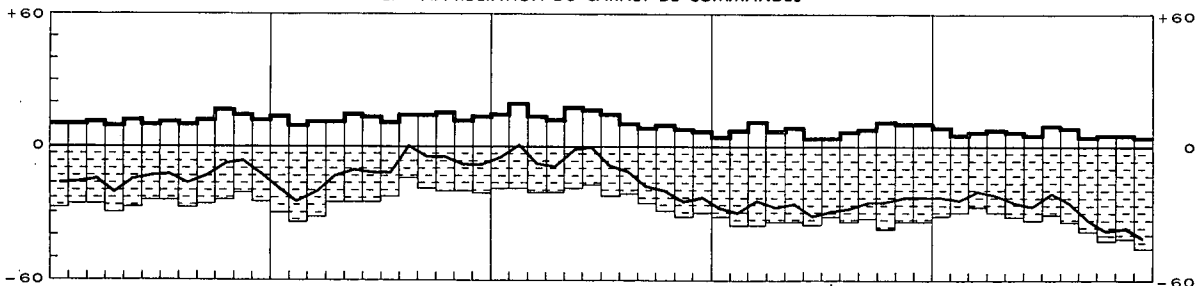
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



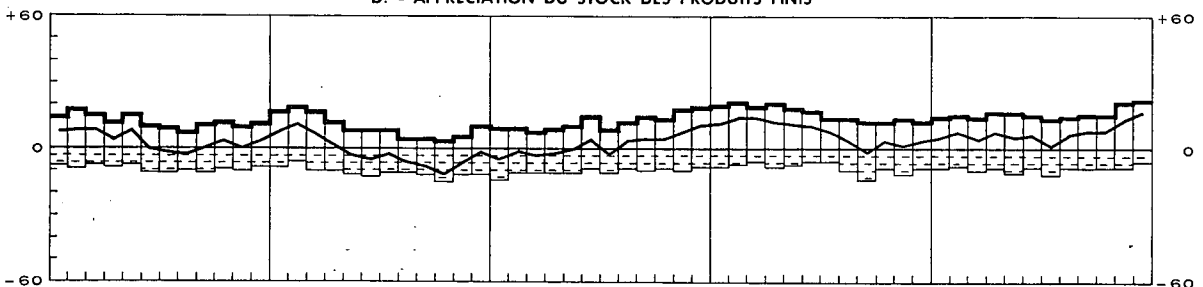
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



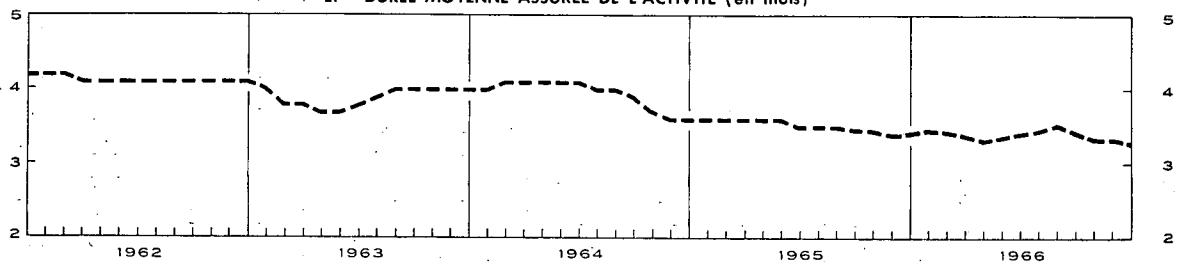
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	144	153	140	148	147
1965	148	158	p 145	p 154	149
1966					p 150
1965 2 ^e trimestre	148	158	149	159	152
3 ^e trimestre	140	150	133	142	147
4 ^e trimestre	157	169	p 153	p 163	153
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	p 161	p 148	p 159	151
2 ^e trimestre	p 152	p 164	p 155	p 167	152
3 ^e trimestre	p 142	p 152	p 133	p 144	147
4 ^e trimestre					p 152
1966 Janvier	p 145	p 156	p 142	p 153	147
Février	p 145	p 156	p 150	p 162	144
Mars	p 160	p 172	p 152	p 164	161
Avril	p 152	p 164	p 151	p 163	153
Mai	p 146	p 157	p 158	p 170	149
Juin	p 158	p 170	p 155	p 167	154
Juillet	p 117	p 122	p 115	p 125	139
Août	p 147	p 159	p 134	p 143	147
Septembre	p 162	p 175	p 151	p 163	155
Octobre	p 156	169	149		155
Novembre					p 147
Décembre					p 152
1967 Janvier					151 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévision.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

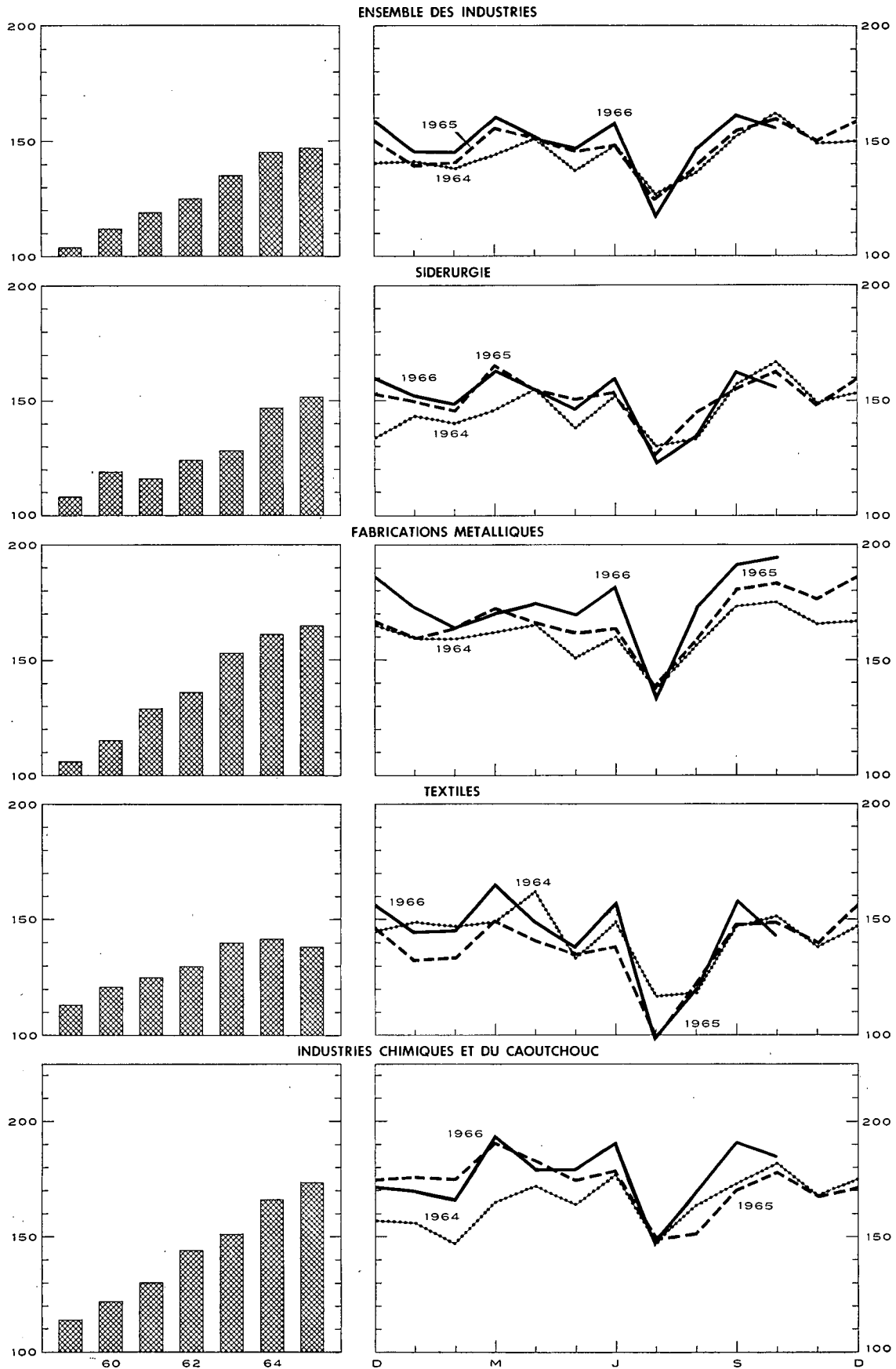
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières											Raffineries de pétrole	
			Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc			Total
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Siderurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Total	dont : Trans-formation des matières plastiques (1962 = 100)		
									Total	Fila-tures	Tissage					Bonne-terie
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	148	85	158	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	172	165	112	139	135	140	150	181	162	219
2 ^e trimestre	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 ^e trimestre	140	77	150	153	143	169	160	129	124	120	122	140	158	167	237
4 ^e trimestre	157	87	169	146	157	184	182	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	80	p 161	132	155	181	p 170	119	153	146	154	171	177	191	252
2 ^e trimestre	p 152	79	p 164	159	154	178	p 176	130	148	139	151	164	184	216	234
3 ^e trimestre	p 142	69	p 152	150	141	169	p 166	p 135	p 126	110	133	p 154	p 171		262
1965 Octobre	160	87	172	163	163	179	183	148	149	143	147	175	178	199	260
Novembre	154	88	164	143	148	183	177	155	142	134	142	163	168	203	249
Décembre	158	87	170	131	160	189	187	136	157	156	157	165	172	193	260
1966 Janvier	p 145	77	p 156	112	151	180	p 173	110	145	143	146	153	171	170	258
Février	p 145	77	p 156	125	149	176	p 164	114	147	140	149	164	167	186	235
Mars	p 160	85	p 172	159	164	185	p 171	131	166	156	166	194	192	218	264
Avril	p 152	77	p 164	155	155	182	p 175	123	149	142	150	166	180	203	247
Mai	p 146	77	p 157	158	146	171	p 170	122	137	127	143	150	180	211	254
Juin	p 158	82	p 170	164	160	182	p 182	146	157	148	159	177	192	234	202
Juillet	p 117	53	p 122	138	124	143	p 134	123	99	89	119	83	150	157	278
Août	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	p 137	120	98	121	165	p 171	202	253
Septembre	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	p 147	p 159	142	160	p 215	p 192		255
Octobre	p 156	76	169	157	156	175	195	133	143		158		185		266

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	<i>p</i> 1.458	<i>p</i> 3.060			<i>p</i> 1.268				
1965 2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051	381	1.995	1.253	1.623	1.414		
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1.481	<i>p</i> 3.060			<i>p</i> 1.296				
1965 Décembre	1.755	2.419	511	2.616	1.261	1.953	1.404	103	303
1966 Janvier	1.576	2.430	411	2.374	1.217	1.960	1.396	100	332
Février	1.509	2.584	352	2.031	1.281	1.739	1.269	93	260
Mars	1.666	2.802	474	2.381	1.286	1.932	1.428	104	291
Avril	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	242
Mai	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372	97	219
Juin	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500		
Août	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367		
Septembre	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375		
Octobre	1.441	3.095			1.283	1.888	1.441		
Novembre	<i>p</i> 1.477	<i>p</i> 3.057			<i>p</i> 1.295	1.951			
Décembre	<i>p</i> 1.526	<i>p</i> 3.060			<i>p</i> 1.311				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	<i>p</i> 743					
1965 2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 ^e trimestre	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	<i>p</i> 6,81	<i>p</i> 6,99	<i>p</i> 13,80	<i>p</i> 13,40
2 ^e trimestre	758	580	<i>p</i> 6,98	<i>p</i> 6,92	<i>p</i> 13,90	<i>p</i> 14,48
3 ^e trimestre	695	520	<i>p</i> 6,71	<i>p</i> 5,44	<i>p</i> 12,15	<i>p</i> 11,69
4 ^e trimestre	<i>p</i> 764					
1965 Décembre	809	572	8,16	6,63	14,79	16,16
1966 Janvier	741	571	6,24	6,39	12,63	11,64
Février	733	550	<i>p</i> 6,60	<i>p</i> 7,31	<i>p</i> 13,91	<i>p</i> 13,09
Mars	794	635	<i>p</i> 7,58	<i>p</i> 7,28	<i>p</i> 14,86	<i>p</i> 15,28
Avril	762	586	<i>p</i> 6,98	<i>p</i> 6,97	<i>p</i> 13,95	<i>p</i> 14,14
Mai	724	546	<i>p</i> 6,48	<i>p</i> 6,66	<i>p</i> 13,14	<i>p</i> 13,78
Juin	787	609	<i>p</i> 7,47	<i>p</i> 7,12	<i>p</i> 14,59	<i>p</i> 15,52
Juillet	612	432	<i>p</i> 5,46	<i>p</i> 5,03	<i>p</i> 10,49	<i>p</i> 10,10
Août	668	495	<i>p</i> 8,25	<i>p</i> 4,85	<i>p</i> 13,10	<i>p</i> 10,84
Septembre	804	631	<i>p</i> 6,41	<i>p</i> 6,47	<i>p</i> 12,88	<i>p</i> 14,12
Octobre	764	617				
Novembre	752	580				
Décembre	777 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles	
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	31.440	3.921	10.997	3.123	4.482	6.972
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	^p 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	^p 7.248
1965	^p 38.796				39.780	1		1		9.372

¹ En 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	2.441	740	804
2 ^e trimestre	3.393	3.060	949	611
3 ^e trimestre	3.238	3.894	969	797
4 ^e trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
1965 Septembre	3.411	3.097	980	542
Octobre	2.846	4.097	961	969
Novembre	2.396	3.518	777	871
Décembre	3.800	3.983	1.067	900
1966 Janvier	3.135	2.680	803	952
Février	3.926	2.157	1.014	944
Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

7

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	131	+ 7,4
2 ^e trimestre	126	132	+ 3,9	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	127	133	+ 4,7	128	131	+ 2,3	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	130	136	+ 4,6	128	133	+ 3,9
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	130	137	+ 5,4	132	135	+ 2,3	131	135	+ 3,1
2 ^e trimestre	132	140	+ 6,1	132	134	+ 1,5	132	136	+ 3,0
3 ^e trimestre	133	140	+ 5,3	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 ^e trimestre	135			136			133		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat. *
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	137	134	- 2,2	125	132	+ 5,6
2 ^e trimestre	127	127	—	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 ^e trimestre	126	133	+ 5,6	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	132	141	+ 6,8
2 ^e trimestre	127	136	+ 7,1	139	155	+ 11,5	132	142	+ 7,6
3 ^e trimestre	130	140	+ 7,7	142	159	+ 12,0	133	142	+ 6,8
4 ^e trimestre	133			145			137		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

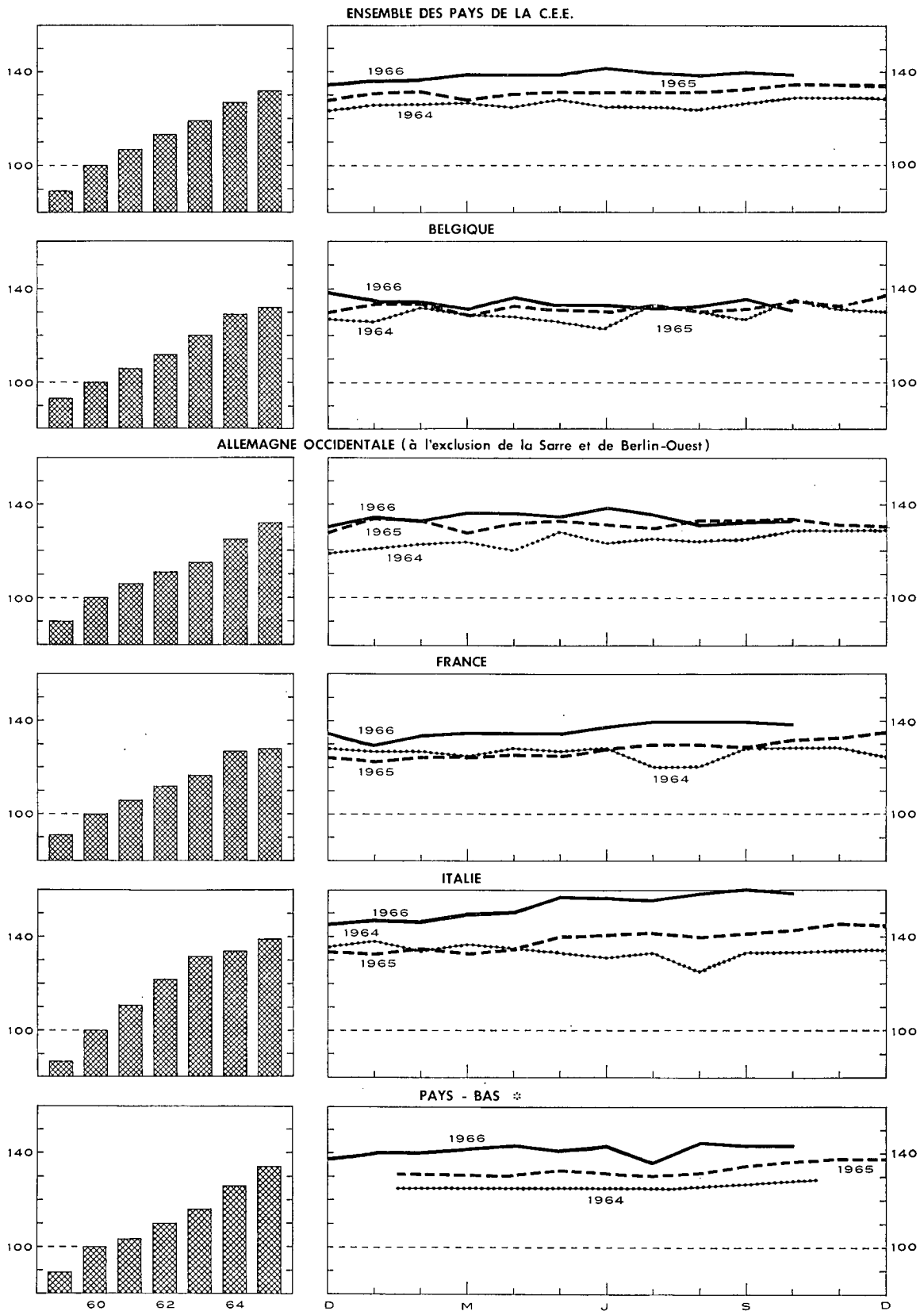
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrilmétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie -Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



* Les indices de 1964 et du 1er trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :				
					combustibles et huiles minérales				Minerais
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions de passagers-km)		(millions de tonnes-km)		
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3	
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8	
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9	
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1965 1 ^{er} trimestre	736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2	
2 ^e trimestre	762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4	
3 ^e trimestre	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2	
4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4	
1966 1 ^{er} trimestre	p 721	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7	
2 ^e trimestre	p 729	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7	
3 ^e trimestre	p 711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8	
1965 Novembre	751	578	5.502	1.920	1.315	119	92,2	14,4	
Décembre	750	600	5.586	2.017	1.256	155	109,0	17,4	
1966 Janvier	p 725	559	5.141	1.906	1.213	104	86,6	12,5	
Février	p 707	511	4.868	1.642	1.232	115	72,0	11,7	
Mars	p 732	543	5.154	1.617	1.326	115	93,0	14,0	
Avril	p 727	525	4.970	1.660	1.267	115	119,1	16,3	
Mai	p 742	499	4.851	1.640	1.170	120	131,0	17,0	
Juin	p 718	517	5.100	1.664	1.196	147	129,2	13,7	
Juillet	p 673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8	
Août	p 728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2	
Septembre	p 733	521	5.028	1.598	1.193	108	202,4	27,4	
Octobre	p 748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0	
Novembre	p 717	518	5.032	1.644	1.173	113			

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966				143		
1965 2 ^e trimestre ..	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre ..	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre ..	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre ..	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 ^e trimestre ..	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 ^e trimestre ..	4.687			144		
4 ^e trimestre ..				165		
1965 Décembre	4.785	3.344	1.988	161	123	135
1966 Janvier	4.749	3.181	1.375	133	115	116
Février	4.516	3.541	1.624	125	77	49
Mars	5.026	3.904	1.415	129	125	66
Avril	4.849	3.062	1.485	130	167	101
Mai	4.846	3.475	1.378	136	120	57
Juin	4.622	3.312	1.619	142	146	68
Juillet	4.980	3.398	1.440	134	190	70
Août	4.529			168		
Septembre ..	4.551			131		
Octobre	4.963			147		
Novembre	4.743			169		
Décembre				178		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
5.748	410
5.368	399
5.955	456
7.268	562
7.138	534
6.699	512
7.374	557
6.022	451
7.238	528
6.958	531

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1964 4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
1965 Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41
Octobre	547	298	43	27	27	40	30
Novembre	417	237	32	21	16	24	21
Décembre	427	269	29	22	14	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	13	21	15
Février	353	198	27	18	13	22	17
Mars	423	230	33	23	18	30	20
Avril	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août	5.472	4.212	334	98	315	260	59

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1965 1 ^{er} trimestre *	182	194	171	198	197	176	196	241	163	143	167
2 ^e trimestre	204	194	222	194	203	179	211	253	168	146	169
3 ^e trimestre	204	196	199	196	221	171	214	255	171	143	165
4 ^e trimestre	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
1965 Novembre	239	209	236	185	214	183	230	262			
Décembre	298	274	282	223	312	225	252	339			
1966 Janvier	196	205	190	221	208	195	196	273			
Février	184	201	156	196	218	178	194	262			
Mars	206	222	192	209	216	186	229	288			
Avril	225	229	236	205	218	190	207	295			
Mai	218	203	232	209	220	180	208	286			
Juin	220	196	246	196	222	185	241	286			
Juillet	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre	251	222	232	183	224						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

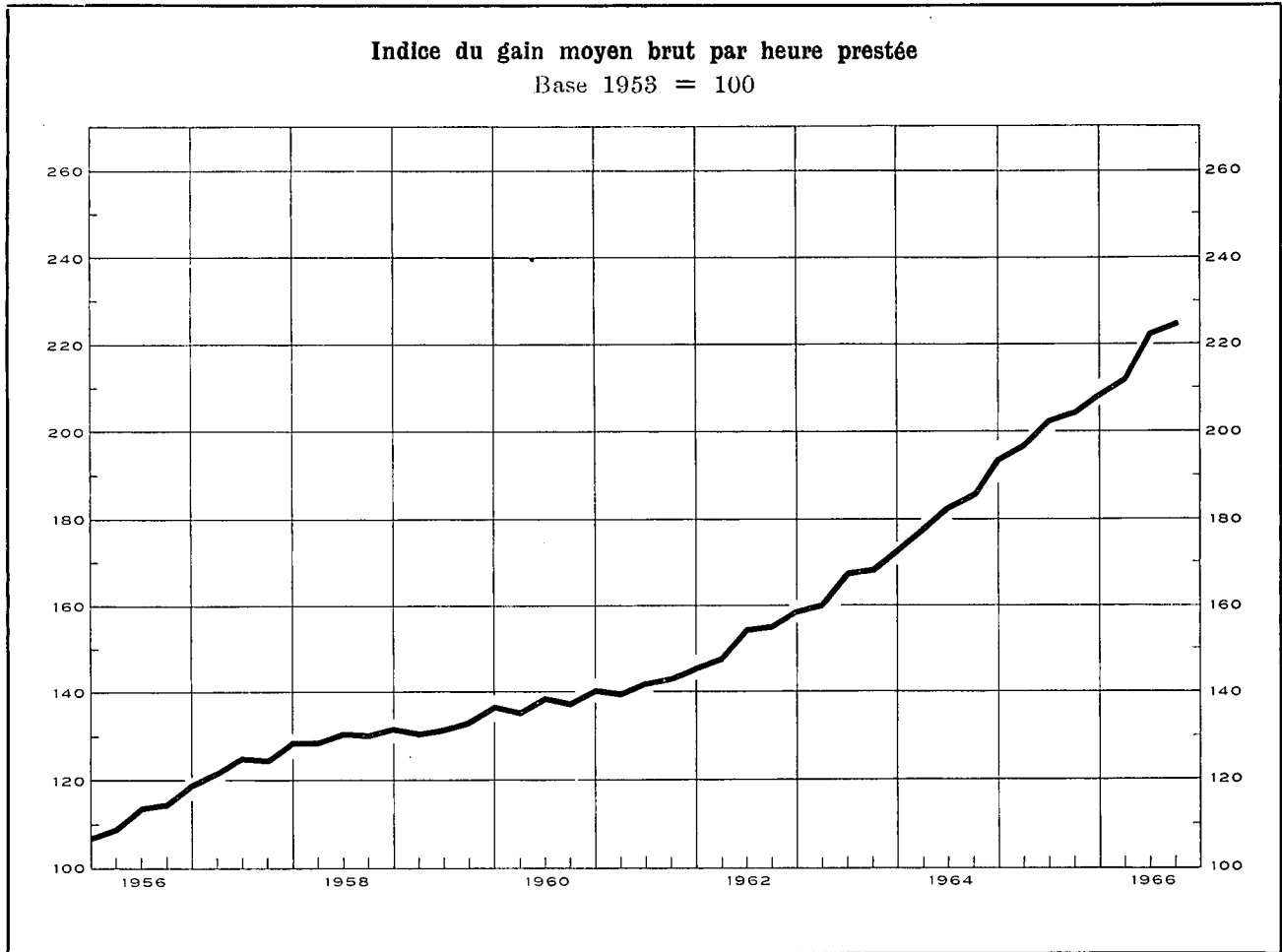
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1965, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par les vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir *Bulletin* de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	184	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	223	209	215		
1965 Sept	205	193	197		224
Déc.	209	195	200		229
1966 Mars ... p	213	203	208		234
Juin ... p	224	209	215		246
Sept. ... p	225	212	218		248
Déc. ... p	230	214	219		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	p110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1963 Février-Avril .	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre .	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril ...	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre .	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril ...	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre .	63,57	p109,0	87,5	88,2	88,4	84,8
1966 Mars-Avril ...	66,75	p108,2	87,5	p88,1	p 86,8	82,5

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1965 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	57,51
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	51,35
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	56,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	42,53
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	45,87
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	39,31
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	39,82
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	34,83
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	42,16
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	45,78
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	48,25
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	51,27
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,21
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	46,15
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,31	52,60
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,44
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	48,63
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	57,69
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	47,44
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	49,70
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,55
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	54,65
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	38,02
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	46,61
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	50,81
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	34,88
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	48,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	47,83
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	50,96

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1966	p 229	p 41,2		p 28,3	p 20	p 555	p 1.297		
1965 2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	p 19	470	1.248	29,5	2,89
4 ^e trimestre	p 234	p 39,8		p 23,8	p 19	p 457	p 1.211		
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	214	42,7	100	31,4	p 21	680	1.407	36,0	2,89
Mars	212	42,2	104	31,4	p 21	680	1.369	36,5	2,89
Avril	214	41,8	106	31,4	p 20	691	1.365	33,5	2,89
Mai	222	41,2	106	31,5	p 21	602	1.338	32,7	2,89
Juin	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
Juillet	245	40,9	106	31,5	p 20	569	1.275	31,0	2,89
Août	246	41,2	104	24,5	p 19	433	1.244	29,5	2,89
Septembre	244	40,9	101	23,9	p 18	409	1.226	28,0	2,89
Octobre	230	p 40,3	97	23,8	p 19	462	1.220	27,0	2,89
Novembre	235	p 39,3	95	23,7	p 19	472	1.204		2,89
Décembre	p 237	p 39,7		p 23,8	p 19	p 438	p 1.209		
1967 Janvier	p 230	p 39,2		p 23,9	p 18	p 450	p 1.199		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	
1965 2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
2 ^e trimestre	94	97	105	111	92	111
3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	121
Mars	95	98	106	112	93	117
Avril	95	96	106	113	93	118
Mai	94	96	105	111	92	108
Juin	94	98	104	110	92	106
Juillet	94	99	104	110	94	103
Août	89	96	103	106	94	103
Septembre	87	93	101	105	93	100
Octobre	87	90	101	106	91	101
Novembre	86	90	101	106	91	100
Décembre	86	91	101	105	92	
1967 Janvier	86	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1965 3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1966 2 ^e trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
1966 3 ^e trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 ^e trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,0	101,5	113,4	120,4
1965 Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
1965 Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
1966 Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2

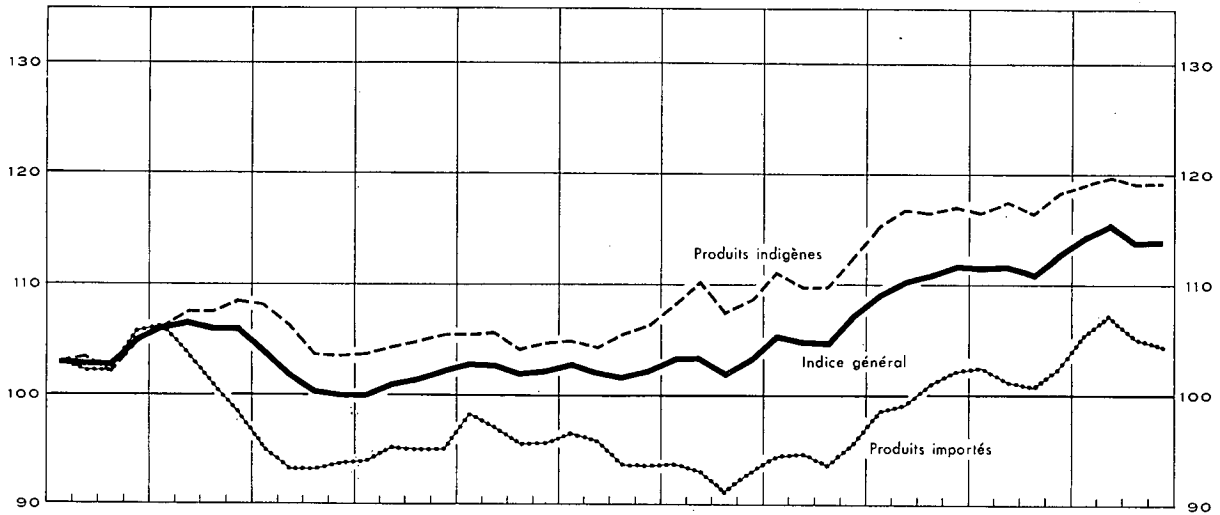
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

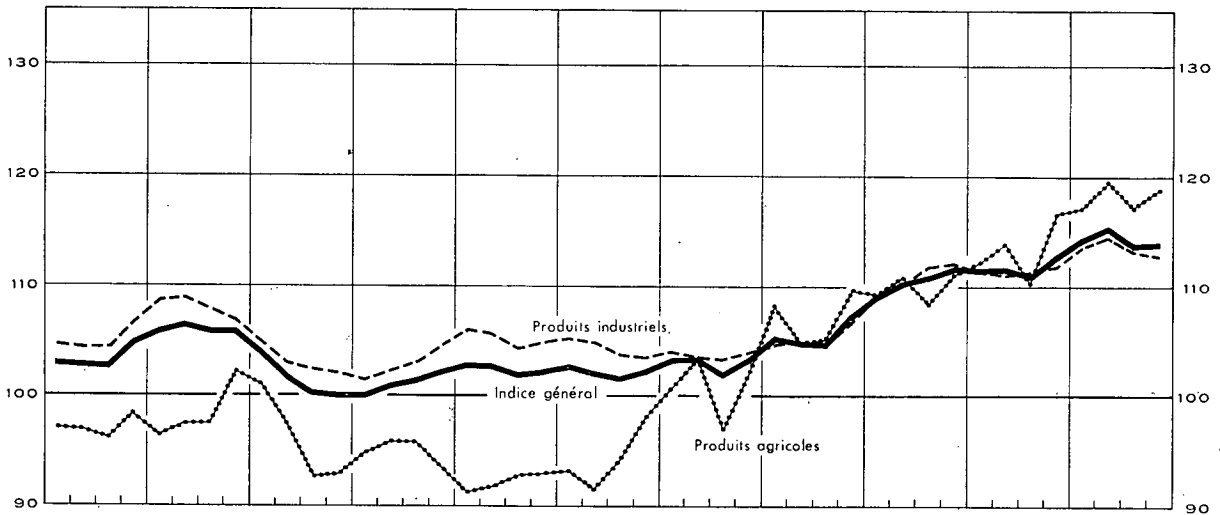
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

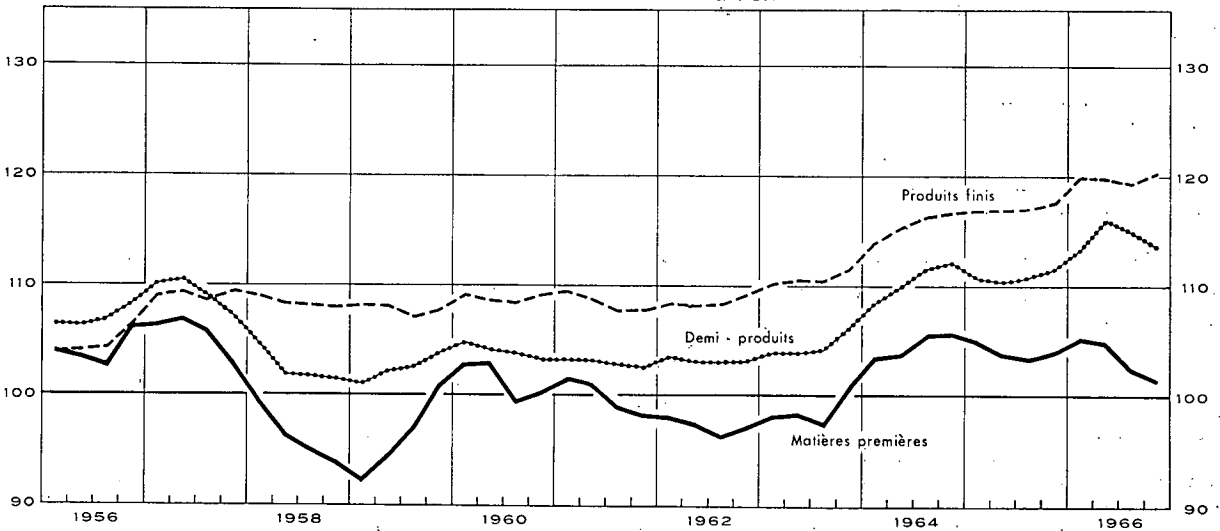
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



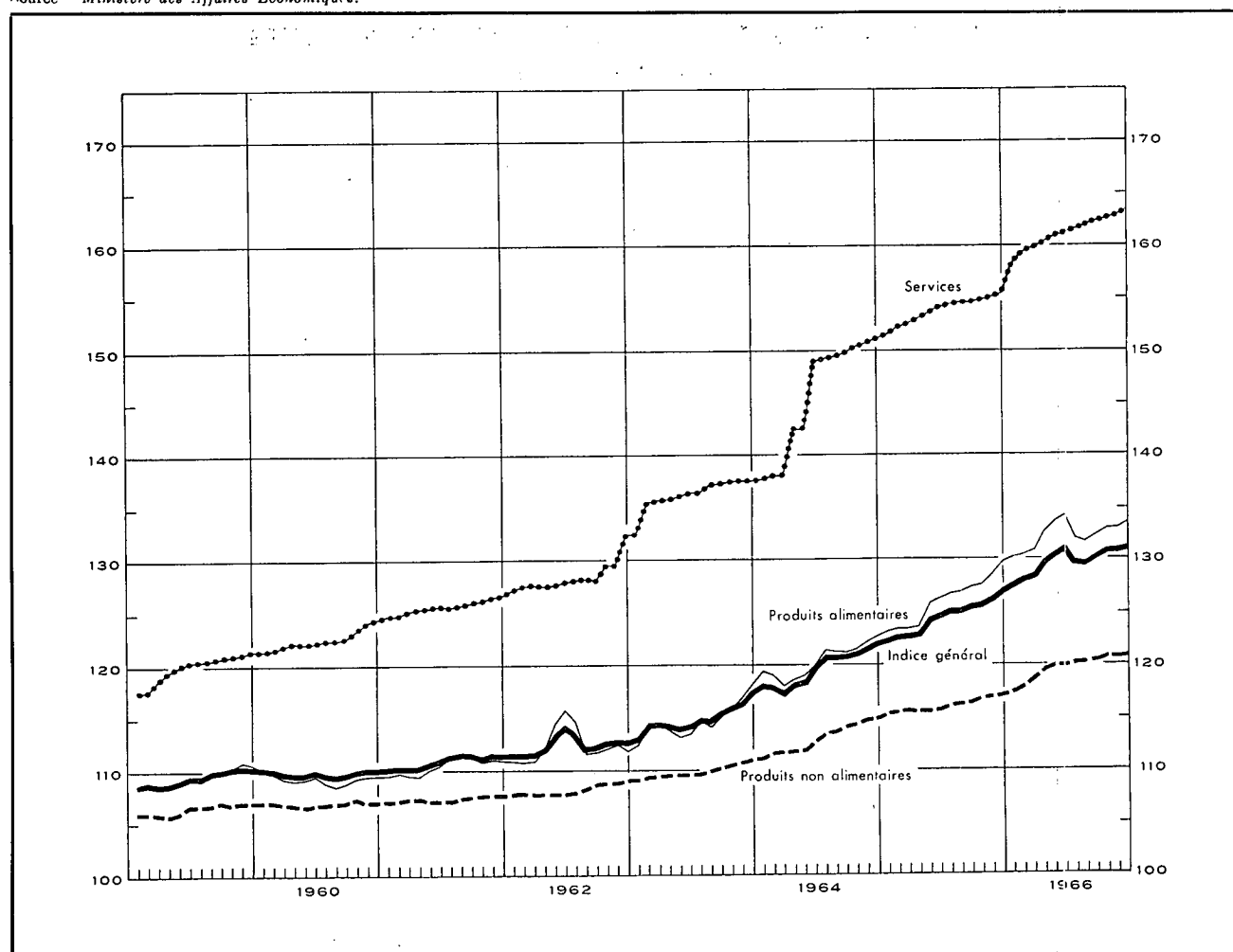
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source *Ministère des Affaires Economiques.*



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1 ^{er} trimestre	128,13		130,4		118,1		159,1	
2 ^e trimestre	130,52		133,5		119,8		160,7	
3 ^e trimestre	130,06		131,9		120,3		161,7	
4 ^e trimestre	130,96		133,0		120,9		162,9	
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63		130,9		118,8		159,9	
Avril	129,93		132,7		119,7		160,3	
Mai	130,56		133,5		119,9		160,8	
Juin	131,08		134,2		119,9		161,1	
Juillet	129,94		131,9		120,1		161,3	
Août	129,85		131,6		120,3		161,7	
Septembre	130,38		132,3		120,6		162,2	
Octobre	130,80		132,8		120,9		162,5	
Novembre	130,88		132,9		120,9		162,9	
Décembre	131,19		133,4		121,0		163,3	

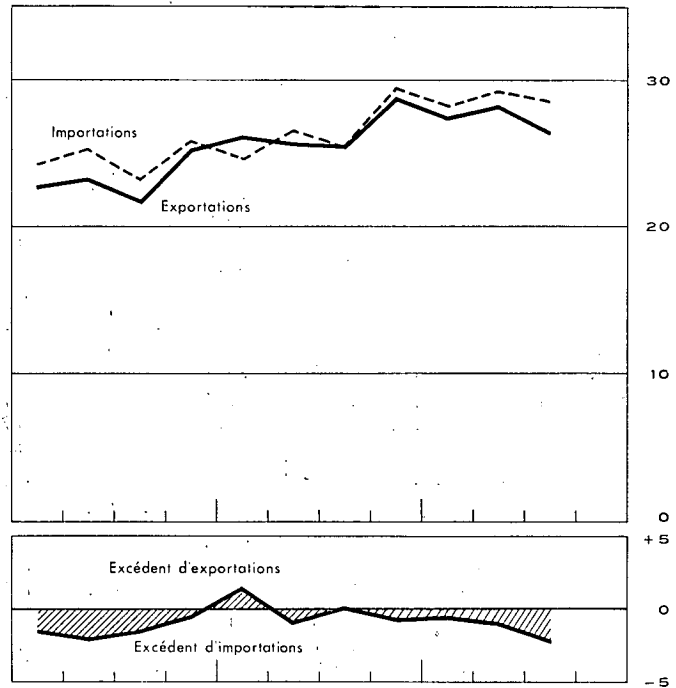
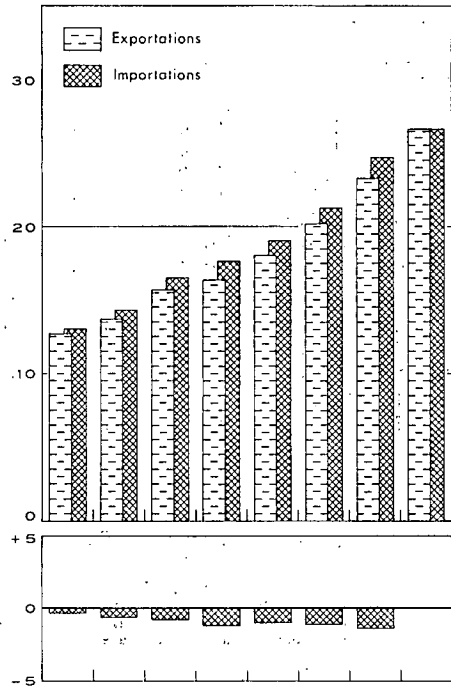
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers :* *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. *

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

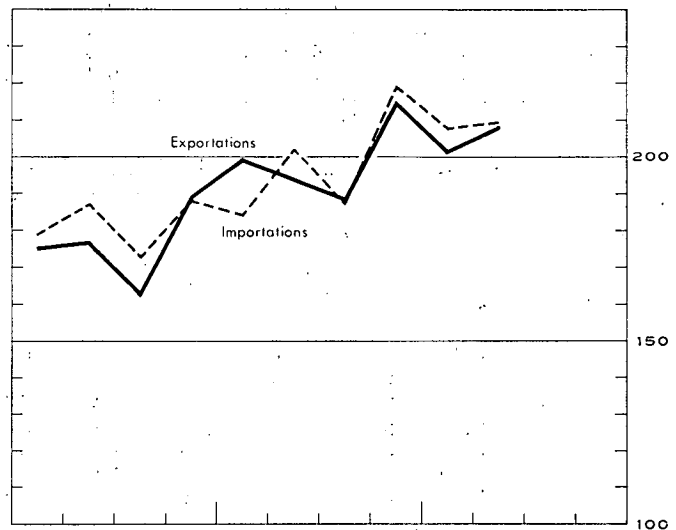
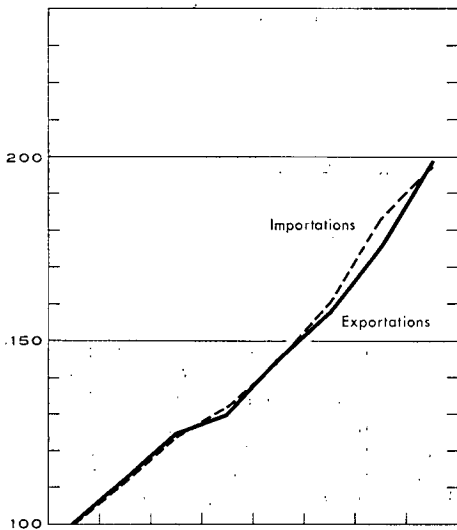
Source : I.N.S.

Milliards de francs



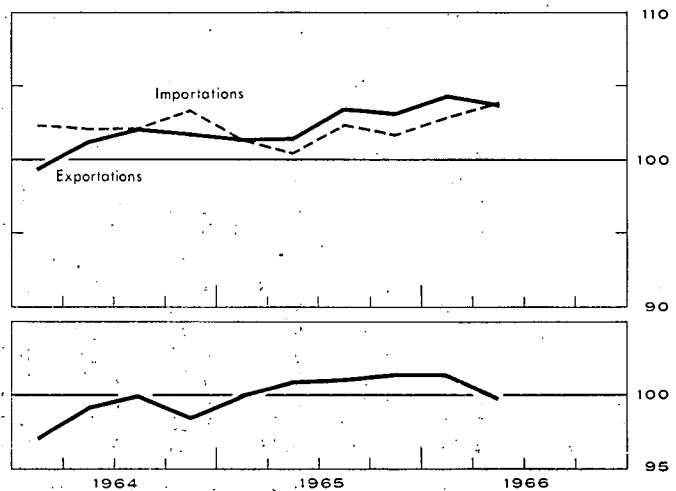
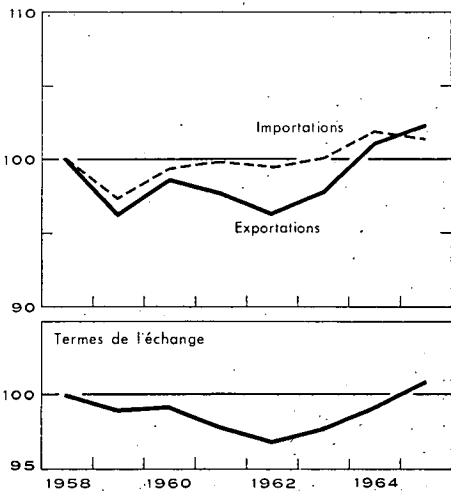
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



* A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur. De ce fait, les données de base du présent graphique sont inexactes pour la période allant de mai 1966 à septembre 1966 en ce qui concerne les exportations et pour la période de janvier 1964 à septembre 1966 en ce qui concerne les importations et la balance commerciale.

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à l'importation		des termes de l'échange 1
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9 _r	23,3	- 1,6 _r	94 _r	182,8*	175,7	101,9*	101,1	99,2*
1965	27,1 _r	26,6	- 0,5 _r	98 _r	197,6*	199,1	101,4*	102,4	101,0*
1965 1 ^{er} trimestre	24,7*	26,2	+ 1,5*	106*	184,4*	199,6	101,4*	101,4	100,0*
2 ^e trimestre	26,6*	25,7	- 0,9*	97*	201,6*	194,1	100,4*	101,5	101,1*
3 ^e trimestre	25,4*	25,5	+ 0,1*	100*	187,7*	188,7	102,4*	103,5	101,1*
4 ^e trimestre	29,5*	28,9	- 0,6*	98*	218,8*	215,4	101,7*	103,2	101,5*
1966 1 ^{er} trimestre	28,2*	27,5	- 0,7*	97*	208,1*	202,3	102,9*	104,4	101,5*
2 ^e trimestre	29,3*	28,3	- 1,0*	97*	209,7*	208,7*	103,9*	103,8*	99,9*
3 ^e trimestre	28,5*	26,4	- 2,1*	93*					
1965 Janvier-novembre	26,1*	26,2	+ 0,1*	101*					
1966 Janvier-novembre	29,5	28,1	- 1,4	95					
1965 Octobre	28,0*	27,6	- 0,4*	98*					
Novembre	28,9*	28,8	- 0,1*	100*					
Décembre	30,7*	30,6	- 0,1*	100*					
1966 Janvier	25,9*	24,6	- 1,3*	95*					
Février	27,7*	26,4	- 1,3*	95*					
Mars	30,9*	31,3	+ 0,4*	101*					
Avril	27,8*	28,0	+ 0,2*	101*					
Mai	29,4*	26,7*	- 2,7*	91*					
Juin	30,5*	30,2*	- 0,3*	99*					
Juillet	26,0*	25,6*	- 0,4*	98*					
Août	29,6*	28,6*	- 1,0*	97*					
Septembre	29,7*	30,1*	+ 0,4*	101*					
Octobre	30,5	28,7	- 1,8	94					
Novembre	30,8	29,7	- 1,1	96					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits (milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 ^{er} trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre	3,86	7,03	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	28,30
3 ^e trimestre	3,91	5,67	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	26,44
1966 Janvier	3,53	6,95	2,20	3,73	1,88	0,14	0,45	0,61	0,88	1,13	3,15	24,65
Février	3,89	7,01	2,69	4,02	1,89	0,13	0,65	0,50	1,02	1,17	3,41	26,38
Mars	4,50	7,63	3,04	4,74	2,30	0,10	0,66	0,62	2,33	1,24	4,10	31,26
Avril	4,08	7,56	2,78	4,45	2,00	0,08	0,66	0,63	1,14	0,94	3,66	27,98
Mai	3,53	6,37*	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	26,70*
Juin	3,98	7,15*	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	30,21*
Juillet	3,92	6,12*	2,92	3,78	2,02	0,11	0,67	0,58	0,73	1,01	3,70	25,56*
Août	3,71	4,53*	2,87	3,10	2,00	0,09	0,82	0,57	1,35	1,22	3,31	23,57*
Septembre	4,09	6,36*	3,16	4,69	2,46	0,14	0,90	0,69	1,93	1,40	4,31	30,13*

N. B. Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Pour une analyse du commerce extérieur de 1965 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 2-3, août-septembre 1966.

* A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. A ce jour, seules les données annuelles globales et les chiffres cumulés des onze premiers mois de 1966 ont été rectifiés. De ce fait certains chiffres mensuels et trimestriels de cette période sont inexacts; ils ont été marqués d'un astérisque.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation				Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques 8	produits métalliques 9		autres produits 10	alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux 10						produits végétaux 11
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850		
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635		
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302		
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037		
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341		
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488		
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.782	1.174	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.073	5.843	802	1.220	481	3.340	3.494	94	26.557
1964 3 ^e trimestre **	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre **	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre **	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre **	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre **	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.168	481	3.159	3.207	215	25.421
4 ^e trimestre **	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.531	522	3.692	3.828	61	29.459
1966 1 ^{er} trimestre **	18.702	6.376	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.263	468	1.160	5.926	776	1.156	479	3.515	3.553	40	28.221
2 ^e trimestre **	19.216	6.750	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	408	899	1.332	512	1.172	6.040	756	1.398	505	3.381	3.982	49	29.287
3 ^e trimestre **	18.466	6.483	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	336	769	1.389	497	1.156	6.013	864	1.245	526	3.378	4.026	24	28.529

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

** A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait certaines données pour cette période sont sous-estimées; elles ont été marquées du signe **.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Basé 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4 ²	99,1 ²	100,5 ²	101,7 ²	99,2 ²	97,6 ²	100,5 ²	99,3 ²	99,9 ²	101,9 ²
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3 ²	105,1 ²	102,4 ²	105,3 ²	104,4 ²	104,9 ²	105,3 ²	105,9 ²	106,6 ²	106,8 ²
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8 ²	108,0 ²	111,9 ²	111,5 ²	109,0 ²	110,2 ²	109,0 ²	108,3 ²	114,2 ²	111,0 ²
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9²	101,4²	102,1²	103,4²	101,4²	100,4²	102,4²	101,7²	102,9²	103,9²
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4	106,8	106,1 ²
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	103,2	104,4	103,8²
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2²	101,0²	100,0²	98,5²	100,0²	101,1²	101,1²	101,5²	101,5²	99,9²

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

² A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait les indices qui sont marqués de la note ² sont inexacts.

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8 ¹	188,5 ¹	167,5 ¹	179,5 ¹	175,3 ¹	194,4 ¹	179,5 ¹	207,4 ¹	204,0 ¹	200,6 ¹
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9 ¹	214,2 ¹	177,1 ¹	195,7 ¹	201,4 ¹	213,8 ¹	203,7 ¹	240,9 ¹	218,7 ¹	224,7 ¹
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7 ¹	220,8 ¹	199,4 ¹	225,4 ¹	208,4 ¹	223,1 ¹	206,4 ¹	245,1 ¹	212,6 ¹	235,2 ¹
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8 ¹	197,6 ¹	173,2 ¹	188,3 ¹	184,4 ¹	201,6 ¹	187,7 ¹	218,8 ¹	208,1 ¹	209,7 ¹
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2	253,3	252,0 ¹
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	266,5	339,1	290,8	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8	236,9	340,8
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7	215,4	202,3	208,7 ¹

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

¹ A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait les indices marqués de la note 1 sont inexacts.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ²			France ²			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,26	5,81	+ 0,55	4,14	3,86	- 0,28	4,02	5,87	+ 1,85
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	5,81	5,98	+ 0,17	4,64	4,42	- 0,22	4,48	6,51	+ 2,03
1966 1 ^{er} trimestre	5,51	5,71	+ 0,20	4,87	4,47	- 0,40	4,28	6,12	+ 1,84
2 ^e trimestre	5,75	5,93	+ 0,18	4,73	4,62	- 0,11	4,46	6,57	+ 2,11
3 ^e trimestre	5,75	5,10	- 0,65	4,22	4,18	- 0,04	4,10	5,85	+ 1,75
1965 Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	6,32	5,80	- 0,52	4,64	4,66	+ 0,02	4,51	6,86	+ 2,35
1966 Janvier	5,05	5,02	- 0,03	4,10	4,26	+ 0,16	3,93	5,33	+ 1,40
Février	5,02	5,60	+ 0,58	5,25	4,12	- 1,13	4,19	5,87	+ 1,68
Mars	6,40	6,52	+ 0,12	5,26	5,01	- 0,25	4,70	7,15	+ 2,45
Avril	5,48	6,14	+ 0,66	4,60	4,15	- 0,45	4,57	6,32	+ 1,75
Mai	5,61	5,66	+ 0,05	4,60	4,65	+ 0,05	4,20	6,38	+ 2,18
Juin	6,04	5,99	- 0,05	4,87	5,07	+ 0,20	4,55	7,01	+ 2,46
Juillet	4,92	5,06	+ 0,14	3,96	4,69	+ 0,73	3,24	5,75	+ 2,51
Août	5,98	4,48	- 1,50	4,30	3,05	- 1,25	4,33	5,22	+ 0,89
Septembre	6,28	5,75	- 0,53	4,35	4,77	+ 0,42	4,70	6,57	+ 1,87
Octobre	6,31	5,80	- 0,51	4,92	4,76	- 0,16	4,66	6,40	+ 1,74
Novembre		6,39			4,87			6,59	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ³		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,47	16,45	+ 1,98	18,22	20,41	+ 2,19
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	1,12	0,98	- 0,14	16,05	17,89	+ 1,84	20,48	22,22	+ 1,74
1966 1 ^{er} trimestre	1,13	0,94	- 0,19	15,79	17,24	+ 1,45	19,84	21,28	+ 1,44
2 ^e trimestre	1,20	0,87	- 0,33	16,14	17,99	+ 1,85	20,15	21,99	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,30	0,87	- 0,43	15,37	16,00	+ 0,63	19,01	19,79	+ 0,78
1965 Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	1,09	0,98	- 0,11	16,56	18,30	+ 1,74	21,23	23,23	+ 2,00
1966 Janvier	0,94	0,91	- 0,03	14,02	15,52	+ 1,50	17,92	19,37	+ 1,45
Février	1,16	0,94	- 0,22	15,62	16,53	+ 0,91	19,69	20,47	+ 0,78
Mars	1,28	0,98	- 0,30	17,64	19,66	+ 2,02	21,80	23,99	+ 2,19
Avril	1,15	0,78	- 0,37	15,80	17,39	+ 1,59	19,72	21,61	+ 1,89
Mai	1,49	0,86	- 0,63	15,90	17,55	+ 1,65	19,94	21,20	+ 1,26
Juin	1,29	0,97	- 0,32	16,75	19,04	+ 2,29	20,79	23,16	+ 2,37
Juillet	1,21	0,85	- 0,36	13,33	16,35	+ 3,02	16,61	19,86	+ 3,25
Août	1,43	0,69	- 0,74	16,03	13,44	- 2,59	19,88	16,92	- 2,96
Septembre	1,25	1,06	- 0,19	16,58	18,15	+ 1,57	20,40	22,53	+ 2,13
Octobre	1,35	1,00	- 0,35	17,24	17,96	+ 0,72	21,49	21,72	+ 0,23
Novembre		0,98			18,83			22,68	

¹ A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur. De ce fait les données du présent tableau sont inexactes pour la période allant de mai 1966 à septembre 1966 en ce qui concerne les exportations et pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966 en ce qui concerne les importations et la balance commerciale.

² La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

³ Y compris l'Espagne à partir de 1960.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises. Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964		1965			1966
	Année	Année	Année	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹ .	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 1,9	- 8,7	+ 1,6	- 3,6	- 2,0	- 7,3
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5	+ 3,1	+ 6,6	+ 4,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 5,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,2	+ 3,0
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,3	- 0,8	- 1,0	- 1,0	- 2,0	- 0,8
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²									
1.4 Autres frais de transport	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,4	...	- 0,8	- 0,8	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 3,4	- 1,5	- 2,3	- 3,8	- 1,6
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	+ 0,3	- 0,9	- 0,6	+ 0,9	+ 0,3	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,2	- 2,3	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,0	+ 3,9	+ 1,8
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,7	...
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,7	+ 0,8	+ 7,5	- 1,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,2	+ 2,5	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,1	- 2,4	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,1
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs pu- blics :									
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	- 0,4	+ 0,4	- 4,9	- 0,9	- 5,8	- 1,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 0,6	+ 0,3	...
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	- 0,2	+ 1,5	- 4,0	- 1,5	- 5,5	- 1,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,3	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non moné- taires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	- 0,2	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,1
4.3 Secteur privé : ⁴									
4.31 Transactions identifiées en va- leurs mobilières :									
a) valeurs belges et luxembour- geoises	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5	...	+ 0,5	- 0,2
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 3,6	- 5,5	...	- 1,3	- 0,5	- 1,6	- 2,1	- 3,6
4.32 Investissements directs						+ 2,4	+ 2,7	+ 5,1	+ 4,8
4.33 Immeubles	+ 4,9	+ 4,0	+ 6,2	+ 6,5	+ 7,7	- 0,6	- 0,5	- 1,1	- 1,0
4.34 Autres						+ 0,7	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,2
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,9	+ 3,1	+ 7,0	+ 1,8
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 1,2	+ 0,6	- 0,6	+ 0,5
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4	+ 3,1	+ 8,5	- 1,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : —)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,8	- 1,2	+ 0,9
7. Total (1 à 6) correspondant au mouve- ment des avoirs extérieurs nets des orga- nismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0	+ 2,3	+ 7,3	- 0,5
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6	+ 2,4	+ 8,0	+ 0,2
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 2,0	- 0,6	- 0,1	- 0,7	- 0,7

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements. Pour le détail de ces modifications, le lecteur voudra bien se reporter aux notes méthodologiques de l'article « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. I, N° 5, mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

4 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1964			1965				1966		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,1	69,7	64,1	66,7	65,0
Importations ¹	60,7	58,0	62,5	60,0	63,1	62,3	70,1	68,2	69,9	69,8
Solde ...	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,1	- 3,2	- 0,4	- 4,1	- 3,2	- 4,8
Autres opérations sur marchandises	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 4,0	+ 3,1	+ 3,7
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	+ 0,2	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	+ 0,2
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,3
1.6 Autres ³	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 1,0	+ 0,1	- 0,4	+ 1,2	+ 0,5	- 0,1	- 1,3
Total 1 ...	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2	- 0,4	- 1,1	- 2,7
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,6
Total 2 ...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 0,5	- 1,3	+ 1,1	- 3,5	- 0,5	- 0,6	- 0,9	- 1,1	+ 0,7	- 1,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	- 0,2	- 0,1	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,9	- 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3
b) étrangères	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0
4.22 Autres ³ (y compris investissements directs)	+ 2,0	+ 3,5	+ 3,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,2	+ 2,8	+ 2,3	+ 1,7	+ 1,1
Total 4 ...	+ 1,6	+ 3,8	+ 2,7	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,5
5. Erreurs et omissions	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1
Total 1 à 5 ...	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5	- 0,6	- 0,8	- 3,8
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6	+ 4,9	- 0,3	- 0,2	- 3,2
Banque Nationale	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2
Autres	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,8	- 3,5	- 2,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XILe année, vol. I, no 6, page 689 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1965 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1965* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.F.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1965 4 ^e trimestre	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
2 ^e trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 ^e trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 ^e trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04
Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles au 31 décembre 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Référence bibliographique : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses ⁴	Recettes	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses	Recettes	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs	Dettes flottantes intérieures	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs	Fonds de tiers	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1965	176,4	172,7	- 3,7	25,3	0,2	-25,1	-28,8	+22,2	+ 9,7	- 1,3	- 0,7	- 1,1 ²
1964 9 prem. mois	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois	128,3	126,6	- 1,7	18,5	...	-18,5	-20,2	+14,3	+11,1	- 1,8	+ 1,3	- 4,7 ²
1966 3 prem. mois	48,5	48,0	- 0,5	5,4	0,1	- 5,3	- 5,8	+ 6,6	+ 1,0	+ 0,7	- 0,1	- 2,4 ²
6 prem. mois	100,6	93,7	- 6,9	10,8	0,3	-10,5	-17,4	+13,7	+ 5,4	+ 1,4	+ 1,2	- 4,3 ²
9 prem. mois	150,4	149,5	- 0,9	17,4	0,4	-17,0	-17,9	+25,2	- 4,8	+ 2,6	+ 0,4	- 5,5 ²
1965 Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²
Décembre	17,8	18,2	+ 0,4	3,6	0,2	- 3,4	- 3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 0,3	- 1,0	+ 3,4 ²
1966 Janvier	16,2	19,3	+ 3,1	1,3	...	- 1,3	+ 1,8	...	+ 2,8	- 0,3	- 0,7	- 3,6 ²
Février	16,6	13,3	- 3,3	2,4	...	- 2,4	- 5,7	+ 6,9	- 2,8	- 0,1	- 0,5	+ 2,2 ²
Mars	15,7	15,4	- 0,3	1,7	0,1	- 1,6	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,1	- 1,0 ²
Avril	17,9	14,5	- 3,4	1,6	0,1	- 1,5	- 4,9	...	+ 4,5	+ 0,9	- 0,5	...
Mai	15,4	14,3	- 1,1	1,9	...	- 1,9	- 3,0	+ 8,9	- 3,7	- 0,5	- 0,1	- 1,6 ²
Juin	18,8	16,9	- 1,9	1,9	0,1	- 1,8	- 3,7	- 1,8	+ 3,6	+ 0,3	+ 1,9	- 0,3 ²
Juillet	18,7	26,2	+ 7,5	2,1	0,1	- 2,0	+ 5,5	- 0,4	- 4,6	- 0,1	- 0,1	- 0,3 ²
Août	15,2	14,1	- 1,1	2,5	...	- 2,5	- 3,6	...	+ 4,1	+ 0,7	- 0,9	- 0,3 ²
Septembre	15,9	15,5	- 0,4	2,0	...	- 2,0	- 2,4	+11,9	- 9,7	+ 0,6	+ 0,2	- 0,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice)

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes 2		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1965 11 premiers mois	54,4	+ 3,0	26,5	- 0,1	58,6	+ 0,5	139,5	+ 5,4	
1966 11 premiers mois	62,0	+ 2,9	30,4	+ 0,5	57,5	- 0,2	163,7	+ 3,2	
Exercice 1965	1965 Octobre	5,3	+ 0,7	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,4	+ 0,8
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,8	13,3	+ 1,7
	Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,2	14,9	+ 2,7
Exercice 1966	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	1,8	+ 0,6
	Mars	1,3	+ 0,7	1,3	+ 0,7
Exercice 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3	
Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8	

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

2 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1965 2		Exercice 1965 : novembre 1965		Exercice 1966 : novembre 1966	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes 3	69,6	61,1	4,5	3,9	5,5	4,9
précompte immobilier	1,0	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	6,7	5,6	0,5	0,5	0,7	0,6
précompte professionnel	30,3	27,4	2,2	2,1	2,5	2,4
versements anticipés	15,5	13,5	...	...	...	...
impôts des personnes physiques (rôles)	7,2	5,4	1,2	0,8	1,5	1,3
impôts des sociétés (rôles)	2,6	2,4	0,5	0,3	0,5	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,9	3,8	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,4	0,7	...	0,1	...	...
divers 3	2,0	1,4	...	...	0,2	0,2
II. Douanes et accises	30,1	29,7	2,8	2,5	2,8	2,9
dont : douanes	8,3	8,7	0,7	0,7	0,7	0,7
accises	20,4	20,7	1,9	1,8	2,0	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,1	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	65,7	64,0	6,0	5,2	6,9	6,6
dont : enregistrement	6,4	6,5	0,6	0,5	0,6	0,6
successions	2,8	2,8	0,2	0,2	0,3	0,2
timbres et taxes assimilées	55,8	54,1	5,1	4,5	6,0	5,8
Total ...	165,4	154,8	13,3	11,6	15,2	14,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+10,6		+ 1,7		+ 0,8

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

2 L'exercice 1965, commencé le 1er janvier 1965 a été clôturé le 31 mars 1966.

3 Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 p	6,5	2,8	6,6	15,9	
1964 9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1965 Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	10,9	2,5	5,8	19,2	2,70
Février	4,5	2,5	5,6	12,6	0,09
Mars	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre p	4,9	3,3	7,4	15,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

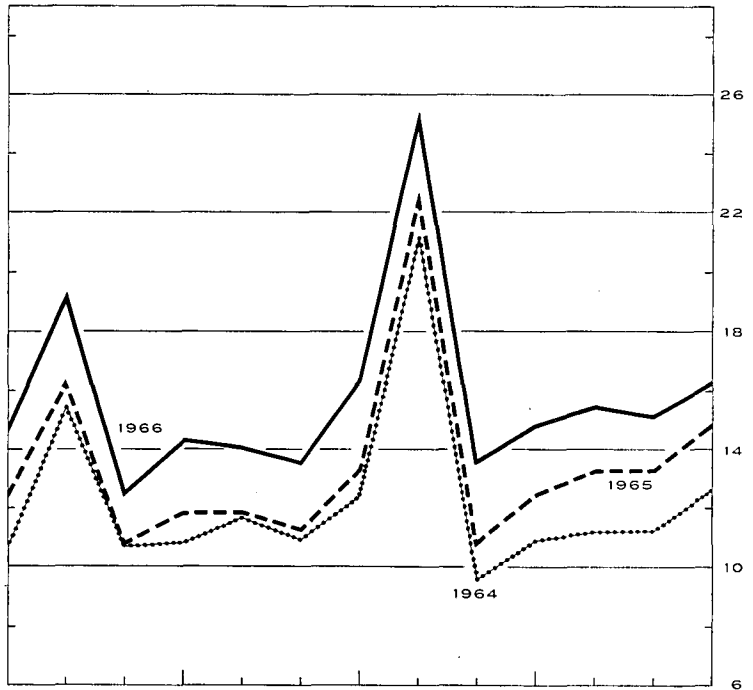
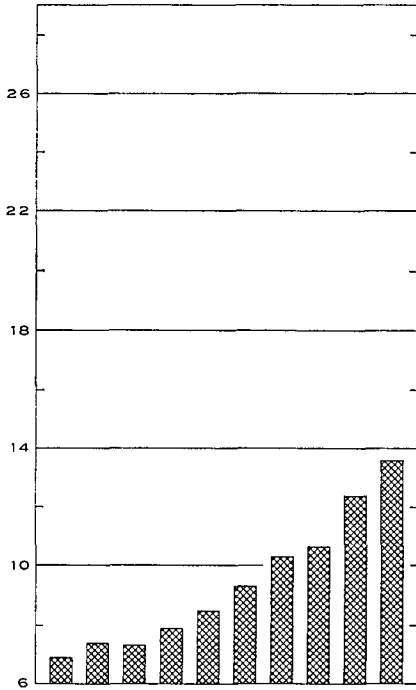
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge (voir note 1 du tableau XI - 1). — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, no 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 ».

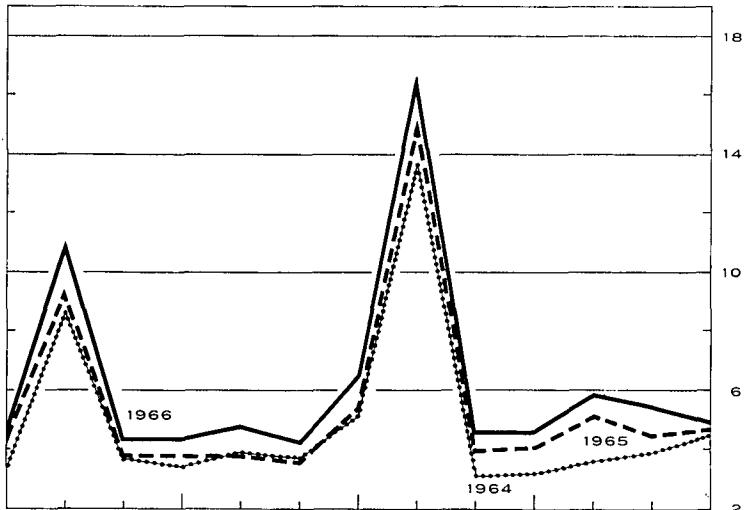
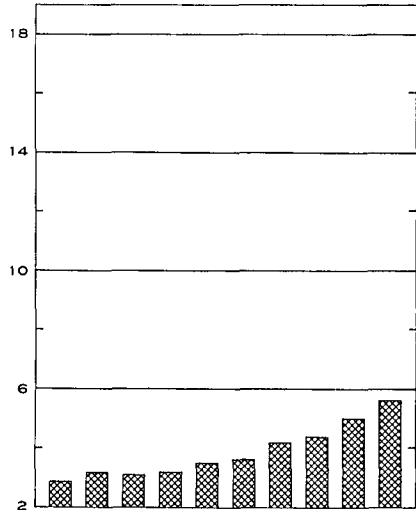
XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)

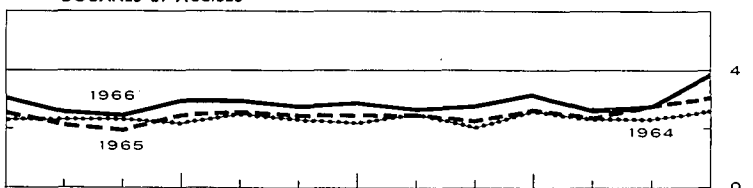
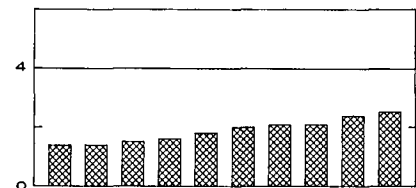
RECETTES TOTALES



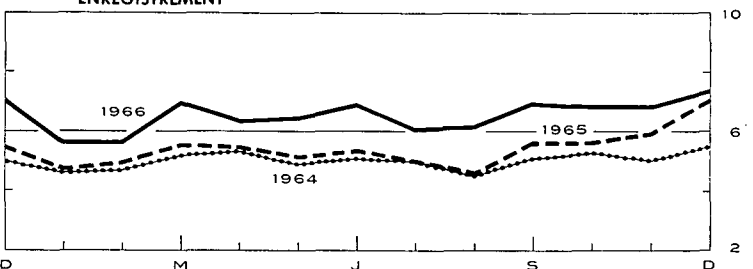
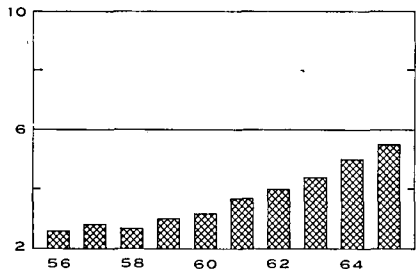
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962 ¹

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Orga- nismes moné- taires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Secteurs indéter- minés et ajustements		
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	(1) Entreprises et particuliers	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	...	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8	
		Obligations	9,4	...	...	...	0,2	...	—	0,9	13,8	...	...	24,3
		Autres emprunts à moyen et long terme	11,9	0,1	...	...	...	...	—	85,7	29,0	82,3	...	209,0
		Divers	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	...	—	2,2	3,0	0,6	...	25,3	
		(Actions et parts)	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)	
		Total ...	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,2
	(2) Paratétatiques d'exploitation	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	...	...	1,6	—	0,2	—	0,2	...	2,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	...	0,3	0,2	—	...	...	0,1	...	0,6
		Obligations accessibles à tout placeur	15,0	0,2	...	...	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	0,7	1,2	...	0,6	4,5	...	— 0,1	7,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme	...	...	...	0,1	0,9	...	—	...	0,2	7,8	...	9,0
		Divers	4,9	...	4,8	0,2	2,0	...	—	...	...	0,1	1,1	13,0
		(Actions et parts)	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)	
		Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3
	(3) Etat (Trésor)	Fonds de tiers	3,0	...	—	1,3	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5
		Certificats à court terme	...	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6
		Obligations accessibles à tout placeur	107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	243,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	—	...	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,3	2,7	2,1	81,0
	Divers	...	0,7	—	...	0,7	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	...	10,7
	Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0	
(4) Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	4,5	—	...	...	...	4,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	26,6
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	7,7	3,0	...	...	10,6
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,5	...	...	...	...	...	—	0,5	...	44,4	...	49,5
	Divers	1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	—	...	0,1	0,3	3,4	8,6
	Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8	
(5) Sécurité sociale	Réserves de sécurité sociale	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8
	Divers	3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8
	Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5	
(6) Etranger	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,7	—	1,4	0,3	9,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	4,3	—	0,3	—	—	—	4,6	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	...	...	...	...	—	97,0	—	—	...	...	...	97,0
	Obligations	9,6	...	0,2	...	...	—	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	— 0,3	15,8
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2	
	Divers	—	1,4	7,9	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	9,7
	(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	
	Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	...	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		(7)												
		Organismes monétaires												
		(8)												
		Fonds des Rentes												
		(9)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation												
		(10)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension												
		(11)												
		Organismes publics de crédit non monétaires												
		(12)												
		Secteurs indéterminés et ajustements												
		(13) = (1) à (12)												
	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	—	1,9	1,5	0,8	...	254,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	—	—	1,2	0,1	0,2	...	...	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	—	...	35,4
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	7,4
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	...	...	28,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	—	...	...	10,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	...	...	11,1
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	9,7	10,0
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	...	(8,0)
	Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,4	—	—	—	—	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	...	2,8
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	...	9,8
	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	...	...	—	...	0,2	0,6	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	...	...	—	...	0,1	...	1,0	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	10,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5
	Divers	4,6	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	(1,2)
	Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
	Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,1	0,2	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	...	—	...	...	...	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	0,4	—	0,6	...	0,2	...	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	...	106,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,7	0,7	...	...	3,0	15,6	...	1,7	22,4
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	—	0,3	...	...	4,1	20,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,9)
	Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8
	—	4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	20,3
	Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	44,6	—	2,7	—	1,7	6,9	56,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	42,3	—	0,1	—	0,9	...	43,3
			Obligations	10,8	—	1,0	15,7	27,5
			Autres emprunts à moyen et long terme	12,1	0,1	—	95,3	31,1	92,4	...	231,0
			Divers	4,4	1,2	1,6	0,1	13,5	—	3,2	3,2	0,6	...	27,8
	(Actions et parts)	(181,2)	(0,3)	(...)	...	(0,2)	...	(0,7)	(—)	(1,1)	(2,9)	(—)	(...)	(...)	(186,4)		
	Total ...	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	...	86,8	—	102,3	50,0	95,6	6,9	...	385,6		
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	0,6	0,6	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	1,8	—	...	0,4	2,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	0,5	0,2	0,1	0,8	
Obligations accessibles à tout placeur		15,9	0,3	...	...	...	4,0	2,1	1,0	3,6	5,2	0,4	...	...	32,5
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	0,2	...	0,1	...	0,5	1,2	...	0,6	4,3	...	0,1	...	7,0
Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	0,1	...	0,5	...	...	...	0,2	9,0	...	...	9,8	
Divers	5,3	...	5,1	0,2	...	1,8	...	...	...	...	0,1	0,7	...	13,2	
(Actions et parts)	(0,8)	...	(14,5)	(5,1)	(...)	...	(...)	(—)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(...)	(21,7)			
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	0,8	...	66,2			
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	2,3	...	—	1,1	...	...	...	38,8	...	...	0,1	4,8	...	47,1
	Certificats à court terme .....	...	0,7	—	0,1	...	19,9	36,2	...	5,4	...	8,7	— 0,3	...	73,4	
	Obligations accessibles à tout placeur	107,1	2,4	—	1,7	1,2	10,3	37,7	5,1	35,2	39,1	8,8	1,2	...	249,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	—	...	...	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	2,2	...	82,7
	Divers .....	...	0,8	—	...	0,9	7,7	...	...	...	0,4	0,4	...	...	10,2
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,4	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,0	...	463,2			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
	Obligations accessibles à tout placeur	14,8	0,7	...	0,2	...	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	...	...	27,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	...	...	11,1
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	4,8	...	...	...	...	...	...	0,6	...	49,4	...	...	54,8
Divers	1,9	0,4	2,7	...	...	...	...	...	...	...	0,6	3,0	...	8,7	
Total ...	16,7	5,9	2,7	0,2	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	...	105,9			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,0		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,5	...	1,1	...	1,4	7,3	...	1,4	...	11,7
	Divers	5,2	...	2,6	...	1,7	...	...	...	...	0,1	...	2,4	...	12,0
	Total ...	21,2	...	2,6	...	2,2	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	...	40,0		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	10,1	—	0,7	—	1,7	1,7	...	14,2		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	...	—	—	—	4,5	—	0,2	—	...	...	...	4,7
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	...	...	—	—	—	112,0	—	—	—	...	...	...	112,0
	Obligations	9,3	...	0,2	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	— 0,2	...	17,6		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	13,1	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	...	20,2		
	Divers .....	...	0,9	8,0	—	—	—	...	...	...	...	0,3	...	...	9,2
	(Actions et parts)	(0,2)	(0,4)	...	—	—	—	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	...		
Total ...	9,3	0,9	21,3	...	...	...	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	1,5	...	177,9	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	254,5	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	—	2,0	1,1	0,3	...	277,9
	Argent à très court terme	—	...	—	—	—	0,2	1,4	...	0,2	...	0,1	...	2,0
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1
	Dépôts sur livrets des résidents	29,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,2
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	25,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,9	...	—	—	11,9
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,4	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,2	10,5
(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)	
Total ...	330,1	2,8	4,0	12,4	1,0	55,2	13,3	...	2,3	1,1	0,3	10,3	432,8	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,4	—	0,2	...	0,1	...	0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,6	—	—	—	—	6,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	0,6	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	—	2,8	
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	...	10,9
Intermédiaires financiers (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	—	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	138,4	
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,6	—	—	—	0,4	...	0,1	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,1
(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0		
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,4	...	0,1	...	0,1	1,0	0,3	3,2	169,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	145,7	
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,4	1,8
Total ...	164,4	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,5	...	...	0,2	...	—	0,2	—	...	...	...	2,9
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	...	0,2	0,9
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,4	
	Dépôts à terme	2,7	0,3	...	3,1	...	—	0,8	—	—	—	—	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,7	...	0,2	1,0	
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	113,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	23,8
	Divers	3,0	...	10,4	0,1	...	1,7	0,8	—	0,3	...	...	22,3
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)		
Total ...	87,8	0,6	10,4	3,7	1,6	3,4	12,1	0,5	13,8	35,1	0,4	7,5	176,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,2	2,1	1,4	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,8	—	19,8
	(13) = (1) à (12)	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	125,6	446,6	11,8	181,4	163,2	181,2	46,4	2.214,8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	+10,5	—	- 0,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 9,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	+ 7,0	—	...	...	+ 0,1	...	+ 7,1
	Obligations ...	+ 1,4	...	...	...	...	...	—	+ 0,1	+ 1,7	...	...	+ 3,2
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,2	...	...	...	...	...	—	+ 9,6	+ 1,8	+10,1	...	+ 21,8
	Divers ...	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	...	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 12,8		
(Actions et parts) ...	(+ 3,9)	(+0,2)	(...)	(...)	(+0,1)	(+0,7)	(+0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(+ 5,8)		
Total ...	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	+17,5	—	+10,4	+ 3,8	+ 9,9	- 0,3	+ 54,4		
Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	- 0,1	...	—	...	...	+ 0,2	—	- 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	+ 0,2	—	...	...	...	...	+ 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 0,9	+ 0,1	...	...	...	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	...	+ 1,7
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,3	+ 0,2	- 0,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	- 0,3	...	—	...	...	+ 1,2	+ 0,9	
Divers ...	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,2	...	—	...	...	...	- 0,4	+ 0,2
(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,0)		
Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	- 0,3	+ 2,9		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,7	...	—	- 0,2	...	+ 4,1	...	- 0,1	...	- 0,3	- 1,2	+ 1,6		
	Certificats à court terme ...	...	+ 0,1	—	- 1,0	...	+14,5	+ 0,5	- 0,8	- 0,1	- 3,1	- 0,4	+ 10,9	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	- 0,6	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,9	- 0,2	+ 1,9	+ 3,8	+ 0,4	+ 6,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	—	...	...	+ 3,5	- 0,6	...	+ 0,1	- 0,4	- 1,0	+ 1,7
	Divers ...	...	+ 0,1	—	...	+ 0,1	- 1,7	+ 0,5	...	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,5
Total ...	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	+ 3,0	+19,5	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 3,7	- 1,9	+ 19,9		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	- 0,2	—	...	...	...	...	- 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...	- 0,7	+ 0,1	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3	...	- 0,1	+ 0,4
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	...	...	+ 0,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,1	...	+ 5,3
Divers ...	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	—	...	- 0,1	- 0,5	- 0,2	
Total ...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	- 0,5	+ 5,8
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	+ 0,2	+ 1,1	...	+ 0,4	+ 2,0
	Divers ...	+ 2,2	...	- 0,2	...	—	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,6	+ 2,3
	Total ...	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 1,0	+ 5,6	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	+ 2,2	—	...	...	- 0,1	+ 0,2	+ 2,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	- 0,1	—	...	...	...	...	- 0,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations ...	...	...	- 0,1	...	...	...	+14,3	—	...	...	...	+ 14,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	+ 0,1	+ 0,9	...	+ 0,1	+ 1,0	
	Divers ...	+ 4,0	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	...	+ 3,5	
(Actions et parts) ...	(+ 4,7)	(...)	(...)	...	...	...	(—)	(+0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 4,9)
Total ...	+ 4,0	- 0,5	...	...	...	...	+16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 21,0

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+24,8	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	—	—	+ 0,1	- 0,5	- 0,5	...	...	+ 25,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,2	+0,2	...	...	- 0,3	+ 0,1	...	+ 0,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+15,7	—	—	—	—	—	...	+ 15,7
	Dépôts en devises des résidents	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 9,4
	Dépôts à terme des résidents	- 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	- 2,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+1,5	...	—	—	...	...	+ 1,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,4
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,7
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	...	(...)	...	...	...	...	...	...	(...)	...	...	(+ 3,7)
Total	+33,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+15,9	+1,6	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,8	+ 3,8	+ 55,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	+0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
Total	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 1,0	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2	—	—	...	+ 0,4	- 0,3	...	...	+ 0,7
	Dépôts sur livrets	+11,7	...	—	...	—	—	—	...	...	...	...	...	+ 11,7
	Dépôts à terme	+ 0,2	+ 0,2	...	...	+ 0,6	—	—	...	+ 0,3	...	- 0,9	...	+ 0,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	—	—	—	...	—	—	—	...	+ 0,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1
	Divers	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total	+12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,2	+ 14,4	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7
	Divers	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	...	+ 0,3
Total	+11,6	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 11,8	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	...	...	...	- 0,1	...	+0,1	—	...	...	...	...	...	...
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,2	...	- 0,1	...	- 0,2	...	- 0,1	...	...	- 0,2
	Dépôts sur livrets	+ 1,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,5
	Dépôts à terme	+ 0,7	+ 0,1	...	+ 0,6	...	...	+0,2	—	...	...	...	...	+ 1,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	-0,3	—	+ 0,1	...	...	...	- 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,4	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	+1,3	+ 0,2	+ 1,5	- 0,1	- 0,1	...	+ 7,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,6	-0,2	...	+ 1,1	+ 0,4	...	...	+ 1,4
	Divers	- 0,4	...	...	...	...	...	+0,1	—	...	...	...	...	+ 1,6
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total	+ 6,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,5	+1,2	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 1,5	+ 12,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,2	-1,5	...	...	...	+ 1,0	—	- 1,2
	Total des créances	+73,0	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+29,2	+55,7	+ 1,1	+15,4	+ 9,4	+12,4	+ 3,7	+203,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1953, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1931, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	41,0	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,2
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,7	11,0	11,6	4,7	16,6	234,6	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	984,8
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	986,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	44,0	...	86,8	—	102,3	50,0	95,6	334,7	6,9	385,6
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	30,8	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,4	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,0	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	16,7	5,9	2,7	0,2	...	25,5	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	105,9
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,6	...	2,2	26,0	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,8	12,0	3,7	17,8	241,2	62,4	268,6	9,8	161,9	118,3	176,2	734,8	22,5	1.060,9
7. Etranger	9,3	0,9	21,3	...	...	31,5	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	144,9	1,5	177,9
8. Organismes monétaires	330,1	2,8	4,0	12,4	1,0	350,3	55,2	13,3	...	2,3	1,1	0,3	17,0	10,3	432,8
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	7,7	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,4	164,9	.....	0,1	...	0,1	1,0	0,3	1,5	3,2	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,4	...	...	...	0,1	164,5	...	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	87,8	0,6	10,4	3,7	1,6	104,1	3,4	12,1	0,5	13,8	35,1	0,4	61,9	7,5	176,9
13. Total des intermédiaires financiers	741,7	4,4	17,3	16,1	7,1	786,6	59,0	32,9	0,5	16,4	37,2	1,1	88,1	22,4	956,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,4	— 0,7	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,8	16,3	—	19,8
15. Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	1.058,6	125,6	446,6	11,8	181,4	163,2	181,2	984,2	46,4	2.214,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 557,1	— 47,0	— 412,6	— 86,1	— 13,7	— 2,3	— 52,3	+ 13,8	+ 0,9	+ 11,8	— 2,7	+ 4,3	+ 28,0	+ 26,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles nihil ou inférieur à 50 millions opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+ 2,9	+ 10,2	+ 17,5	—	+ 10,4	+ 3,8	+ 9,9	+ 41,6	- 0,3	+ 54,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 1,8	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	+ 2,0	- 0,3	+ 2,9
3. Etat (Trésor)	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	- 1,8	+ 3,0	+ 19,5	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 3,7	+ 20,6	- 1,9	+ 19,9
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	+ 6,4	- 0,5	+ 5,8
5. Sécurité sociale	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 3,7	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 0,9	+ 1,0	+ 5,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,5	- 1,0	+ 1,1	+ 6,5	+ 12,6	+ 37,2	+ 0,9	+ 12,6	+ 8,1	+ 12,7	+ 71,5	- 2,0	+ 88,6
7. Etranger	+ 4,0	- 0,5	...	...	...	+ 3,5	—	+ 16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	+ 17,6	- 0,1	+ 21,0
8. Organismes monétaires	+ 33,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+ 35,1	+ 15,9	+ 1,6	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,8	+ 0,4	+ 3,8	+ 55,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,6	...	+ 1,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	+ 13,8	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 14,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 11,6	...	...	...	...	+ 11,6	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 11,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 6,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 6,8	+ 0,5	+ 1,2	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 4,1	+ 1,5	+ 12,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 64,0	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,4	+ 67,3	+ 16,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 2,8	+ 0,4	- 1,1	+ 5,4	+ 5,8	+ 95,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,5	- 0,2	- 1,5	...	...	...	+ 1,0	- 0,5	—	- 1,2
15. Total des créances	+ 73,0	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+ 76,8	+ 29,2	+ 55,7	+ 1,1	+ 15,4	+ 9,4	+ 12,4	+ 94,0	+ 3,7	+ 203,7
16. Solde des créances et des dettes	+ 18,6	- 2,7	- 20,1	- 3,7	- 3,9	- 11,8	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,1	+ 1,0	- 2,4	- 0,5	- 1,3	+ 4,9	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 3												
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			(5) = (1) à (4)	Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes			Sur et envers d'autres inter- médiaires											
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1960 Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,7	48,8	60,0	3,9	5,3	- 7,2	- 8,2												
1960 Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	4,7	53,0	65,4	5,8	4,9	- 7,6	- 9,0												
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9												
1961 Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5												
1961 Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2												
1961 Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9												
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2												
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0												
1962 Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	- 10,4	- 8,4												
1962 Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	- 11,1	- 5,7												
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	- 11,1	- 9,7												
1963 Juin	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	- 11,2	- 7,7												
<i>Nouvelle série 5</i>																										
1963 Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	88,6	7,5	10,0	- 11,2	- 7,9												
1963 Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	91,8	6,9	10,6	- 11,3	- 9,4												
1963 Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	99,9	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9												
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	104,1	7,0	10,6	- 11,2	- 10,2												
1964 Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,1	107,5	8,9	10,1	- 11,3	- 10,2												
1964 Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,4	108,9	7,8	11,2	- 11,3	- 11,1												
1964 Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,3	111,6	7,8	11,0	- 11,4	- 12,0												
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	112,0	6,8	12,9	- 11,3	- 11,9												
1965 Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	116,6	7,1	12,1	- 11,3	- 10,1												
1965 Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	119,9	4,2	11,8	- 11,3	- 12,9												
1965 Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	193,9	6,6	112,5	127,9	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3												
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	130,0	7,2	12,4	- 11,5	- 14,2												
1966 Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,3	197,4	9,5	119,1	134,2	8,8	13,4	- 11,5	- 14,7												
1966 Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	p 89,7	p 195,4	p 10,5	125,2	139,2	5,1	p 14,8	- 11,7	p - 15,1												
1966 Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	p 89,2	p 204,4	p 12,3	134,9	149,3	4,6	p 14,8	- 12,0	p - 13,8												

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949. — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955. — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958. — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS
a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	
b) en francs belges ³ .....	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	...	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0
b) effets commerciaux	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	37,0	37,6	36,3	38,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1969).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1968, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	
TOTAL DU PASSIF ...	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	
2. F.M.I. — Participation	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4 ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,7	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) en monnaies étrangères	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	121,2	123,2	121,1	120,8	123,0	121,0	123,7	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
2. Autres :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	0,6	—	—	—	—	
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	0,3	0,5	1,1	—	—	0,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) à un an au plus	10,0	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9 ²	10,0	9,6	7,1	
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) acceptations	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3
b) effets commerciaux	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	
c) avances .....	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) à un an au plus	0,5	...	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,2	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3	37,6	36,9	38,4	36,3	39,6	39,6	38,7	38,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8 ¹	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	166,0
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,6	1,3	0,7	...	...	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	42,6	40,5	41,6	39,4	39,2	39,8	38,7	38,4	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2
TOTAL DU PASSIF ...	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire:</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	49,1	44,3	45,3	40,6	48,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4
b) effets commerciaux	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,5
c) avances	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	
b) détenue par les pouvoirs publics	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	p 1,8	p 2,0
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6
b) en francs belges ²	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,2
7. Ajustement statistique	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	p 58,9	p 68,4
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—
— autres	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,8
b) sur les organismes publics	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8
c) sur les banques de dépôts	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	p 31,9	p 34,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	p 40,4	p 38,1
— autres	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	p 29,4	p 30,7
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	p 0,8	p 1,3
— autres	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,4	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,2
b) effets commerciaux	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,0	39,7	41,5	40,5	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,5	55,6
c) avances	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	p 2,3	p 2,3
— autres	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	p 1,8	p 1,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,8	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	p 12,0	p 12,3
— autres	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	p 1,3	p 1,3
D. Autres	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	48,3	51,2	p 50,3	p 53,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3
b) en francs belges ^{2 3}	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,7	24,3
4. Ajustement statistique	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,8	102,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...
c) envers les banques de dépôts	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5
— dépôts en devises	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,5	69,4
TOTAL DU PASSIF ...	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ^e	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9 ^p	1,9 ^p	2,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	
b) en francs belges ³	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,7	
7. Ajustement statistique	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5 ^p	193,9 ^p	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	
b) sur les organismes publics	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	
c) sur les banques de dépôts	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	86,9	83,9	88,3 ^p	82,5 ^p	92,4 ^p	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5 ^p	49,5 ^p	47,3 ^p	
— autres	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6 ^p	63,4 ^p	64,7 ^p	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1 ^p	1,2 ^p	1,7 ^p	
— autres	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0 ^p	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,7	4,6	3,0	3,6	4,6	6,0	6,8	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	11,6	
b) effets commerciaux	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,5	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,4	45,5	44,4	48,8	48,3	50,4	51,7	60,0	
c) avances	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6 ^p	2,3 ^p	2,3 ^p	
— autres	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6 ^p	2,7 ^p	2,0 ^p	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5 ^p	1,6 ^p	1,0
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7 ^p	12,0 ^p	12,3 ^p	
— autres	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	- 0,7	- 0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5 ^p	1,4 ^p	1,4 ^p	
D. Autres	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	88,4	91,2 ^p	90,0 ^p	96,9 ^p	
TOTAL DE L'ACTIF ...	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66		
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères ²	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3		
b) en francs belges ^{1 2}	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	23,9	26,2		
4. Ajustement statistique	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,8	104,7		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ³	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...		
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—		
— autres	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ⁴	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	(2)	
— dépôts en devises	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	(3)	
b) détenues par le Trésor	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)	
4. Emprunts obligataires	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	—	(11)	
b) envers les paraétatiques de crédit	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	105,0	110,4	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9		

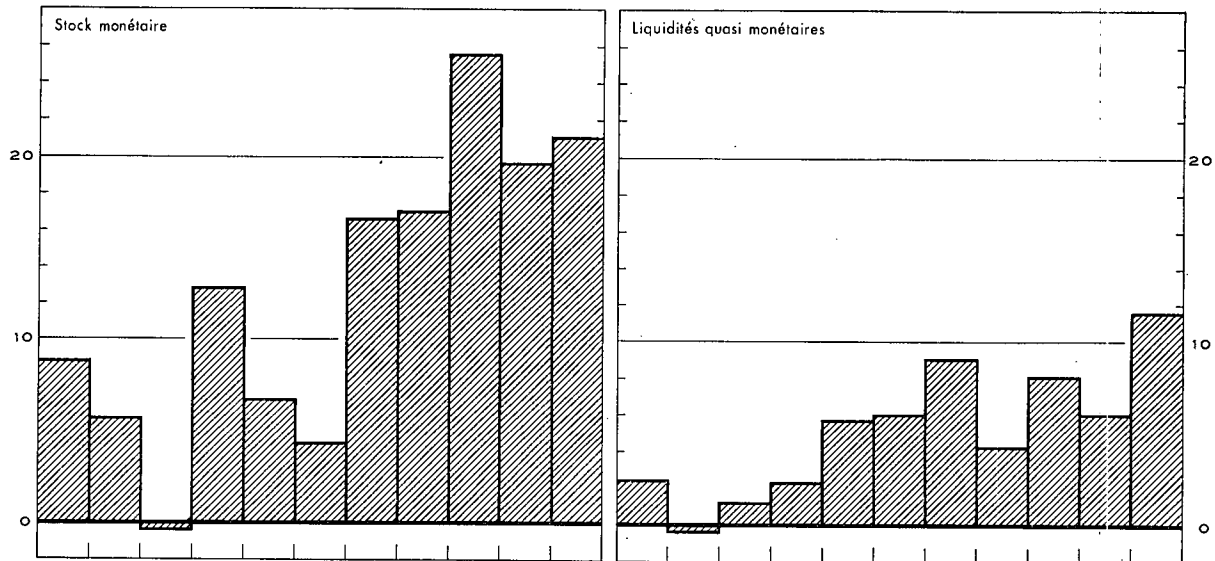
(Colonne du tableau XIII) « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que les F.M.I. et U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.
2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur vaudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

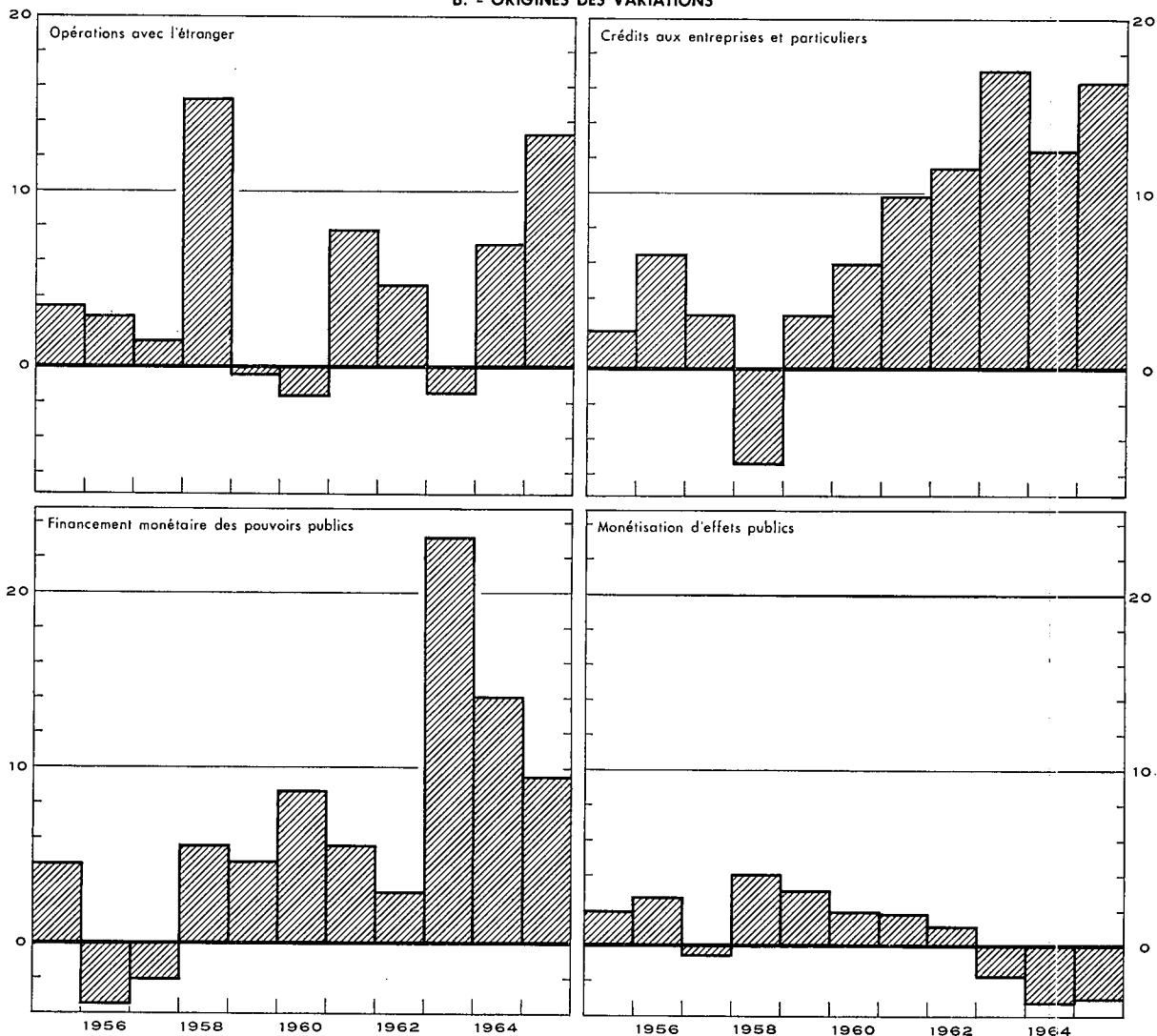
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entre- prises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	+ 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 0,7	- 0,3	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	+ 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,4	- 0,3	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4
Total ...	+16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 2,5	- 1,1	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	+ 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 17,1	- 0,1	+ 0,7	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,3	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,5	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,4	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	...	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	+ 0,1	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,1	+ 1,4	- 2,5	+ 3,5	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,3	- 1,2	- 2,1	+ 6,9	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	+ 0,1	+ 1,6	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,4
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	p- 3,0	+ 5,0	+ 0,6	+ 1,2	p- 7,2	p+ 1,0	p- 0,2	+ 0,4	p+ 1,4	- 0,2	p- 0,4
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	p- 0,7	+ 10,1	- 0,4	- 0,5	p+ 10,7	p+ 1,8	p- 0,8	- 0,7	p ...	- 0,3	p+ 1,2
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	p- 4,0	+ 21,4	+ 1,1	+ 1,0	p+ 11,1	p+ 5,6	p- 2,5	- 0,6	p+ 2,0	- 0,6	p- 0,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (5) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquiers 2				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 6</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
1965 Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	90,4	126,5	137,3	306,4	55,2
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	89,4	126,9	136,9	307,4	55,5
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	92,1	130,0	139,6	308,8	54,8
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	90,6	130,8	140,1	310,2	54,8
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	90,0	127,6	137,3	307,0	55,3
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	95,0	132,3	144,7	314,6	54,0
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	93,6	134,1	146,7	319,8	54,1
Mai	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	96,3	137,2	149,0	323,2	53,9
Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

2 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

3 Depuis août 1955, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

4 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais, non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

5 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

6 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs).

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3
2 ^e trimestre	123,0	-29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	p-32,1	p89,7	- 1,2	p- 2,4	p- 3,6	p- 1,2	...	+ 0,6	p- 3,0	p+ 0,4	p- 3,2
4 ^e trimestre	124,5	p-35,3	p89,2	+ 2,7	p- 3,2	p- 0,5	p+ 0,6	...	- 0,4	p- 0,7		
				+ 1,7	p- 7,3	p- 5,6	p- 2,7	...	+ 1,1	p- 4,0		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	379	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.515	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	—	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	—
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
Trésor public } comptes Accord de								
} Coopération Eco-	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
} taxe exceptionnelle								
} de conjonct. (Loi							209	632
} du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords	—	—	—	—	—	—	6	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18	12
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14	13
compte spécial liquidation U.E.P.	1	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217	325
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1965 4 octobre	1966 10 octobre	1965 8 novembre	1966 7 novembre	1965 6 décembre	1966 5 décembre	1966 10 janvier	1967 9 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	77.706	76.240	77.919	76.219	77.915	76.237	77.895	76.179
Monnaies étrangères	23.379	23.584	22.931	23.885	23.660	23.025	21.932	25.012
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	8.981	10.030	9.051	11.782	10.193	11.869	10.362	11.345
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	19	—	15	—	11	—	7	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	12.230	15.189	12.230	15.189	12.230	15.189	12.565	15.189
— Prêts ¹	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.378	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	24	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	23.124	23.161	21.984	23.625	23.153	22.774	21.472	24.777
Effets de commerce	6.039	8.853	5.712	9.148	6.098	9.379	7.582	7.730
Avances sur nantissement	367	253	84	202	278	577	63	17
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.350	9.925	9.875	9.150	9.425	9.100	9.800	9.875
Monnaies divisionnaires et d'appoint	513	422	514	407	518	385	443	280
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	1	2	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.953	3.197	2.953	3.192	2.951	3.197	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.693	1.911	1.700	1.918	1.710	1.921	1.781	1.998
Divers	2.211	2.338	2.069	1.989	2.041	2.293	2.609	2.917
Compte d'ordre :	209.153	215.768	207.624	217.370	210.771	216.610	210.078	219.181
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	716	513	1.039	1.042	1.545	1.507	1.362	1.350

PASSIF

Billets en circulation	167.355	172.513	166.060	172.114	166.863	171.791	167.726	172.554
Comptes courants :								
Trésor public {								
compte ordinaire ...	23	11	12	5	8	2	10	3
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	13	13	13	13	13	13	13	13
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	—	—	—	...	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	357	320	349	330	359	310	394	398
Comptes courants divers	1.395	724	2.147	683	1.930	752	1.353	743
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	223	139	227	126	223	93	259	148
b) autres accords	343	375	275	347	248	355	222	246
<i>Total des engagements à vue ...</i>	169.709	174.095	169.083	173.618	169.644	173.316	169.977	174.105
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	32.203	33.231	31.106	35.434	33.431	34.681	32.045	36.077
Caisse de Pensions du Personnel	1.693	1.911	1.700	1.918	1.710	1.921	1.781	1.998
Divers	2.595	3.334	2.782	3.203	3.033	3.495	3.322	3.804
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797
Compte d'ordre :	209.153	215.768	207.624	217.370	210.771	216.610	210.078	219.181
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	716	513	1.039	1.042	1.545	1.507	1.362	1.350

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1965 Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962	1963	1964	1965	1965	1966	1965	1966
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	4.480	4.574	10.493	10.491
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	2.242	4.469	3.253	4.743
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	31.366	36.322	29.786	41.276
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	4.119	8.593	3.203	9.235
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	11.443	14.811	10.746	15.465
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	98.178	107.930	91.587	106.751
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	38.420	41.988	34.175	39.162
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	59.758	65.942	57.412	67.589
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.377	1.229	1.348	1.245
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	25.680	27.555	26.938	28.785
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	59.671	69.876	60.186	68.329
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	84.835	94.151	86.447	94.289
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	705	792	705	789
b) Fonds publics belges ²	71.460	67.875	69.307	80.181	78.956	87.222	80.181	87.264
c) Fonds publics étrangers	317	556	601	1.354	777	1.766	1.354	1.896
d) Actions de banques	1.282	1.545	1.868	1.912	2.056	1.978	1.912	1.904
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	2.341	2.393	2.295	2.436
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	3.853	3.374	3.184	4.021
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	215.985	254.500	287.406	327.171	327.244	372.884	327.171	384.630
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	66	48	68	56
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	2.304	3.027	2.714	3.021
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	80	262	260	258
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	85	90	89	115
Matériel et mobilier	200	289	341	375	384	467	375	457
Total de l'immobilisé ...	2.095	2.332	2.651	3.506	2.919	3.894	3.506	3.907
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	330.163	376.778	330.677	388.537

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'alors, étaient repris parmi les fonds publics belges.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques

(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1965 30 novembre	12.899	1966 30 novembre	15.728
1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1965 31 décembre	14.404	1966 31 décembre	17.828

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

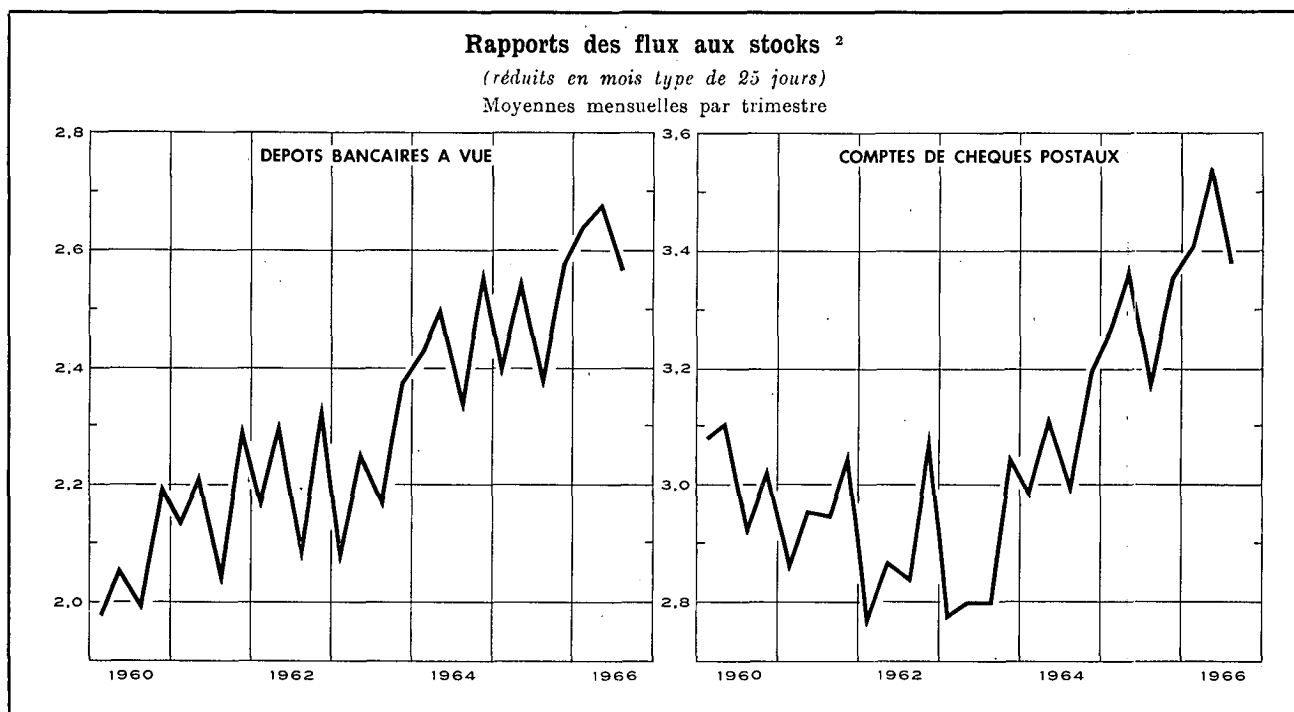
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962	1963	1964	1965	1965	1966	1965	1966
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1.747	804	698	589	453	579	589	835
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	—	431	273	292	431	494
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	—	158	180	287	158	341
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	2.113	4.299	3.433	3.365
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	1.998	1.064	815	666
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	115	3.235	2.618	2.699
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	63.442	73.317	57.426	79.174
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	5.510	8.058	6.062	10.297
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	25.680	27.555	26.937	28.786
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	7.161	9.387	6.578	8.012
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.458	1.570	1.413	1.107
Dépôts et comptes courants	130.986	150.290	164.568	189.447	184.666	207.067	189.447	213.093
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	89.073	94.740	92.774	98.921
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	12.033	15.047	11.847	15.035
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.487	38.340	45.679	38.487	46.034
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	1.047	1.417	1.106	1.364
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.975	2.976	3.031	3.016
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	39.137	45.302	40.179	46.800
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	2.011	1.906	2.023	1.923
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.342	11.868	11.371	11.978
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	963	956	977	955
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	9.540	11.576	8.030	10.350
<i>Total de l'exigible ...</i>	205.208	242.860	274.008	312.263	312.328	356.232	312.263	367.952
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	11.148	12.364	11.245	12.461
Fonds indisponible par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.332	2.327	1.949	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	704	792	705	789
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.445	4.833	4.306	4.803
Provisions	156	193	186	209	206	230	209	234
<i>Total du non exigible ...</i>	12.872	13.972	16.049	18.414	17.835	20.546	18.414	20.585
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	330.163	376.778	330.677	388.537

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments du passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
1965 Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre	190,4	148,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Référence bibliographique : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre ...	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

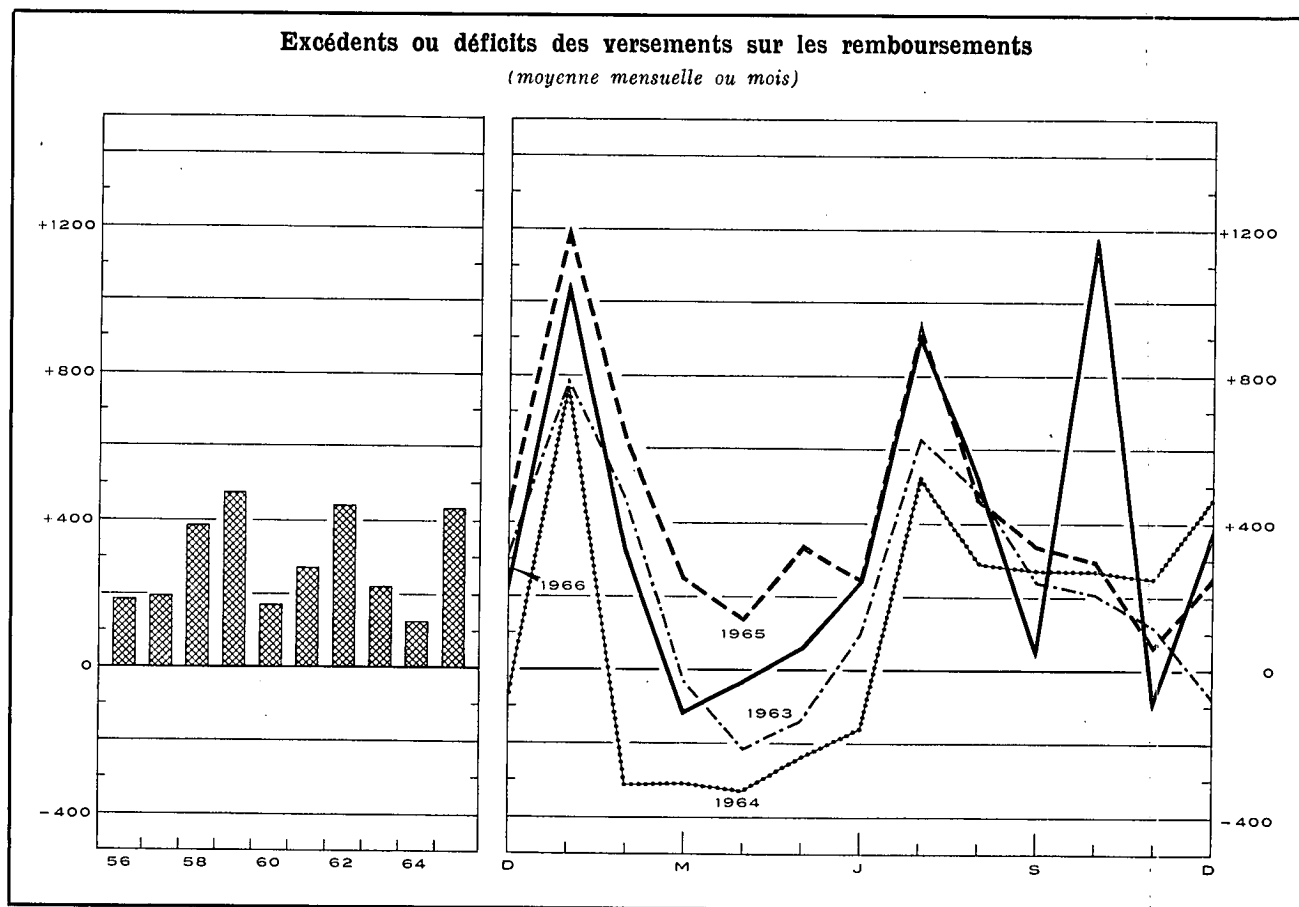
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.452	27.211	5.241	112.194 ¹				
1966	37.355	32.784	4.751	120.265 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	3.270	1.983	2.225	1.212	1.045	103.607	113.239
Février	2.562	2.724	1.935	2.398	627	326	104.234	113.565
Mars	2.558	2.834	2.303	2.945	255	-111	104.489	113.454
Avril	2.500	2.808	2.353	2.825	147	-17	104.636	113.437
Mai	2.691	p 2.840	2.348	p 2.779	343	p 61	104.979	p113.498
Juin	2.710	p 3.162	2.452	p 2.909	258	p 253	105.237	p113.751
Juillet	3.212	p 3.534	2.266	p 2.617	946	p 917	106.183	p114.668
Août	2.516	p 2.981	2.042	p 2.449	474	p 532	106.657	p115.200
Septembre	2.575	p 2.962	2.231	p 2.908	344	p 54	107.001	p115.254
Octobre	2.711	p 4.099	2.408	p 2.914	303	p 1.185	107.304	p116.439
Novembre	2.220	p 2.565	2.150	p 2.633	70	p - 68	107.374	p116.371
Décembre	3.001	p 3.576	2.739	p 3.182	262	p 394	112.194 ¹	p120.265 ¹

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du Logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	27,2
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	84,1
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	³	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de répartition	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Crundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Total				(1) + (5) - (8) = (9)				
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)						(6)	(7)	(6) + (7) = (8)		(12)	(13)	(14)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964															
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965															
Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966															
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572	
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216	
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.549	3.236	
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594	
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600	
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132	
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566	
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376	
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400	
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et communes	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1965 2 ^e trimestre ..	4,00
3 ^e trimestre ..	3,98
4 ^e trimestre ..	4,02
1966 1 ^{er} trimestre ..	4,22
2 ^e trimestre ..	4,57
3 ^e trimestre ..	4,69
4 ^e trimestre ..	4,56

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1965*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<i>I. Particuliers :</i>										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsa- bilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de ca- pitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargné hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les par- ticuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investis- sements directs nets par les parti- culiers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières										
Epargne nette totale (1 à 4)	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Amortissements sur habitations	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Epargne brute totale des particuliers	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
<i>II. Entreprises :</i>										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹
(milliards de francs)

Emetteurs	Titres accessibles à tout placeur 2						Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
	Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet 4	Emissions nettes totales	Emissions brutes 5	Amortissements	Emissions nettes	(8) = (6) - (7)	
	Emissions brutes	Amortissements 3	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
				(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)		(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	3,5 ⁶	...	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
6. Congo et Rwanda-Burundi	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables 7	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission 8	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions au robinet de bons de caisse à un an ou moins et à plus d'un an des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée.

— Pour mémoire : Emissions nettes à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 8,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Dans le courant de l'année 1961 la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁸ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ³	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁶	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁶	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ⁸	99,75	6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^e s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹¹	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^e s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹²	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 ¹⁴
						46.810		
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁵	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,92 ¹⁴
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant total, même si à la fin de l'année une partie seulement de ce montant était couverte par les souscriptions effectivement reçues et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	Intérieure				Extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat ²	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
<i>Pour mémoire</i> : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs ³	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁴	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

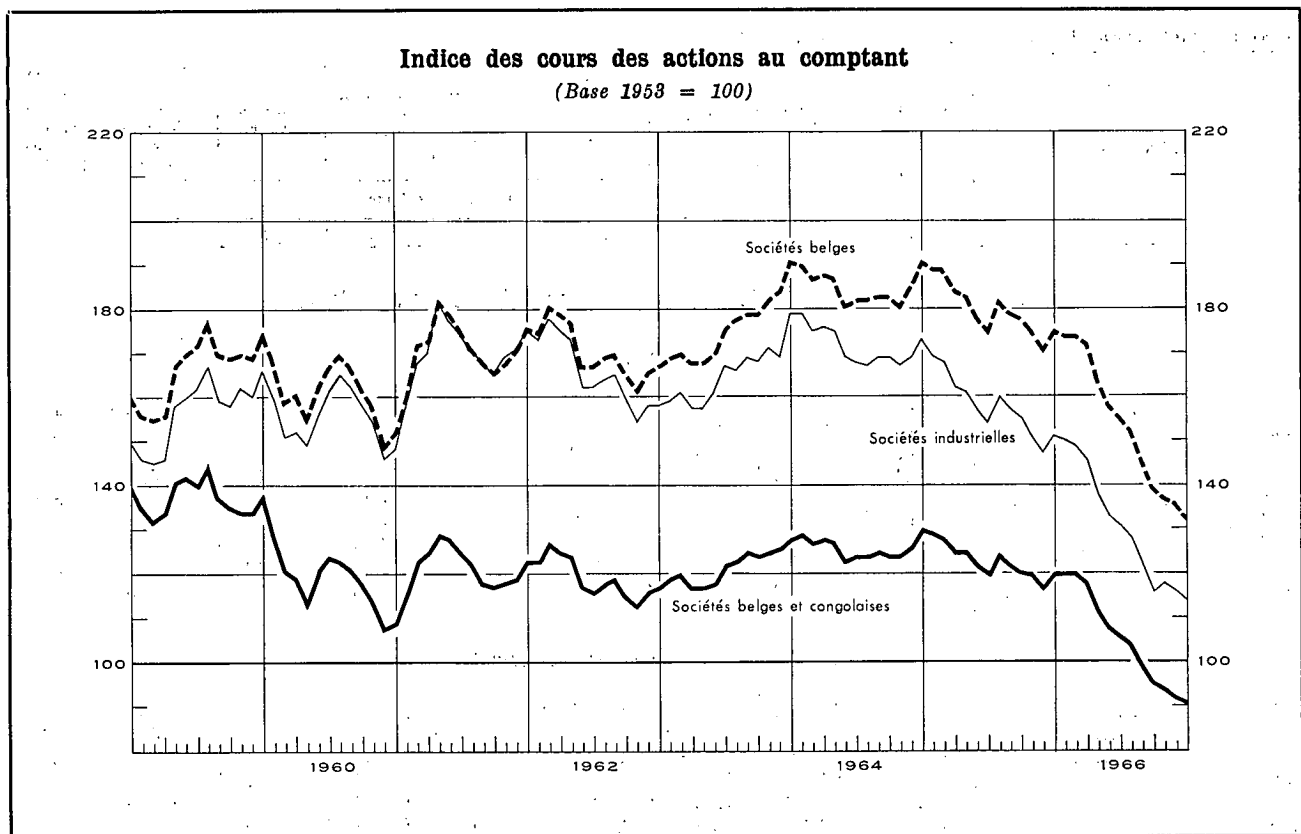
⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁵ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.**

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5	
		Au comptant				A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	
			Ensemble	Sociétés industrielles				
(Base 1953 = 100) 2 4						(en %)		
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9	
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3	
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4	
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2	
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4	
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4	
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3	
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0	
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5	
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2	

	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8
Février	90		120		174		150		115		3,6		3,8	
Mars	78		120		174		149		115		3,7		4,0	
Avril	89		118		172		146		112		3,6		3,8	
Mai	88		112		164		138		108		3,9		4,0	
Juin	76		108		158		133		104		4,0		4,1	
Juillet	57		106		155		131		103		4,1		4,2	
Août	53		104		152		128		99		4,4		4,5	
Septembre	58		99		145		122		94		4,6		4,7	
Octobre	55		95		139		116		90		4,5		4,6	
Novembre	53		94		137		118		90		4,6		4,6	
Décembre	50		92		136		116		89		4,7		4,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois, pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59

Industrie chimique

1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51

Electricité

1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545

Industrie du charbon

1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1960 12 mois	13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	283	2,8	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,8
5 premiers mois	6.935	121,7	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	1,9
10 premiers mois	10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,1
11 premiers mois	10.639	171,9	102,7	22,6	3,5	10,6	2,4
12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	125,2	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	151,3	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	156,8	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	157,9	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	160,6	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	170,5	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	179,0	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	216,0	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960 12 mois	445	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	0,1	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,5	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,6	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,7	24,6	2,6	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,6	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...

C. — Total général ⁴

1960 12 mois	14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963 12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	182,9	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,6	119,4	23,3	3,2	10,8	1,9
10 premiers mois	10.562	194,7	125,0	24,1	3,5	11,2	2,1
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,8	2,4
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	139,0	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	183,5	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	190,3	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	191,6	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	194,3	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	206,0	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	216,3	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	15.010	257,1	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.353	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.117	14.200
1965	22.797	n.d.	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	n.d.	p 17.743

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	n.d.	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	n.d.	p 463

Total général

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.363	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.069	14.151
1965	22.337	n.d.	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	n.d.	p 18.206

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note ³).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1963 6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	p 6.019	13.245	540	8	p 500	p 508
1965 Février	504	254	53	307	...	...	...	...
Mars	4.355	1.545	536	2.081	...	...	...	...
Avril	4.660	635	1.094	1.729	...	...	...	...
Mai	1.512	442	29	471	481	...	500	500
Juin	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier	749	450	27	477	...	...	450	450
Février	945	906	22	928	...	...	...	...
Mars p	5.762	2.531	319	2.850	...	...	...	...
Avril p	870	313	132	445	...	...	...	...
Mai p	1.123	468	372	840	...	...	...	...
Juin p	7.266	935	75	1.010	...	...	...	...
Juillet p	1.214	237	300	537	...	...	...	...
Août p	713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre p	788	185	475	660	...	...	...	...
Octobre p	1.170	363	10	373	...	...	...	...
Novembre p	6.941	2.238	1.000	3.238	...	...	...	...
Décembre p	2.965	862	...	862	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1961-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1965 2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1965 Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...

* Du 27 février 1966 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1965 4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 ^e trimestre	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 ^e trimestre	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1965 Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 300 jours	autres effets publics ¹
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 300 jours	certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours		
1960 10 novembre	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	Taux du certificat plus 5/10 %, minimum 2,25 %	Taux du Certificat + 5/10 % minimum 2,25 %		6,25
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—				6,—
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/10 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 300 jours	
28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 31 décembre 1966
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 300 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes ¹	
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1966 Février	3,16
Mars	3,53
Avril	3,70
Mai	4,02
Juin	3,50
Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40
Novembre	4,40
Décembre	3,92
1967 Janvier	3,37

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6 8	5 8		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966						1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
1966 Fév.	4,10	4,40	4,75	5,00	5,01	1966 8 fév.	5,25	5,40	5,45
Mars	4,10	4,40	4,75	5,10	5,07	8 mars	5,25	5,40	5,45
Avril	4,10	4,50	4,90	5,15	5,11	12 avril	5,35	5,50	5,55
Mai	4,35	4,75	5,10	5,30	5,22	10 mai	5,35	*	5,55
Juin	4,50	4,90	5,30	5,60	5,52	14 juin	5,55	5,65	5,70
Juillet	4,50	4,90	5,30	5,75	5,74	12 juil.	5,65	5,75	5,80
Août	4,60	5,00	5,40	5,75	5,75	9 août	5,85	5,90	6,00
Sept.	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	13 sept.	5,85	5,90	6,00
Oct.	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	11 oct.	5,90	5,95	6,00
Nov.	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	8 nov.	6,00	6,00	6,05
Déc.	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967 Janv.	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.
 Il convient de noter également que, jusqu'au 10 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)
 2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3283).
 3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/10 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/10 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.
 4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 5 Moyenne pondérée des taux fixés par adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.
 6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Janvier	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 10 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement ou égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraé-tatiques et villes	Etat	Paraé-tatiques et villes		Etat	Paraé-tatiques et villes	
4 % 1 ^{re} s.	5,25 %	3 à 5,50 %	4 à 5,50 %	3 à 5,50 %	5 à 6,25 %	3 à 6,50 %			
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58
Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967 Janvier	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N.B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50				
Mars			7	2,25							25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre ..			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre ..			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre ..	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre ..											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre ...	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre ..							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—		26	6,—	
Juin													10	5,50		
Septembre ..													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre ..																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50	
Mai														11	4,—	
Juillet ...			17	3,50												
Août																
Novembre ..					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet ...																
Novembre ..			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50										6	4,75	
1966 Mars														14	5,25	
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50						30	5,—	
Février ...	17	4,—														

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New-York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 9 décembre	1966 8 décembre	1966 6 janvier	1967 5 janvier
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	13.355	17.448	20.665	22.415	22.396	24.058	22.436	23.775
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.546	2.627	3.370	4.716	4.719	5.207	4.724	5.215
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.204	2.263	3.096	4.405	4.405	4.913	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	342	364	274	311	314	294	319	289
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	630	589	1.471	1.471	1.471	1.471	1.425
Monnaies divisionnaires	8	28	24	22	20	16	20	28
Comptes courants postaux	481	911	920	1.135	740	926	1.129	1.445
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.221	3.316	3.546	1.682	1.261	4.143	3.368	4.143
Portefeuille d'escompte	20.608	20.007	18.606	19.053	18.546	14.059	18.139	17.233
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.310	7.030	6.173	6.925	6.697	7.073	6.377	7.142
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	1.223	575	669	612	689	126	464	112
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	...	2.015	...	2.355
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	13.074	12.402	6.819	6.188	6.061	2.140	6.001	3.845
<i>Autres crédits à moyen terme</i>			4.945	5.328	5.099	2.705	5.297	3.779
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	2.412	3.220	4.546	6.183	5.124	7.465	4.662	6.317
Avances à 30 jours sur effets publics	166	72	32	5	17	25	26	6
Avances sur titres	67	71	88	91	88	96	93	94
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	870	1.656	1.689	1.465	631	769	779	1.190
Divers	885	1.468	1.497	1.142	1.178	1.256	1.348	1.208
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	65.963	69.263	67.967	71.851
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	50.082	55.781	59.544	64.170	61.800	65.270	63.955	67.266
Comptes créditeurs :								
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	...	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	200	238	426	169	265	146	165	219
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	757	688	871	955
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.226	1.451	1.435	1.382	1.200	1.248	1.210	1.310
Capital de la Banque	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.441	1.716	1.882	1.460	1.691	1.661	1.515	1.850
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	65.963	69.263	67.967	71.851

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1965 8 December	1966 7 December	1966 5 January	1967 4 January
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.338	2.438	2.638	2.788	2.888	2.988	2.888	3.038
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	3.050
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	3.050

Notes Issued :								
In Circulation	2.309	2.430	2.604	2.784	2.876	2.979	2.861	2.998
In Banking Department	41	20	46	16	24	21	39	52
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	3.050

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	266	298	233	380	375	519	341	431
Other Securities :								
Discounts and Advances	54	32	72	70	53	26	49	55
Securities	22	25	26	28	27	27	27	27
Notes	41	20	46	16	24	21	39	52
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	384	376	378	495	480	594	457	566

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	4	4
Public Deposits	11	10	11	13	12	11	17	13
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	97	96	198	98	200
Other Deposits :								
Bankers	280	276	262	272	261	259	233	223
Other Accounts	74	71	86	94	93	108	90	111
Total ...	384	376	378	495	480	594	457	566

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 8 December	1966 7 December	1966 5 January	1967 4 January
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	11.812	10.839	11.702	10.823
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.693	1.824	1.732	1.853
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	13.505	12.663	13.434	12.676
Cash	288	182	146	129	103	284	130	291
Discounts and advances	38	63	186	137	181	358	680	199
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	56	59	73	79
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	65	67	119	148
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	—	—	—	21	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	9.548	11.525	9.454	12.068
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	4.351	...	4.351
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	24.828	21.278	24.828	21.302
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	6.550	6.188	6.550	6.199
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	40.926	43.342	40.832	43.920
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	...	341	658	...
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	40.926	43.683	41.490	43.920
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	41.228	44.188	42.362	44.346
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	6.265	6.875	7.075	8.170
Bank premises	104	104	102	103	102	103	103	107
Other assets	357	400	552	977	891	1.310	725	1.323
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	62.094	65.423	63.829	66.913
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	37.268	39.219	37.067	39.335
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	17.683	18.598	20.377	19.500
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	658	197	87	267
Foreign	247	171	229	150	146	205	163	153
Other	424	291	321	355	218	406	268	446
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	18.705	19.406	20.895	20.366
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.671	5.212	4.551	5.812
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	211	263	192	240
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	60.855	64.100	62.705	65.753
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	546	569	552	570
Surplus	934	990	524	551	524	551	551	570
Other capital accounts .....	...	...	...	...	169	203	21	20
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	62.094	65.423	63.829	66.913
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	86	92	122	144	149	206	142	185
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	35,7 %	31,8 % ²	35,4 %	31,5 %

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² F.R. note liability includes \$ 856 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1965 6 december	1966 5 december	1966 10 januari	1967 9 januari
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.327	6.234	6.327	6.234
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	1.305	1.113	997	1.113
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	41	60	43	59
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	6	59	4	68
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	704	1.139	749	1.138
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	24	75	8	165
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	17	21	21	23
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	185	182	166	160
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	23	26	30	31
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.632	8.909	8.345	8.991

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	7.365	7.909	7.347	7.885
Bankassigntaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	916	637	655	732
's Rijks schatkist	620	1.095	665	394	818	527	473	649
Banken in Nederland	283	122	138	91	71	36	163	58
Andere ingezetenen	133	44	50	40	27	74	19	25
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	71	53	59	58
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	68	46	54	49
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	7	3	7	5	9
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	15	13	13	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	165	163	165	163
Diverse rekeningen	55	59	54	77	80	114	86	121
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.632	8.909	8.345	8.991

N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	63	62	65	71	72	72	71	70
---	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1965 ottobre	1966 ottobre	1965 novembre	1966 novembre
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.502	1.470	1.502	1.489
Cassa ¹	12	25	22	24	20	33	12	33
Portafoglio ²	616	942	764	720	670	820	666	831
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	350	478	342	468
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	70	87	14	29
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	1.659	2.141	1.720	2.092
Disponibilita in divisa all'estero	63	65	64	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	296	390	322	415
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	211	200	222	193	257
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	380	377	380	377
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	637	394	755	455
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	11	37	29	37
Spese	56	71	88	102	60	72	62	76
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.855	6.521	5.997	6.559
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.771	4.062	3.762	4.059
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	24	26	30	33
Conti correnti liberi	122	87	119	157	41	67	47	70
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.651	1.922	1.792	1.940
Creditori diversi	237	352	517	340	298	359	293	368
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	7	7	7	8
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	5	3	5
Rendite	57	72	89	103	60	73	63	76
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.855	6.521	5.997	6.559
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.991	5.009	5.824	4.911	6.050
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	1	10	1	16
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	346	406	346	409
— istituti speciali	290	274	279	293	284	310	281	304
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	256	334	282	308	343	474	339	463
— privati	4	2	2	1	4	2	1	2
⁴ Compresi BOT	—	—	242	107	3	110	51	84
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2	2	1	1	2	
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	17	19	23	23

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1965 7 Dezember	1966 7 Dezember	1966 7 Januar	1967 6 Januar
AKTIVA								
Gold	15.188	16.731	17.371	16.905	17.358	16.898	17.371	16.897
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	12.894	10.770	8.111	9.775	8.187	9.182	7.930	8.913
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	722	978	896	1.051
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.122	2.684	3.344	3.256	3.347	3.255	3.344	3.256
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	751	615	509	420	512	419	508	420
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.343	1.446	1.446	1.445	1.446	1.446	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen	81	116	130	166	106	146	150	192
Postcheckguthaben	376	377	409	425	250	213	248	152
Inlandswechsel	1.647	2.413	4.650	5.031	5.012	5.679	4.794	5.070
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	125	307	345	711	200	244	346	669
Lombardforderungen	208	646	696	938	153	238	81	212
Kassenkredite	1.749	1.212	1.408	1.164	999	1.109	1.186	1.061
Wertpapiere	1.222	1.176	1.151	1.095	1.152	1.097	1.151	1.095
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.990	6.081	7.617	7.804	7.025	7.625	7.631	7.540
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.294	3.016	3.001	3.741	3.001	3.621	3.001	3.711
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.788	2.199	2.285	2.461
Sonstige Aktiva	406	463	433	357	297	330	250	292
	46.264	49.508	51.843	54.914	50.597	52.814	50.664	52.572

PASSIVA

Banknotenumlauf	25.426	27.692	29.455	30.770	29.330	30.322	28.126	29.023
Einlagen von	18.006	18.610	18.671	19.784	17.689	18.457	18.836	19.395
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.607	15.143	16.241	17.386	16.127	17.194	16.599	17.523
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.126	3.215	2.165	2.109	1.319	1.001	1.990	1.621
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	273	252	265	289	243	262	247	251
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	270	308	452	552	394	340	437	396
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	234	257	418	494	332	315	406	351
<i>Sonstige</i>	36	51	34	58	62	25	31	45
Rückstellungen	1.076	1.260	1.475	1.690	1.475	1.690	1.475	1.690
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	701	776	861	963	861	963	861	963
Sonstige Passiva	495	572	639	865	558	752	639	815
	46.264	49.508	51.843	54.914	50.597	52.814	50.664	52.572

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 30 décembre	1965 7 décembre	1966 7 décembre	1966 7 janvier	1967 6 janvier
ACTIF								
Encaisse or	12.204	11.794	13.164	12.297	11.589	11.675	13.088	12.182
Devises	1.083	1.679	853	2.060	827	1.277	827	1.587
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	431	429	519	429	519	429	519
Portefeuille effets sur la Suisse	142	163	139	158	95	116	129	143
<i>Effets de change</i>	107	138	130	141	95	110	128	136
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	35	25	9	17	...	6	1	7
Avances sur nantissement	97	78	39	109	53	67	18	63
Bons du Trésor étrangers en FS	207	432	432	432	432	432	432	432
Titres	52	65	93	182	90	179	93	182
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	2	2	2	2	2
<i>autres</i>	52	64	91	180	88	177	91	180
Correspondants :	71	92	81	97	47	60	37	25
<i>en Suisse</i>	62	75	66	82	24	30	19	10
<i>à l'étranger</i>	9	17	15	15	23	30	18	15
Autres postes de l'actif	35	29	33	43	62	91	33	49
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.897	13.624	14.416	15.086	15.182

PASSIF

Fonds propres	55	56	57	58	57	58	57	58
Billets en circulation	9.035	9.722	10.043	10.651	9.697	10.140	9.577	10.105
Engagements à vue	3.188	3.271	3.215	3.431	1.883	2.248	3.480	3.047
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.700	2.908	3.005	2.982	1.602	1.672	3.108	2.480
<i>Autres engagements à vue</i>	488	363	210	449	281	576	372	567
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	357	433	602	389	625	555	625	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	3	20	2	10	1	20	2
Autres postes du passif	221	243	291	331	317	379	292	335
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.897	13.624	14.416	15.086	15.182

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 octobre 1965	31 octobre 1966	30 novembre 1965	30 novembre 1966
I. Or en lingots et monnayé	2.283	2.583	3.805	2.991	3.502	2.985
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	683	975	838	885	840	941
III. Bons du Trésor réescomptables	82	70	70	294	67	294
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	125	75	124	89	124	89
V. Dépôts à terme et avances :	2.935	4.108	2.054	2.906	2.127	2.965
a) à 3 mois au maximum	2.060	3.282	1.246	2.477	1.462	2.236
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	603	509	484	302	327	415
d) de 6 à 9 mois	25	113	118	42	111	125
e) de 9 à 12 mois	118	123	57	17	75	92
f) à plus d'un an	126	78	146	65	149	94
VI. Autres effets et titres :	2.015	1.285	1.536	1.232	1.750	1.187
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	296	293	290	290	287	287
b) de 3 à 6 mois	3	10	17	13	16	16
c) de 6 à 9 mois	94	94	2	9	5	8
d) de 9 à 12 mois	22	23	107	107	109	109
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.309	639	811	591	981	522
b) de 3 à 6 mois	100	57	148	69	153	93
c) de 6 à 9 mois	75	61	17	26	61	34
d) de 9 à 12 mois	35	69	83	76	30	69
e) à plus d'un an	81	39	61	51	88	49
VII. Actifs divers	1	2	1	3	1	3
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	—	68	—	68	—
<i>Total actif ...</i>	8.192	9.098	8.496	8.400	8.479	8.464

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	—	221	—	221	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	—	76	—	76	—
<i>Total ...</i>	297	—	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1962.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29082258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 octobre 1965	31 octobre 1966	30 novembre 1965	30 novembre 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	4.410	4.303	4.656	4.260	4.676	4.249
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	34	—	34	—	34
b) de 9 à 12 mois	203	238	169	159	186	186
c) de 6 à 9 mois	69	—	69	10	69	—
d) de 3 à 6 mois	79	84	21	168	31	174
e) à 3 mois au maximum	1.656	1.163	1.136	707	1.143	695
f) à vue	1.836	2.254	2.709	2.667	2.695	2.646
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	28
b) de 9 à 12 mois	17	100	17	17	17	103
c) de 6 à 9 mois	17	90	—	—	17	86
d) de 3 à 6 mois	69	86	17	104	—	59
e) à 3 mois au maximum	248	86	69	173	69	17
f) à vue	216	168	449	221	449	221
IV. Dépôts (monnaies) :	2.943	4.056	2.975	3.411	2.972	3.479
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	28	19	26	32	28	31
b) de 9 à 12 mois	11	52	79	98	82	110
c) de 6 à 9 mois	80	105	113	10	8	25
d) de 3 à 6 mois	503	325	324	253	497	349
e) à 3 mois au maximum	1.950	3.177	1.886	2.621	1.788	2.579
f) à vue	16	139	19	26	16	82
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	15	—	48	—	46	—
d) à 3 mois au maximum	323	209	437	357	444	290
e) à vue	17	30	43	14	43	13
V. Effets :	385	284	425	287	385	291
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	11	—	34	—	33	—
c) de 3 à 6 mois	41	4	24	—	20	4
d) à 3 mois au maximum	333	280	367	—	332	287
VI. Divers	79	78	65	65	71	68
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Comptes de profits et pertes	10	10	10	10	10	10
IX. Provision pour charges éventuelles	214	216	214	216	214	216
<i>Total passif ...</i>	8.192	9.098	8.496	8.400	8.479	8.464

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	—	229	—	229	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	—	153	—	153	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	—	76	—	76	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	—	68	—	68	—
<i>Total ...</i>	297	—	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.R.I.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.E.C.A.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.E.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série).....	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1963	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1963 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

**XV. — Principales modalités de l'épargne globale
des particuliers et des entreprises** XY

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Évolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende-
ment.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dé- penses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjonc- ture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Évolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tuées au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
